

QUATRE-VINGT-DIX-NEUVIEME SESSION

RAPPORT FINANCIER
DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2009

TABLE DES MATIERES

	Page
RAPPORT DE LA DIRECTION	2
OPINION DES VERIFICATEURS EXTERNES DES COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'OIM POUR L'EXERCICE 2009	3
DONNEES FINANCIERES	4
PROGRAMMES D'OPERATIONS	5-7
ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL	8-11
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE – Programme administratif et programmes d'opérations fusionnés (anciennement Etat de l'actif, du passif et des fonds/capitaux propres)	12
ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE – Programme administratif et programmes d'opérations fusionnés (anciennement Etat des recettes et des dépenses)	13
ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES – Programme administratif et programmes d'opérations fusionnés	14
ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE – Programme administratif (anciennement Etat des recettes et des dépenses)	15
NOTES AUX ETATS FINANCIERS	16-29
 APPENDICES	
Appendice 1 Programme administratif – Contributions assignées	30-32
Appendice 2 Programme administratif – Contributions assignées restant dues	33-34
Appendice 3 Programmes d'opérations – Etat de la performance financière par service et région	35-36
Appendice 4 Sources et application des revenus discrétionnaires	37
I. Général	37
II. Mécanisme de sécurité du personnel	38
III. Fonds 1035	39
Appendice 5 Dépenses par pays/lieu	40-42
Appendice 6 Fonds de prêt aux réfugiés	43-44
Appendice 7 Liste des contributions volontaires par donateur – Programmes d'opérations	45
Appendice 8 Liste des contributions volontaires par donateur et par programme/projet – Programmes d'opérations	46-69
Appendice 9 Gouvernement du Guatemala – Fonds fiduciaire	70-71

RAPPORT DE LA DIRECTION

31 mars 2010

RAPPORT DE LA DIRECTION

Le Rapport financier de l'OIM vise à garantir la transparence et l'accessibilité des informations financières de l'Organisation. Il est considéré comme un outil de gestion à part entière du système d'obligation redditionnelle et d'intégrité financière de l'Organisation.

Les états financiers, les notes correspondantes et les informations connexes ont été établis conformément au Règlement financier et aux dispositions pertinentes d'autres résolutions régissant l'Organisation. Les contributions émanant des gouvernements et d'autres sources ont été utilisées uniquement aux fins pour lesquelles elles avaient été versées, lorsque celles-ci étaient expressément mentionnées. Toutes les opérations ont été dûment justifiées.

Le système de contrôle interne concernant l'information financière vise à fournir une assurance raisonnable à l'égard de la fiabilité de l'information financière et de l'élaboration des états financiers à des fins externes conformément au Règlement financier. Ce système comprend les politiques et les procédures qui : i) ont trait à la tenue de registres qui décrivent les opérations avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée ; ii) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont inscrites de la manière voulue pour permettre l'établissement des états financiers, et que les encaissements et les décaissements sont effectués conformément aux autorisations de la Direction, dans le respect du Règlement financier de l'Organisation ; et iii) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de l'Organisation. Eu égard aux limites inhérentes à une organisation décentralisée, le contrôle interne de l'information financière ne permet peut-être pas de prévenir ou de déceler toutes les déclarations erronées.

A notre connaissance, ces états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de l'Organisation au 31 décembre 2009. Ils ont été vérifiés par le Bureau du Vérificateur général des comptes de Norvège, nommé par le Conseil, dont l'opinion est reproduite à la page suivante.

William Lacy Swing
Directeur général

Ovais Sarmad
Directeur de la Gestion des ressources

Yvonne Mortlock
Chef de la comptabilité

OPINION DES VERIFICATEURS EXTERNES DES COMPTES

**OPINION DES VERIFICATEURS EXTERNES DES COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'OIM POUR L'EXERCICE 2009**MISSION DE VERIFICATION ET OBJET

Nous avons vérifié les états financiers et les comptes de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2009. Le travail de vérification comptable des vérificateurs externes des comptes est basé sur l'article 12.1 du Règlement financier de l'OIM. Il consiste principalement à examiner et à vérifier les états financiers annuels et à faire savoir si ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Organisation à la fin de l'exercice financier et des résultats de ces opérations pour l'année considérée.

Nous avons accompli ce travail de vérification comptable conformément aux normes internationales généralement reconnues en la matière. Ces normes nous imposent de planifier et d'effectuer les vérifications comptables de façon à fournir l'assurance raisonnable que les faits présentés dans les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. Nous avons procédé, par sondages, à un examen des pièces justificatives à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Nous avons évalué les principes comptables appliqués et les estimations importantes faites par la Direction, et apprécié la présentation d'ensemble des états financiers. Nous estimons que nos vérifications constituent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

OPINION

Les états financiers de l'Organisation internationale pour les migrations à Genève pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2009, à savoir l'actif, le passif et les fonds, exprimés en dollars E.-U., ainsi que les recettes et les dépenses, exprimées en dollars E.-U. et en francs suisses, ont été vérifiés par nos soins conformément à l'article 12.1 du Règlement financier.

Nous avons obtenu tous les renseignements et les explications que nous avons demandés et, après vérification des comptes, nous déclarons qu'à notre avis, les états financiers et les notes s'y rapportant donnent une image exacte et fidèle des recettes et des dépenses des programmes et des fonds de l'Organisation pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2009, ainsi que de sa situation financière à cette date.

Un rapport distinct, contenant un résumé des résultats de vérification, ainsi que nos principales observations et recommandations, a été soumis à l'OIM pour information et examen.

Solveig Johansen

Jan Otto Joranli

Commissaires comptables au Bureau du Vérificateur général des comptes de Norvège
31 mars 2010

DONNEES FINANCIERES**APERCU GENERAL**

1. En 2009, le total combiné des dépenses correspondant au programme administratif et aux programmes d'opérations a de nouveau dépassé le milliard de dollars E.-U., soit une augmentation de 1,4 % par rapport au niveau de 2008, qui se situait à 1 013 000 dollars E.-U.

Dépenses	2009 en millions de dollars E.-U.	2008 en millions de dollars E.-U.
Programme administratif	36,0	34,8
Programmes d'opérations	991,3	978,2
Total des dépenses pour l'exercice	1 027,3	1 013,0

2. Les augmentations les plus notables enregistrées au titre des programmes d'opérations sont imputables : à la poursuite de l'expansion du Programme de réinstallation de réfugiés aux Etats-Unis (23,4 millions de dollars E. U.) ; à l'aide destinée aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Afghanistan (21,5 millions de dollars E.-U.), au Pakistan (14,8 millions de dollars E.-U.), en Haïti (7,9 millions de dollars E.-U.), et au Kenya (5,6 millions de dollars E.-U.) ; aux activités de migration et développement au Pérou (12,4 millions de dollars E.-U.) et au Guatemala (4,5 millions de dollars E.-U.) ; aux initiatives de coopération technique et d'assistance au Pérou (5,3 millions de dollars E.-U.) ; aux programmes d'aide au retour volontaire au départ du Royaume-Uni (3,6 millions de dollars E.-U.) et de la Suède (3,7 millions de dollars E.-U.) ; aux évaluations sanitaires et aux mesures de préparation à la pandémie (4,5 millions de dollars E.-U.) ; ainsi qu'au retour et à la réintégration d'ex-combattants en Colombie (10,6 millions de dollars E.-U.). Ces augmentations ont été contrebalancées par le ralentissement de certains programmes liés aux déplacés internes en Colombie (86,7 millions de dollars E.-U.), du projet de réparation au profit des Roms (10,1 millions de dollars E.-U.), et du projet de traitement des dossiers des migrants irréguliers dans le Pacifique (5,1 millions de dollars E.-U.).

3. Trois nouveaux Etats Membres ont rejoint l'OIM en 2009, faisant passer le nombre total de Membres de 125 en 2008 à 127 au 31 décembre 2009. Plus de 700 nouveaux projets ont été démarrés (contre 600 en 2008), portant le nombre total de projets opérationnels actifs en 2009 à plus de 2 300 (contre 2 000 en 2008). Quelque 7 000 membres du personnel ont été déployés, principalement dans les 440 bureaux extérieurs du monde entier (contre 430 en 2008).

4. Au début de 2009, PRISM Financials a été mis en service dans 59 autres bureaux extérieurs, ce qui porte à 135 le nombre de bureaux dans le monde équipés de ce système.

5. L'OIM a reçu du Bureau du Vérificateur général des comptes de Norvège une opinion selon laquelle les états financiers, les notes correspondantes et autres informations donnent une image exacte et fidèle de la situation financière pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2009

PROGRAMME ADMINISTRATIF

6. Le programme administratif ne constitue toujours qu'une très petite partie de l'allocation budgétaire totale, soit seulement 3,5 % de l'ensemble des dépenses totales en 2009.

7. Au 31 décembre 2009, le total des contributions assignées restant dues s'élevait à 7 297 165 francs suisses (contre 7 059 777 francs suisses en 2008). Sur ce montant restant dû, il faut signaler les plans de remboursement souscrits par onze Etats Membres et totalisant 2 397 034 francs suisses. Un nombre restreint d'Etats Membres sont redevables de la majeure partie du solde (voir la liste des contributions assignées restant dues au 31 décembre 2009 à l'appendice 2).

8. Le montant des contributions assignées restant dues étant plus élevé que les années précédentes, la provision pour créances douteuses a dû être relevée en 2009 de 117 925 francs suisses (contre 217 169 francs suisses en 2008). De ce fait, le total des contributions assignées restant dues nécessitant un provisionnement a été porté à 5 722 618 francs suisses au 31 décembre 2009 (contre 5 604 693 francs suisses en 2008).

9. L'allocation approuvée au titre du programme administratif pour 2009 s'est élevée à 38 806 000 francs suisses (contre 38 045 000 francs suisses en 2008). Les dépenses en 2009 se sont élevées à 38 788 421 francs suisses (contre 37 789 321 francs suisses en 2008), ce qui a entraîné un dépassement de 88 939 francs suisses après incorporation de la contribution des nouveaux Etats Membres (6 967 francs suisses), des 4 440 francs suisses reportés de 2008, et de l'augmentation précitée de la provision pour créances douteuses.

PROGRAMMES D'OPERATIONS

10. La réactualisation succincte du Programme et Budget pour 2009 (MC/2280) prévoyait des dépenses d'environ 997,5 millions de dollars E.-U. sur la base des informations disponibles à l'époque. Les dépenses réelles au titre des programmes d'opérations se sont élevées à 991,3 millions de dollars E.-U., soit légèrement moins que les prévisions budgétaires actualisées.

11. Le total des dépenses s'est accru de 13,1 millions de dollars E.-U., passant de 978,2 millions de dollars E.-U. en 2008 à 991,3 millions de dollars E.-U. en 2009, soit une légère augmentation globale de 1,3 %. Comme indiqué dans les tableaux ci-après, les augmentations les plus fortes ont été enregistrées pour les programmes de migration régulée et de migration et développement. Elles ont été contrebalancées en partie par un recul des programmes concernant les mouvements et les migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise (essentiellement en Amérique latine) et des programmes de réparation en Europe.

12. Les lieux d'affectation hors Siège qui ont enregistré les niveaux de dépenses les plus élevés, systématiquement supérieurs à 25 millions de dollars E.-U., étaient les suivants : Pérou, Colombie, Afghanistan, Iraq, Kenya, Haïti, Indonésie, Royaume-Uni, Soudan, Thaïlande, Népal et Pakistan. Les dépenses totales par pays/lieu sont indiquées à l'appendice 5.

13. Les dépenses totales, par secteur de services, sont résumées dans le tableau suivant :

Programmes d'opérations Dépenses par secteur de services	Millions de dollars E.-U.		
	2009	2008	Augmentation/ (diminution)
Mouvements et migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise	527,8	538,8	(11,0)
Migration et santé *	56,1	51,6	4,5
Migration et développement	103,0	93,1	9,9
Migration régulée	239,8	224,0	15,8
Migration assistée	40,2	41,6	(1,4)
Politiques migratoires et recherche	3,6	2,4	1,2
Programmes de réparation	5,6	15,6	(10,0)
Appui aux programmes de caractère général	15,2	11,2	4,0
Total	991,3	978,2	13,1

* Les questions d'ordre sanitaire transcendent tous les domaines d'opérations de l'OIM. Les chiffres susmentionnés ne reflètent que les activités spécifiques relevant du domaine Migration et Santé et ne comprennent pas les dépenses de santé intégrées dans d'autres services.

14. Le total des dépenses par région est résumé dans le tableau suivant :

Programmes d'opérations Dépenses par région	Millions de dollars E.-U.		
	2009	2008	Augmentation/ (diminution)
Asie et Océanie	245,3	215,9	29,4
Afrique	171,0	139,2	31,8
Europe	178,8	194,4	(15,6)
Amérique latine	266,0	324,7	(58,7)
Moyen-Orient	60,5	55,7	4,8
Amérique du Nord	34,0	24,5	9,5
Appui et services à l'échelle mondiale	35,6	23,8	11,8
Total	991,3	978,2	13,1

15. Les principales fluctuations par région et par service, telles qu'elles apparaissent dans les tableaux ci-dessus, peuvent être résumées comme suit :

- Le recul des activités de Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise (11 millions de dollars E.-U.) s'explique principalement par la baisse des mouvements en Amérique latine et, dans une moindre mesure, en Europe. Cette augmentation a été compensée par des dépenses plus élevées dans toutes les autres régions. Les dépenses au titre du Programme de réinstallation de réfugiés se sont accrues dans toutes les régions. Les activités liées aux déplacés internes et à l'aide aux ex-combattants ont reculé, particulièrement en Amérique latine (Colombie), tout en étant partiellement contrebalancées par une augmentation en Afghanistan, au Pakistan, au Kenya et en Haïti. Le nombre de missions d'observation du processus électoral a lui aussi décliné.

- La progression enregistrée dans le secteur Migration et santé (4,5 millions de dollars E.-U.) est principalement due aux programmes d'évaluation sanitaire, entrepris à l'échelle mondiale, à l'intention des migrants désirant se rendre en Australie, au Canada, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. Parmi les autres interventions qui ont pris de l'ampleur, il convient de citer les dispensaires de soins à Sri Lanka, les projets concernant le choléra au Zimbabwe et ceux concernant le VIH/sida en Afrique du Sud. Ces augmentations ont été contrebalancées, entre autres, par des réductions d'activité en Amérique latine (Colombie).
- Les dépenses relevant du domaine Migration et développement ont augmenté de 9,9 millions de dollars E.-U., principalement en Amérique latine, dans le cadre des projets de coopération au développement au Pérou et au Guatemala. Les programmes de retour de nationaux qualifiés ont continué de décliner en 2009.
- Les dépenses au titre de la Migration régulée ont augmenté dans toutes les régions, à l'exception de l'Asie et de l'Amérique latine (15,8 millions de dollars E.-U.). Cette augmentation s'explique principalement par divers projets de retour et de réintégration, notamment à destination de l'Indonésie, de l'Iraq et de l'Afghanistan et en provenance des Pays-Bas et de la République tchèque, ainsi que par des activités de coopération technique dans la République démocratique du Congo et en Haïti. Par ailleurs, plusieurs activités de coopération technique et de renforcement des capacités ont été achevées en Ukraine, au Chili et aux Philippines.
- En ce qui concerne la Migration assistée, un léger recul de 1,4 million de dollars E.-U. a été enregistré, essentiellement en raison d'une diminution des activités déployées dans le domaine de la migration de main-d'œuvre et des déplacements facilités en Amérique latine, qui a été contrebalancée par des augmentations concernant des projets d'orientation culturelle en Afrique ainsi que par le nouveau projet d'appui à l'intégration à l'intention des enfants étrangers au Japon.
- Les activités au titre des Politiques migratoires et de la recherche ont augmenté de 1,2 million de dollars E.-U., essentiellement en raison de projets de recherche sur la migration en Europe, et de l'élaboration de profils migratoires en Afrique.
- Les Programmes de réparation ont enregistré une baisse de 10 millions de dollars E.-U., principalement en raison de l'achèvement du projet d'aide humanitaire aux Roms en Europe.

16. Le résultat net des programmes d'opérations à la fin de l'exercice 2009 est le suivant :

- a) un report de 6 213 121 dollars E.-U. au titre du mécanisme de sécurité pour le personnel (contre 5 693 277 dollars E.-U. en 2008) ;
- b) une augmentation de la réserve de revenus discrétionnaires de 1 009 280 dollars E.-U. (contre 101 462 dollars E.-U. en 2008).

17. Les revenus discrétionnaires se composent de la commission pour frais d'administration liés aux projets et des revenus divers (contributions sans affectation spéciale versées par les gouvernements, intérêts créditeurs nets et autres revenus). Ils sont utilisés pour assurer le financement des structures de base et autres besoins prioritaires de l'Organisation que ne couvre pas la partie administrative du budget.

18. Les revenus discrétionnaires, non compris la part affectée à la sécurité du personnel, se sont élevés à 37,1 millions de dollars E.-U. (contre 38,7 millions de dollars E.-U. en 2008), tandis que la partie de la commission pour frais d'administration affectée à la sécurité du personnel s'est élevée à 7,2 millions de dollars E.-U. (contre 7,1 millions de dollars E.-U. en 2008), ce qui porte le montant total des revenus discrétionnaires en 2009 à 44,3 millions de dollars E.-U. (contre 45,8 millions de dollars E.-U. en 2008), soit plus que les 41 millions prévus de dollars E.-U. dans la réactualisation succincte du Programme et Budget pour 2009 (MC/2280), essentiellement grâce à des rentrées plus importantes provenant de la commission pour frais d'administration liés aux projets et de la partie de la commission pour frais d'administration destinée au financement des dépenses de sécurité. Dans l'appendice 4(I), les ressources inscrites au budget sont mises en regard des sources réelles et de l'utilisation des revenus discrétionnaires en 2009. Voir aussi l'appendice 4(II) – Mécanisme de sécurité du personnel.

19. Les 3,3 millions de dollars E.-U. de revenus discrétionnaires additionnels, auxquels s'ajoutent 2 millions de dollars E.-U. reportés de 2008, ont été principalement alloués aux domaines suivants :

- Un montant de 1,3 million de dollars E.-U. a servi à couvrir le coût, entre autres, de l'installation de PRISM Ressources humaines dans d'autres bureaux extérieurs. En 2009, PRISM Financials a été mis en place dans l'ensemble des missions.

- En 2009, certaines activités de projet entreprises ne disposaient pas d'un financement adéquat confirmé pour leur réalisation. En l'absence d'autres sources de revenus, 1,1 million de dollars E.-U. ont dû être alloués au titre des dépenses imprévues. Le montant le plus important de revenus discrétionnaires non inscrit au budget en 2009 est allé à un projet en Angola pour lequel le remboursement du montant dû par le donateur – le Gouvernement de l'Angola – est actuellement incertain. Une partie des revenus discrétionnaires a également servi à couvrir des dépenses non inscrites au budget engagées dans le cadre d'un projet à Sri Lanka, ainsi que des découverts dans le cadre de cofinancements de projets financés par la Commission européenne.
- Un montant de 500 000 dollars E.-U. a été réservé pour couvrir les coûts de la réforme structurelle.
- Conformément à la résolution du Conseil n° 1150 du 7 juin 2007, qui a approuvé la stratégie de l'OIM et prévoyait un élargissement du Fonds 1035, 1,1 million de dollars supplémentaires ont été alloués pour soutenir, en 2010, les Etats Membres en développement et ceux dont l'économie est en transition (deuxième ligne du Fonds 1035). Voir l'appendice 4(III).
- La réserve de revenus discrétionnaires a été augmentée d'un million de dollars E.-U.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL

CONSTITUTION ET GOUVERNANCE

20. L'Organisation, créée en décembre 1951, a commencé ses opérations au début de 1952 en tant que Comité intergouvernemental pour les migrations européennes. Son acte constitutif a été adopté le 19 octobre 1953 et est entré en vigueur le 30 novembre 1954. Un certain nombre d'amendements apportés à cet acte constitutif sont entrés en vigueur le 14 novembre 1989 et le nom de l'Organisation a été modifié en Organisation internationale pour les migrations. L'Organisation possède la pleine personnalité juridique et son siège se trouve à Genève. Elle compte actuellement 127 Etats Membres (contre 125 en 2008).

21. Les organes de l'Organisation sont le Conseil, le Comité exécutif et l'Administration. Le Conseil, au sein duquel chaque Etat Membre a un représentant qui dispose d'une voix, est la plus haute autorité de l'Organisation et c'est lui qui détermine ses grandes orientations. Le Comité exécutif, qui compte en ce moment 33 Etats Membres élus pour deux ans, supervise les politiques, les opérations et la gestion de l'Organisation. Le Comité permanent des programmes et des finances, où siègent l'ensemble des Membres, se réunit normalement deux fois par an pour examiner et analyser les politiques, programmes et activités, et débattre des questions budgétaires et financières.

22. L'Administration, qui comprend un directeur général, un directeur général adjoint et un personnel dont l'effectif peut être déterminé par le Conseil, est responsable de la gestion et de la direction de l'Organisation, conformément à la Constitution et aux politiques et décisions du Conseil et du Comité exécutif. Le Directeur général, qui est la plus haute autorité de l'Administration, ainsi que le Directeur général adjoint sont élus par le Conseil pour un mandat de cinq ans.

BUTS ET FONCTIONS

23. L'OIM est attachée au principe selon lequel les migrations qui s'effectuent en bon ordre et dans le respect de la dignité humaine sont bénéfiques aux migrants et à la société. Elle s'efforce de : contribuer à relever concrètement les défis de la migration, favoriser la compréhension des questions de migration, promouvoir le développement économique et social par le biais de la migration, et veiller au respect des droits humains et au bien-être des migrants.

24. Conformément à sa Constitution, les objectifs et les fonctions de l'Organisation sont les suivants :

- prendre toute mesure utile en vue d'assurer le transfert organisé des migrants pour lesquels les facilités existantes sont inadéquates ou de ceux qui ne seraient pas en mesure de partir sans assistance spéciale vers des pays offrant des possibilités de migration ordonnée ;
- s'occuper du transfert organisé des réfugiés, des personnes déplacées et d'autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, et pour lesquels des arrangements peuvent être conclus entre l'Organisation et les Etats intéressés, notamment ceux qui s'engagent à les accueillir ;

- fournir, à la demande des Etats intéressés et avec leur accord, des services de migration tels que le recrutement, la sélection, la préparation à la migration, les cours de langues, les activités d'orientation culturelle, des services médicaux, le placement, les activités facilitant l'accueil et l'intégration, des services de consultation en matière de migration, ainsi que toute autre forme d'assistance s'accordant avec les buts de l'Organisation ;
- fournir des services similaires, à la demande des Etats ou en coopération avec d'autres organisations internationales intéressées, pour permettre la migration de retour volontaire, y compris le rapatriement librement consenti ;
- offrir aux Etats, ainsi qu'aux organisations internationales et autres organisations, une tribune pour l'échange de vues et d'expériences et pour la promotion de la coopération et de la coordination des efforts internationaux concernant les questions de migrations internationales, y compris des études sur de telles questions en vue d'élaborer des solutions pratiques.

25. Conformément à la stratégie de l'OIM adoptée par le Conseil en juin 2007, l'OIM "a pour but premier de faciliter la gestion ordonnée et respectueuse de la dignité humaine des migrations internationales. S'appuyant sur son savoir-faire et son expérience, dans le respect des mandats des autres organisations internationales et en coordination avec elles, elle doit poursuivre son rôle d'organisation mondiale chef de file dans le domaine de la gestion des migrations. L'Organisation continuera de traiter le phénomène migratoire dans une perspective holistique intégrale, notamment du point de vue de ses liens avec le développement, afin d'en tirer tous les avantages possibles et d'en atténuer les effets négatifs. Pour y parvenir, agissant à la demande des Etats Membres ou en accord avec eux, l'OIM mettra essentiellement l'accent sur les activités suivantes :

1. Fournir des services sûrs, fiables, souples et efficaces par rapport à leur coût aux personnes ayant besoin d'une assistance internationale en matière de migration.
2. Renforcer la gestion humaine et ordonnée des migrations et le respect effectif des droits humains des migrants, conformément au droit international.
3. Offrir aux Etats, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales et à d'autres parties prenantes des conseils spécialisés et un appui en matière de recherche, de coopération technique et d'opérations, de façon à renforcer les capacités nationales et à faciliter la coopération internationale, régionale et bilatérale en matière migratoire.
4. Contribuer au développement économique et social des Etats par la recherche, le dialogue, la mise au point et la réalisation de programmes liés aux migrations et ayant pour objet de tirer tous les avantages possibles des migrations.
5. Aider les Etats, les migrants et les communautés à relever les défis de la migration irrégulière, notamment par la recherche et l'analyse des causes profondes, par le partage d'informations et la propagation des meilleures pratiques, et par la recherche de solutions privilégiant le développement.
6. Servir de pôle de référence essentiel en ce qui concerne l'information sur les migrations, la recherche, les meilleures pratiques, ainsi que la collecte, la compatibilité et l'échange de données.
7. Promouvoir, faciliter et appuyer le débat et le dialogue sur la migration à une échelle tant régionale que mondiale, notamment à l'occasion du Dialogue international sur la migration, aux fins de favoriser la compréhension des opportunités qu'elle offre et des défis qu'elle pose, d'aider à déterminer et à élaborer des politiques efficaces permettant de relever ces défis, et de recenser les approches globales et les mesures susceptibles de faire progresser la coopération internationale.
8. Aider les Etats à faciliter l'intégration des migrants dans leur nouvel environnement et à susciter l'engagement des diasporas, entre autres comme partenaires du développement.

9. Prendre part aux réponses humanitaires coordonnées dans le contexte des dispositions interinstitutions en la matière et fournir des services de migration dans d'autres situations de crise ou d'après-crise, s'il y a lieu, selon les attentes des personnes concernées, contribuant par là à leur protection.¹
10. Entreprendre des programmes facilitant le retour volontaire et la réintégration des réfugiés, des personnes déplacées, des migrants et autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, en coopération avec d'autres organisations internationales compétentes s'il y a lieu, et en tenant compte des besoins et des préoccupations des communautés locales.
11. Aider les Etats à mettre au point et à réaliser des programmes, des études et des expertises techniques visant à lutter contre le trafic illicite de migrants et la traite des personnes, notamment des femmes et des enfants, d'une manière conforme au droit international
12. Appuyer les efforts des Etats dans le domaine de la migration de main-d'œuvre, notamment en ce qui concerne les mouvements de courte durée, et d'autres types de migration circulaire"

STRUCTURE

Bureaux extérieurs

26. Les bureaux extérieurs de l'Organisation se répartissent en trois grandes catégories :

- Les missions à fonctions régionales (MRF)
- Les missions spéciales de liaison (SLM)
- Les missions de pays

27. Les 18 bureaux extérieurs désignés comme missions à fonctions régionales apportent aux bureaux extérieurs placés sous leur responsabilité un soutien administratif et financier ainsi qu'une aide au niveau de la liaison et de l'élaboration de programmes dans un contexte régional et dans le cadre des processus consultatifs régionaux, ce qui permet d'assurer un partage efficace des ressources de base limitées et des compétences entre les bureaux régionaux et à l'intérieur des régions. Les MFR veillent en outre à la cohérence de l'approche suivie dans des domaines importants tels que l'élaboration de projets et l'application des politiques et procédures administratives et opérationnelles dans l'ensemble de l'Organisation, indépendamment de la décentralisation géographique. Par ailleurs, elles apportent la flexibilité structurelle autorisant le déploiement rapide et temporaire d'experts pour entreprendre des missions d'évaluation lorsque de nouveaux projets sont planifiés, ou pour surveiller et guider la mise en œuvre d'activités de projet dans les bureaux dotés de ressources limitées.

28. Sept bureaux extérieurs sont désignés comme missions spéciales de liaison, en reconnaissance de leur important rôle spécial de liaison.

29. L'OIM dispose d'un réseau mondial de missions de pays et de bureaux auxiliaires qui exécutent toutes sortes de projets visant à répondre à des besoins migratoires particuliers. Ces structures sont essentiellement financées par le budget des projets qu'elles mettent en œuvre sur place.

Centres administratifs

30. Considérés comme des extensions du Siège, les centres administratifs apportent un soutien administratif à l'ensemble de l'Organisation.

31. Le Centre administratif de Manille, aux Philippines, joue le rôle de centre d'appui administratif et de technologie de l'information pour les activités de l'Organisation.

32. Le Centre administratif de Panama, à Panama, apporte un soutien administratif aux bureaux de l'hémisphère occidental, et fournit certains services de soutien à l'échelle mondiale, y compris un appui au personnel sur le terrain.

¹ Même si l'OIM n'a pas de mandat de protection juridique, il n'en reste pas moins que ses activités contribuent à la protection des droits de l'homme, et qu'elles ont pour effet ou pour conséquence de protéger les personnes concernées par la migration.

Siège

33. Le Bureau du Directeur général assiste le Directeur général et le Directeur général adjoint dans la gestion de l'Organisation et, conformément à son mandat, formule des politiques cohérentes et supervise l'élaboration des programmes afin qu'ils soient conformes aux priorités stratégiques. En 2009, les fonctions ci-après étaient rattachées au Bureau du Directeur général : Droit international de la migration et Affaires juridiques, Bureau de l'Inspecteur général, Médias et Communication, Coordination des questions de sexospécificité, Technologie de l'information et Communications, Médiateur, et Sécurité du personnel.

34. La structure organique du Siège de l'OIM répond dans une large mesure à une approche privilégiant la prise en compte des défis migratoires et l'appui à la mise en œuvre des activités déployées sur le terrain. En 2009, on dénombrait sept services : Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise ; Migration et santé ; Migration et développement ; Migration régulée ; Migration assistée ; Politiques migratoires et recherche ; et Programmes de réparation. Avec l'appui aux programmes de caractère général, tous les projets de l'OIM s'inscrivent dans l'un ou l'autre de ces domaines d'activité.

35. Présent dans les trois grands domaines de la gestion des migrations (Migration et développement ; Migration assistée et Migration régulée), le Département de services de gestion des migrations est composé de la Division de la Gestion des retours et de la Lutte contre la traite, de la Division de la Main-d'œuvre et de la Migration assistée, et de la Division de la Coopération technique en matière migratoire, qui apporte un soutien technique à l'élaboration et à l'application des projets au sein de l'Organisation.

36. Le Département de l'Appui aux opérations est responsable de la supervision et de la coordination des activités de gestion des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise, de gestion des mouvements et de soutien en matière électorale.

37. L'Unité des Programmes de réparation offre des conseils spécialisés et des services de renforcement des capacités dans le domaine des restitutions de biens et des compensations à grande échelle des victimes, dont bénéficient les gouvernements et les partenaires internationaux engagés dans des efforts d'instauration de la paix et de reconstruction à la suite de conflits ou de catastrophe naturelles.

38. Le Département Migration et santé s'occupe des besoins des migrants considérés individuellement, ainsi que des besoins de santé publique des communautés d'accueil en mettant en œuvre des politiques et des pratiques aptes à relever les défis émergents auxquels sont aujourd'hui confrontées les populations mobiles. Les projets et les programmes relevant du domaine Migration et santé sont classés dans les sous-catégories suivantes : évaluation de la santé dans le contexte migratoire et assistance sanitaire durant le voyage ; promotion de la santé et assistance sanitaire aux migrants ; et assistance sanitaire aux populations migrantes vivant une situation de crise.

39. Le Département des Politiques migratoires et de la recherche est responsable du Dialogue international de l'OIM sur la migration et des activités de forum s'y rapportant, de l'analyse de la politique stratégique de l'OIM et de la coordination des questions de migration internationale, de la recherche et des publications sur les tendances, les politiques et les pratiques en matière de migration internationale.

40. Le Département des Relations extérieures apporte un soutien au niveau des relations de l'Organisation avec les Etats Membres, les observateurs, les autres Etats, les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales et les diverses institutions multilatérales. Il est chargé de mettre en place un cadre de coopération cohérent avec les organisations intergouvernementales partenaires, et plus particulièrement avec les Nations Unies. Il comprend la Division des relations avec les donateurs, les Conseillers régionaux, l'Observateur permanent auprès des Nations Unies, le Secrétariat des réunions et l'Unité de traduction.

41. Le Département de la Gestion des ressources formule et applique les politiques de ressources humaines et financières dont l'Organisation a besoin pour exécuter ses activités avec efficacité. Il est composé des services suivants : Comptabilité, Budget, Trésorerie, Gestion des ressources humaines, Coordination des voyages du personnel et Services communs du Siège.

DESCRIPTION ET RECAPITULATION DES ACTIVITES

42. **Gestion des mouvements et des migrations et dans les situations d'urgence et d'après-crise :** Cette catégorie englobe l'aide à la réinstallation, l'aide au rapatriement et la gestion des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise, domaines importants de l'OIM à la fois quant au volume des dépenses et quant aux mouvements de personnes, lesquels constituent l'épine dorsale des programmes d'opérations de l'OIM depuis sa création. L'OIM aide à réinstaller les personnes qui ont été acceptées au titre de programmes réguliers d'immigration en s'occupant des documents requis et en organisant des transports sûrs, fiables et économiques. L'un des principaux programmes de mouvements mis en œuvre par l'OIM au nom du Gouvernement des Etats-Unis depuis le début des années 50 est le Programme de réfugiés (URSP).

43. **Migration et santé :** Le Département Migration et santé s'occupe des questions de santé qui concernent tous les migrants et les sociétés d'accueil et d'origine. Ces questions transcendent parfois l'ensemble des domaines d'action de l'OIM. C'est pourquoi, ce Département s'emploie à susciter une prise de conscience sur la santé dans le contexte migratoire, non seulement au sein de l'Organisation mais aussi en-dehors d'elle, et à veiller à ce que les questions de santé qui se posent dans le contexte migratoire soient prises en compte dans l'ensemble des activités de l'Organisation.

44. **Migration et développement :** L'OIM s'emploie depuis longtemps à maximiser les liens positifs entre la migration et le développement dans son action. A une époque où la mobilité humaine atteint des niveaux jamais encore égalés, le besoin de mieux faire comprendre les liens entre la migration et le développement apparaît particulièrement urgent, tout comme celui d'agir de manière pratique pour renforcer les avantages que la migration offre dans une optique de développement et mettre au point des solutions durables face aux situations migratoires problématiques. Les projets et les programmes relevant du domaine Migration et développement sont classés dans les sous-catégories suivantes : migration et développement économique/communautaire ; et retour et réintégration de nationaux qualifiés.

45. **Migration régulée :** Une approche exhaustive, transparente et cohérente de la gestion des migrations, faisant intervenir tous les pays situés sur le continuum migratoire, peut contribuer à remédier au problème de la migration irrégulière, et notamment au trafic illicite de migrants et à la traite des êtres humains, à réduire au minimum les répercussions négatives de la migration irrégulière et à préserver l'intégrité du phénomène migratoire en tant que processus social naturel. L'OIM aide les gouvernements à mettre au point et à appliquer des politiques, des législations et des mécanismes législatifs en matière migratoire capables de renforcer la gestion des migrations, tout en aidant les migrants par des moyens qui répondent à leurs besoins de protection et s'accordent avec les sensibilités relatives au genre et à l'âge, ainsi qu'avec le besoin d'autonomie. Les projets et les programmes relevant du domaine de la migration régulée sont classés dans les sous-catégories suivantes : l'aide au retour profitant à la fois aux migrants et aux gouvernements ; la lutte contre la traite ; et la coopération technique en matière de gestion et de renforcement des capacités dans le domaine migratoire. L'aide au retour constitue un volet significatif des activités de l'OIM.

46. **Migration assistée :** L'OIM fournit des conseils politiques et techniques aux gouvernements concernant la régulation de la migration de main-d'œuvre et autres mouvements migratoires, et élabore des programmes visant à aider les gouvernements et les migrants en matière de recrutement, de formation linguistique, d'orientation culturelle précédant le départ, de services de soutien pré-consulaires, d'accueil à l'arrivée, et d'intégration. Les projets et les programmes relevant de la migration assistée sont classés dans les sous-catégories suivantes : migration de main-d'œuvre ; et traitement des dossiers et intégration des migrants (y compris les services de soutien pré-consulaires et la formation des migrants).

47. **Programmes de réparation :** Ce sont des programmes spécialisés de portée mondiale, au titre desquels une compensation est versée aux demandeurs qui satisfont aux critères indiqués. L'OIM assure en outre des services d'assistance juridique et technique et de renforcement de capacités dans les domaines relatifs à la restitution des biens et aux dédommagements massifs des victimes, à l'intention des gouvernements nationaux et transitoires et des acteurs internationaux déployant des efforts d'instauration de la paix dans les situations d'après-conflit et de réadaptation à la suite de catastrophes naturelles.

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2009*
(en dollars E.-U.)

	Notes	2009 dollars E.-U.	2008 dollars E.-U.
ACTIF			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	402 097 537	323 310 397
Créances – opérations sans contrepartie directe			
– contributions volontaires	4	111 937 684	86 136 960
– contributions assignées	4	2 337 927	2 227 272
Créances – autres	4	42 281 303	32 523 255
Total de l'actif à court terme		558 654 451	444 197 884
Actif à long terme			
Créances – opérations sans contrepartie			
– contributions volontaires	4	10 398 583	8 001 794
– contributions assignées	4	4 746 700	4 522 037
Biens immobiliers, installations et équipement – bâtiments	5	8 892 804	9 197 817
Autre actif à long terme – dépôts de garantie	4	202 200	29 598
Total de l'actif à long terme		24 240 286	21 751 246
A déduire : provision pour créances douteuses	4	(5 867 158)	(5 358 215)
TOTAL DE L'ACTIF		577 027 579	460 590 916
PASSIF			
Passif à court terme			
Produits différés			
– contributions volontaires	6	408 159 290	329 037 658
– contributions assignées	6	216 675	21 097
– autres	6	13 593 770	2 832 053
Sommes dues au titre des prestations versées au personnel	7	7 368 527	7 071 891
Sommes dues aux fournisseurs	8	34 336 955	26 637 909
Sommes dues au plan d'épargne du personnel	9	10 614 867	1 557 000
Emprunts – prêt immobilier	10	357 864	352 390
Autre passif à court terme	8	2 720 876	5 586 540
Total du passif à court terme		477 368 824	373 096 538
Passif à long terme			
Sommes dues au titre des prestations versées au personnel	7	53 350 007	44 912 547
Emprunts - prêt immobilier	10	8 230 901	8 457 388
Fonds de prêt aux réfugiés – capitaux propres des Etats-Unis	Append. 6	4 422 460	2 089 446
Fonds de dotation Sasakawa	11	2 000 000	2 000 000
Autre passif à long terme	8	2 821 244	3 228 999
Total du passif à long terme		70 824 611	60 688 380
TOTAL DU PASSIF		548 193 435	433 784 918
ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES			
Ressources reportées	12	7 670 588	8 232 058
Fonds de réponse rapide pour les transports	13	2 287 435	2 237 195
Emprunt - Etats Membres	14	1 680 400	1 680 400
Réserve pour imprévus	15	1 000 000	1 000 000
Compte d'opérations d'urgence	16	413 605	390 605
Réserve – conversion de devises	17	15 470 562	12 954 187
Fonds de prêt aux réfugiés – capitaux propres de l'OIM	Append. 6	311 553	311 553
Total de l'actif net/capitaux propres		28 834 143	26 805 998
TOTAL DU PASSIF ET DE L'ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES		577 027 579	460 590 916

* Fusionne le programme administratif et les programmes d'opérations

PROGRAMME ADMINISTRATIF ET PROGRAMMES D'OPERATIONS FUSIONNES
 ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2009
 (en dollars E.-U.)

PROGRAMME ADMINISTRATIF ET PROGRAMMES D'OPERATIONS FUSIONNES
 ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2009
 (en dollars E.-U.)

	2009 dollars E.-U.			2008 dollars E.-U.		
	TOTAL	PROGRAMME ADMINISTRATIF	PROGRAMMES D'OPERATIONS	TOTAL	PROGRAMME ADMINISTRATIF	PROGRAMMES D'OPERATIONS
PRODUITS						
Contributions à affectation spéciale						
Contributions volontaires - à affectation spéciale	927 521 022	0	927 521 022	939 206 196	0	939 206 196
Contributions assignées	37 106 030	37 106 030	0	33 490 846	33 490 846	0
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants et des répondants	63 135 326	0	63 135 326	36 299 458	0	36 299 458
Contributions en nature	71 112	0	71 112	0	0	0
Différences de change - profits/(pertes) nets	(1 199 649)	(1 199 649)	0	1 481 982	1 481 982	0
Total partiel - contributions à affectation spéciale	1 026 633 841	35 906 381	990 727 460	1 010 478 482	34 972 828	975 505 654
Contributions sans affectation spéciale						
Produits financiers et autres produits (nets) sans affectation spéciale	5 443 937	0	5 443 937	8 282 407	0	8 282 407
Contributions volontaires - sans affectation spéciale	2 344 000	0	2 344 000	2 201 047	0	2 201 047
Total partiel - contributions sans affectation spéciale	7 787 937	0	7 787 937	10 483 454	0	10 483 454
TOTAL DES PRODUITS	1 034 421 778	35 906 381	998 515 397	1 020 961 936	34 972 828	985 989 108
CHARGES						
Aide au transport	191 472 652	0	191 472 652	174 308 826	0	174 308 826
Assistance médicale	13 217 724	0	13 217 724	14 641 797	0	14 641 797
Aide directe aux bénéficiaires	154 499 152	0	154 499 152	225 225 521	0	225 225 521
Transferts des partenaires d'exécution	69 634 362	0	69 634 362	80 681 240	0	80 681 240
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	247 149 807	1 219 400	245 930 407	154 487 660	1 111 204	153 376 456
Traitements et prestations dus au personnel	249 540 251	28 536 453	221 003 798	229 290 208	27 542 411	201 747 797
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	21 955 609	1 048 993	20 906 616	23 433 990	1 011 731	22 422 259
Fournitures et produits de consommation	78 837 690	4 660 224	74 177 466	108 466 543	4 568 220	103 898 323
Provision pour créances douteuses - augmentation/(diminution)	429 025	117 807	311 218	197 966	197 966	0
Autres charges	553 699	414 098	139 601	2 285 860	393 710	1 892 150
TOTAL DES CHARGES	1 027 289 971	35 996 975	991 292 996	1 013 019 611	34 825 242	978 194 369
Solde du programme administratif de l'exercice précédent	4 245	4 245	0	(143 341)	(143 341)	0
EXCEDENT/(DEFICIT) POUR L'EXERCICE	7 136 052	(86 349)	7 222 401	7 798 984	4 245	7 794 739
Y compris les soldes reportés suivants :						
Programme administratif	(86 349)	(86 349)	0	4 245	4 245	0
Réserve de revenus discrétionnaires	1 009 280	0	1 009 280	2 101 462	0	2 101 462
Sécurité du personnel	6 213 121	0	6 213 121	5 693 277	0	5 693 277
EXCEDENT/(DEFICIT) POUR L'EXERCICE	7 136 052	(86 349)	7 222 401	7 798 984	4 245	7 794 739

**PROGRAMME ADMINISTRATIF ET PROGRAMMES D'OPERATIONS FUSIONNES
 ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES POUR L'EXERCICE CLOTURE
 LE 31 DECEMBRE 2009
 (en dollars E.-U.)**

	2009 dollars E.-U.	2008 dollars E.-U.	(augmentation)/ diminution dollars E.-U.
Ressources reportées – excédent/(déficit)			
Programme administratif			
Ressources des exercices précédents	433 074	433 074	0
Ressources de l'exercice en cours	(86 349)	4 245	90 594
Mécanisme de sécurité du personnel	6 213 121	5 693 277	(519 844)
Programmes d'opérations – Revenus discrétionnaires		2 000 000	2 000 000
Programmes d'opérations – Réserve de revenus discrétionnaires	1 110 742	101 462	(1 009 280)
Total partiel : ressources reportées	7 670 588	8 232 058	561 470
Autres réserves			
Fonds de réponse rapide pour les transports	2 287 435	2 237 195	(50 240)
Emprunt – Etats Membres	1 680 400	1 680 400	0
Réserve pour imprévus	1 000 000	1 000 000	0
Compte d'opérations d'urgence	413 605	390 605	(23 000)
Réserve de conversion monétaire	15 470 562	12 954 187	(2 516 375)
Fonds de prêt aux réfugiés – Capitaux propres de l'OIM	311 553	311 553	0
Total partiel : autres réserves	21 163 555	18 573 940	(2 589 615)
Actif net/capitaux propres à la clôture de l'exercice	28 834 143	26 805 998	(2 028 145)

PROGRAMME ADMINISTRATIF

ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE POUR L'EXERCICE CLOTURE

LE 31 DECEMBRE 2009

(en francs suisses – voir l'état consolidé de la performance financière pour les équivalences en dollars E.-U.)

	BUDGET 2009 francs suisses	2009 francs suisses	2008 francs suisses
PRODUITS			
Contributions assignées des Etats Membres		38 806 000	38 045 000
Contributions assignées des nouveaux Etats Membres		6 967	129 339
TOTAL DES PRODUITS		38 812 967	38 174 339
CHARGES			
Traitements et prestations dus au personnel	31 112 000	30 425 734	29 308 727
Paiements dus au personnel à la cessation de service (note 7)	650 000	424 513	735 205
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	1 046 000	1 123 457	1 103 903
Total des traitements et prestations dus au personnel et des indemnités pour frais de voyage et de représentation	32 808 000	31 973 704	31 147 835
Location et entretien des bâtiments	1 290 000	1 556 325	1 419 540
Equipement informatique et maintenance	2 087 000	2 230 439	2 392 682
Fournitures de bureau, frais d'impression, équipements et véhicules	730 000	719 394	703 652
Total des frais généraux de bureaux	4 107 000	4 506 158	4 515 874
Formation	645 000	674 081	626 853
Services contractuels	579 000	649 280	586 628
Total des services contractuels	1 224 000	1 323 361	1 213 481
Communications	471 000	556 778	476 730
Secrétariat des réunions	435 000	428 420	435 401
Réduction à dégager	(239 000)		
Total partiel : charges avant provision pour créances douteuses	38 806 000	38 788 421	37 789 321
Augmentation/(diminution) de la provision pour créances douteuses (appendice 2)		117 925	217 169
TOTAL DES CHARGES		38 906 346	38 006 490
EXCEDENT/(DEFICIT) POUR L'EXERCICE		(93 379)	167 849
Excédent de ressources/(dépenses) reporté en début d'exercice		4 440	(163 409)
EXCEDENT/(DEFICIT) A LA CLOTURE DE L'EXERCICE		(88 939)	4 440

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

NOTE 1 : CADRE COMPTABLE

Entité présentant les états financiers

48. Outre les services relatifs aux migrations décrits plus haut et présentés dans ces états financiers, l'OIM fournit des services financiers aux Consultations intergouvernementales sur la migration, l'asile et les réfugiés et au Forum mondial sur la migration et le développement, qui font l'objet d'états financiers distincts présentés à leurs organes directeurs respectifs. Le Fonds fiduciaire du Guatemala relève d'un système comptable distinct, et n'apparaît pas dans les états financiers de l'OIM – pour plus de précisions, voir l'appendice 9.

Base utilisée pour l'établissement des états financiers

49. Sauf indication contraire, les états financiers et les tableaux et notes y afférents sont établis conformément à la méthode de la comptabilité d'exercice. Le Conseil a adopté en décembre 2008 la résolution n° 1177 modifiant le Règlement financier pour permettre notamment l'adoption des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), de façon à faciliter la justification et la comparabilité des états financiers de l'OIM et à les rendre plus transparents. L'OIM entend adopter ces nouvelles normes de façon progressive. Le nouveau système financier PRISM, qui a été déployé en 2008 et au début de 2009, a été mis sur pied pour faciliter cette transition.

50. Pour établir des états financiers conformément aux pratiques comptables généralement reconnues, il faut recourir à des estimations et hypothèses qui se répercutent sur les montants de l'actif et du passif présentés à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges indiqués durant l'exercice considéré. Citons, à titre d'exemple, les hypothèses relatives à l'assurance médicale à prestations définies et à d'autres obligations en matière de prestations consécutives à l'emploi ; les risques financiers liés aux montants à recevoir ; ainsi que les estimations des produits et charges constatés par régularisation. Bien que ces estimations et hypothèses reposent sur la connaissance que possède la Direction des événements et actions en cours, il se peut que les résultats réels s'écartent finalement de ces estimations. Les changements d'estimations sont pris en compte dans l'exercice au cours duquel ils sont connus.

51. Des tableaux supplémentaires ont été ajoutés, notamment en ce qui concerne le programme administratif, dont le budget est libellé en francs suisses conformément au Règlement financier. Par ailleurs, un état supplémentaire de la performance financière concernant le programme administratif, exprimé en francs suisses, est également reproduit.

52. La présentation de l'état des variations des capitaux propres (actif net) s'inscrit dans le cadre de l'application progressive des normes IPSAS par l'OIM.

Base d'évaluation

53. Les principes comptables adoptés pour évaluer et présenter la performance financière et la situation financière conformément à la comptabilité d'exercice s'appuient, aux fins de l'établissement des présents états financiers, sur les coûts d'origine ou, selon le cas, la juste valeur.

Changements dans la méthode comptable

54. L'OIM agit simplement sur mandat du Gouvernement des Etats-Unis lorsqu'elle recouvre les prêts auprès des réfugiés au titre du Fonds de prêt aux réfugiés des Etats-Unis. De fait, ceux-ci sont dus au Gouvernement des Etats-Unis. En considération de cette relation et conformément aux normes IPSAS, les prêts remboursables ne sont plus comptabilisés en tant que tels dans les comptes de l'OIM. Aux fins de comparaison, les comptes de 2008 sont ajustés en conséquence.

55. Les dons en nature, sous la forme d'actifs et d'articles non alimentaires, sont comptabilisés à leur juste valeur au moment de la donation, dès lors que ces biens auraient été sinon achetés par l'OIM.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE

L'OIM applique les méthodes comptables particulières énoncées ci-après qui influent dans une large mesure sur l'évaluation de la performance et de la situation financières.

Opérations en monnaie étrangère

56. Toutes les opérations conclues dans d'autres monnaies sont converties en dollars E.-U. sur la base des taux de change des Nations Unies en vigueur à la date de la transaction. Les profits et pertes réalisés ou non réalisés résultant de l'exécution de telles opérations ou de la conversion, à la date de clôture, d'actifs financiers et de passifs financiers libellés dans des devises autres que le dollar des Etats-Unis, sont enregistrés dans l'état de la situation financière et inclus dans la réserve de conversion monétaire.

57. Les contributions assignées réglées par les Etats Membres sont déterminées en francs suisses conformément au Règlement financier.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

58. La notion de trésorerie et d'équivalents de trésorerie englobe les fonds en caisse, les dépôts à vue ainsi que d'autres placements à court terme fortement liquides qui sont facilement convertibles en espèces et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. D'une manière générale, les disponibilités sont conservées dans des comptes contrôlés par le Siège pour maximiser le potentiel d'intérêts créditeurs. Des codes de projet distincts sont utilisés pour contrôler et présenter la performance financière d'activités entreprises par l'Organisation pour le compte d'Etats Membres et d'autres donateurs, de préférence à des comptes bancaires distincts, afin de bien rendre compte de toutes les dépenses liées aux projets. Conformément au Règlement financier, les fonds qui ne doivent pas être utilisés immédiatement sont placés ou investis à court terme, et les intérêts ainsi produits sont portés au crédit des programmes appropriés.

Créances

59. Les créances sont indiquées à leurs valeurs estimées de réalisation après provision pour créances douteuses et irrécouvrables. Une provision pour créances douteuses liée aux contributions assignées est enregistrée pour toutes les contributions restant dues depuis plus de deux ans. Pour toutes les autres créances, une provision pour créances douteuses est constituée après examen des montants restant dus à la date de clôture.

60. Toutes avances (ou acomptes) versées par l'OIM à des fournisseurs, des partenaires d'exécution, des membres du personnel, etc. (par exemple, compagnies aériennes, compagnies d'assurances, organisations non gouvernementales locales (ONG)) sont enregistrées comme des créances envers l'Organisation jusqu'à ce que les biens soient remis, les services fournis ou les montants remboursés, selon le cas.

Biens immobiliers et équipement – bâtiments

61. La valeur des bâtiments est capitalisée et amortie. Les dépenses d'équipements fixes, d'installations, de véhicules et d'autres biens meubles sont encourues au moment de l'achat. Tout don en nature important est comptabilisé à sa juste valeur au moment du don (lorsque la valeur est de 5 000 dollars E.-U. ou plus), dès lors que ces biens auraient sinon été achetés par l'OIM.

Produits différés (versements effectués avant la remise/l'exécution)

62. Les contributions volontaires à affectation spéciale réservées par les donateurs à des programmes d'opérations sont considérées comme des produits différés et sont comptabilisées une fois que les services exigés conformément aux conditions énoncées dans les accords passés avec les donateurs de contributions volontaires sont exécutés.

63. Les contributions assignées reçues avant l'année à laquelle s'applique le barème des quotes-parts sont comptabilisées comme un élément de passif.

64. Certains répondants de migrants et certains migrants eux-mêmes versent d'avance des sommes destinées à couvrir les frais de transport et autres dépenses autorisées. Les montants ainsi reçus sont assimilés à des encaissements anticipés jusqu'à ce que les services visés soient fournis.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)**Prestations dues au personnel**

65. Conformément à la résolution du Conseil n° 1130 et à la résolution 61/240 de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'Organisation est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et autres prestations connexes. La CCPPNU est un régime à prestations déterminées multi-employeurs.

66. Une évaluation actuarielle est réalisée tous les deux ans pour la CCPPNU selon l'approche globale avec entrants. Ce régime expose les organisations qui lui sont affiliées à des risques actuariels liés au personnel actif et à la retraite d'autres organisations, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable pour répartir les obligations, les actifs de régime et les coûts entre les diverses organisations affiliées. L'OIM, de même que les autres organisations affiliées, n'est pas en mesure de déterminer sa part de la situation financière et des résultats financiers du régime avec une fiabilité suffisante aux fins de comptabilité, si bien qu'elle a enregistré ce régime comme un régime à cotisations définies.

67. L'obligation financière de l'Organisation envers la CCPPNU consiste à verser sa cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que sa part de versement pour combler toute insuffisance actuarielle au cas où l'Assemblée générale des Nations Unies invoquerait les dispositions de l'article 26 des Statuts de la CCPPNU s'il est constaté qu'un déficit doit être comblé. Une telle constatation serait fondée sur une évaluation actuarielle à la date d'évaluation. Aucune constatation de ce genre n'avait été faite à la date des états financiers actuels.

68. Les autres prestations dues au personnel sont notamment les suivantes :

- Prestations à court terme : les traitements, les indemnités, les indemnités d'entrée en fonction et les indemnités pour frais d'études des enfants à charge, les congés annuels rémunérés, les congés maladie rémunérés, l'assurance accident et l'assurance-vie, ainsi que la part échéant à court terme des prestations à long terme dues au personnel actif, comme les indemnités de cessation de service.
- Prestations postérieures à l'emploi, à savoir les indemnités de cessation de service comprenant les indemnités de rapatriement, les sommes versées en lieu et place des congés annuels non utilisés, et une partie de l'assurance médicale.
- Indemnités de licenciement, comprenant une indemnité due au personnel remplissant les conditions requises titulaire d'un contrat permanent ou de durée déterminée, dont l'Organisation met fin à l'engagement.

69. Dans le cadre du programme administratif, le montant estimatif des indemnités de cessation de service dues au personnel appelé à prendre sa retraite est financé moyennant une allocation annuelle. C'est pourquoi, aucune provision pour produits à recevoir n'est actuellement constituée pour le personnel actuel dans le cadre de ce programme.

Plan d'épargne du personnel (anciennement Caisse de prévoyance)

70. Avant d'être affiliée à la CCPPNU, l'OIM gérait son propre régime, appelé Caisse de prévoyance, qui était ouvert à l'ensemble des fonctionnaires et à certains employés. La Caisse de prévoyance n'a plus admis de nouveaux membres à compter du 31 décembre 2006. La plupart des membres de la Caisse de prévoyance ont été contraints de participer à la CCPPNU à partir du 1^{er} janvier 2007. Un petit nombre de membres ont pu continuer à y cotiser s'ils se trouvaient à cinq années de la retraite ou si leur contrat était sur le point de s'achever. La cotisation de l'OIM continue de s'élever à 15,8 % de la rémunération considérée aux fins de la pension, et celle des membres à 7,9 % de la rémunération considérée aux fins de la pension. La Caisse de prévoyance, appelée aujourd'hui Plan d'épargne, continue d'être administrée par l'OIM pour les membres du personnel qui sont toujours en activité et les autres membres qui étaient autorisés à ne pas retirer tout ou partie des fonds accumulés. Le Plan d'épargne est un régime à prestations déterminées.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)**Sommes dues aux fournisseurs**

71. D'une manière générale, l'OIM paie les biens et les services après remise et exécution. Les biens et services sont enregistrés simultanément comme des charges et comme une obligation due au fournisseur. Cette catégorie de sommes dues englobe les provisions pour charges constatées constituées pour d'importants services liés à la consommation (par exemple les coûts des communications et des services essentiels) pour lesquels la facture est reçue après le 31 décembre, et dont le coût peut être estimé avec fiabilité sur la base de factures de fournisseurs récentes.

Coûts d'emprunt

72. Tous les coûts supportés dans le cadre d'un emprunt de fonds sont traités comme des charges de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus. Aucun coût d'emprunt n'a été capitalisé durant l'exercice considéré.

Découverts

73. L'OIM ne dispose pas de lignes de crédit confirmées mais a passé un nombre limité d'accords de découverts informels avec des banques qui possèdent des fonds de l'Organisation en dépôt. Ces accords peuvent être résiliés par les banques à tout moment. Aucun découvert n'a dû être accordé au cours de l'exercice considéré.

Provisions

74. Une provision est généralement comptabilisée quand l'Organisation a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour honorer l'obligation et que le montant de celle-ci peut être estimé de manière fiable. Font exception à cet égard les prestations dues au personnel à la cessation de service dans le cadre du programme administratif, ainsi que la comptabilisation intégrale de la cotisation de l'OIM à l'assurance maladie pour le personnel retraité. Pour de plus amples informations, voir la note 7 – Sommes dues au titre des prestations versées au personnel.

Produits

75. Les produits des paiements effectués par les migrants pour couvrir leurs propres dépenses sont enregistrés à mesure que les services sont fournis. Les produits d'intérêt sont estimés à la valeur vénale de la contrepartie reçue ou à recevoir (sur la base du rendement estimé) et sont comptabilisés lorsqu'ils sont échus. Les contributions faisant l'objet d'accords passés avec des donateurs sont comptabilisées comme des produits à la date à laquelle l'accord devient contraignant, à moins que celui-ci énonce une condition de résultat qui exige que ces contributions soient comptabilisées comme des produits différés au passif. Dans ces cas, les produits sont comptabilisés dans la mesure dans laquelle l'exécution a été réalisée (c'est-à-dire que les activités de projet qui ont été convenues ont été entreprises) par un ajustement en clôture d'exercice. Cela s'applique à la majorité des contributions volontaires dans le cadre des programmes d'opérations. Les produits des contributions volontaires non assujetties à des accords contraignants sont comptabilisés à mesure que les fonds sont reçus. Les produits des factures remboursables sont comptabilisés à concurrence des coûts encourus.

76. Les contributions assignées sont comptabilisées en produits au début de l'exercice auquel se rapporte le barème des quotes-parts.

Charges

77. Les charges sont comptabilisées au moment où il est confirmé que les biens et les services (y compris les services convenus, fournis par les partenaires d'exécution) ont été remis ou exécutés.

78. L'OIM achète des articles non alimentaires et alimentaires avec les fonds provenant des donateurs en vue de les distribuer, généralement, lors d'interventions de secours consécutivement à des catastrophes naturelles et dans d'autres situations d'urgence analogues. En tant que tels, les stocks de l'OIM au 31 décembre de n'importe quelle année sont généralement distribués très peu de temps après (dans les trois mois suivant l'achat) ou ont une valeur négligeable. C'est pourquoi, ces articles sont passés en charge dès la remise à l'OIM. Les contributions en nature importantes sont évaluées à leur juste valeur au moment où elles

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

sont données, dès lors qu'elles auraient été sinon achetées par l'Organisation. L'OIM est en outre mandatée par d'autres organisations (y compris des institutions des Nations Unies, des ONG, etc.) pour distribuer des articles en leur nom. Elle n'enregistre pas ces articles dans les comptes puisque ces fournitures et matériels ne lui permettent pas de tirer des avantages économiques et sont dépourvus de tout potentiel de service.

Contrats de location

79. Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple lorsqu'une part significative des risques et avantages attachés à la propriété revient au bailleur. Les paiements effectués au titre de contrats de location simple (nets de toutes mesures incitatives de la part du bailleur) sont comptabilisés dans l'état de la performance financière sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Imposition

80. L'OIM est une organisation intergouvernementale sans but lucratif qui est généralement exonérée de toute imposition dans les pays qui lui ont accordé l'ensemble des privilèges et immunités. Dans les autres pays, les impôts qui ont été payés peuvent être remboursés.

Risques financiers

81. L'Organisation perçoit des produits des contributions et de la rémunération des services, et doit supporter des charges dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis. C'est pourquoi, elle est exposée aux risques de change découlant des fluctuations du taux de change entre ces monnaies et le dollar E.-U., qui est la monnaie de présentation des états financiers. L'Administration utilise des instruments financiers dérivés (en l'occurrence des dépôts à double devise), dont le produit est crédité aux revenus divers.

82. L'Organisation possède des bureaux dans divers pays, dont l'actif et le passif sont libellés dans la monnaie locale. En outre, l'Administration a des dépôts dans d'autres devises, notamment en dollars australiens, en livres sterling, en dollars canadiens, en couronnes tchèques, en euros, en yens japonais, en couronnes norvégiennes, en couronnes suédoises et en francs suisses. L'Organisation a une réserve de conversion monétaire, qui est reportée et incluse dans l'actif net/capitaux propres. Cette réserve comprend les plus-values latentes résultant de la réévaluation des actifs et passifs en devises étrangères convertis en dollars E.-U., ainsi que tous profits ou pertes de change réalisés lors de l'achèvement de projets présentés dans une monnaie autre que le dollar E.-U..

83. L'Organisation est exposée au risque de crédit (dû au défaut de paiement ou d'exécution), ce qui a également des incidences sur la liquidité. Une provision pour créances douteuses a été constituée pour toute créance de deux ans ou plus découlant du non-paiement des contributions assignées dues par les Etats Membres. Il existe également des risques de crédit pour les montants à recouvrer auprès des donateurs au titre des programmes d'opérations (en cas de défaut de paiement) et pour les acomptes versés aux fournisseurs et aux partenaires d'exécution (en cas de non-exécution). Des provisions pour créances douteuses sont également constituées lorsque les contributions de donateurs sont incertaines à la date de clôture. Les créances sont contrôlées et suivies de manière permanente. Des acomptes sont versés lorsque cela est inévitable (par exemple au titre d'accords avec les compagnies aériennes), ou lorsque cela est financièrement viable. Les bureaux extérieurs sont tenus de surveiller les acomptes sur une base mensuelle.

Passif éventuel

84. Aux fins de transparence, des informations sur le passif éventuel sont communiquées dans les notes. Le passif éventuel se définit comme suit :

- a) Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ; ou
- b) Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée parce que :
 - i) il est improbable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service soit nécessaire pour éteindre l'obligation ; ou
 - ii) le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

NOTE 3 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

85. Des dépôts en espèces sont généralement détenus dans des comptes courants pour éteindre des obligations courantes. Les sommes qui ne doivent pas être immédiatement utilisées sont déposées sur des comptes portant intérêt ou placées à court terme (90 jours au maximum).

	2009 dollars E.-U.	2008 dollars E.-U.
Encaisse	703 307	791 369
Dépôts en banque – non soumis à restrictions *	399 394 230	320 519 028
Total de l'encaisse non soumise à restrictions	400 097 537	321 310 397
Fonds de dotation Sasakawa (note 11)	2 000 000	2 000 000
Total de l'encaisse soumise à restrictions – fonds d'affectation spéciale	2 000 000	2 000 000
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	402 097 537	323 310 397

* Environ 56 % de la trésorerie détenue à la date de clôture étaient libellés dans des monnaies autres que le dollar E.-U..

NOTE 4 : CONTRIBUTIONS DUES ET AUTRES CREANCES

86. Les contributions assignées dues représentent des sommes non recouvrées relevant du programme administratif. Le Conseil établit le budget et, par conséquent, les montants dus en francs suisses par chaque Etat Membre chaque année. Les créances ont été divisées entre créances à court terme (c'est-à-dire les contributions devant être normalement reçues au cours de l'exercice suivant) et à long terme (c'est-à-dire les contributions devant être normalement reçues après l'exercice suivant), et représentent les accords financiers passés avec les Etats Membres en vue du règlement des arriérés, y compris les plans de remboursement. Pour de plus amples informations, voir l'appendice 2 – Contributions assignées restant dues. Pour les contributions reçues d'avance, voir la note 6 – Produits différés.

87. Les contributions volontaires à recevoir au titre des programmes d'opérations sont échues dès la confirmation que les activités ont été menées à terme, par exemple par le biais de factures remboursables ou de la présentation des rapports aux donateurs. En 2009, les sommes à recevoir de gouvernements et d'institutions bénévoles au titre d'opérations sont passées à 122,3 millions de dollars E.-U. (compte tenu des réévaluations) (contre 94,1 millions de dollars E.-U. en 2008), dont 52 millions de dollars E.-U. de créances facturées (contre 43,9 millions de dollars E.-U. en 2008) et 70,3 millions de dollars E.-U. (contre 50,2 millions de dollars E.-U. en 2008) de créances non facturées. Les créances facturées s'entendent des sommes à recevoir pour lesquelles une facture ou une demande de financement a été envoyée aux donateurs, alors que les créances non facturées correspondent aux activités exécutées sur la base d'un accord avec le donateur pour lesquelles l'OIM n'a pas encore soumis de factures ni de demandes de financement. Les créances facturées les plus importantes au 31 décembre 2009 étaient à recevoir du Gouvernement de l'Australie (10,5 millions de dollars E.-U.), du Gouvernement du Canada (8,5 millions de dollars E.-U.), de la Commission européenne (6,6 millions de dollars E.-U.), du Gouvernement du Royaume-Uni (2,7 millions de dollars E.-U.), du Gouvernement de la Suède (2,5 millions de dollars E.-U.) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) (2,1 millions de dollars E.-U.).

88. Au 31 décembre 2009, les montants à recevoir par l'OIM depuis plus d'un an s'élevaient à 4,5 millions de dollars E.-U. (contre 9,3 millions de dollars E.-U. en 2008), dont la plus grande part était due par la Commission européenne (2,8 millions de dollars E.-U.), le PNUD (0,7 million de dollars E.-U.) et la Grèce (0,4 million de dollar E.-U.). Le tableau ci-dessous récapitule, par ordre croissant, les créances facturées, dont l'immense majorité sont à moins de 180 jours.

Ventilation des créances facturées, non compris les réévaluations (en dollars E.-U.)

< 180 jours	181 à 270 jours	271 à 365 jours	> 1 an	TOTAL
44.6 m	0.7 m	1.9 m	4.5 m	51.7 m
86%	1%	4%	9%	100%

NOTE 4 : CONTRIBUTIONS DUES ET AUTRES CREANCES (suite)

89. L'Administration suit de près la question d'un montant à recevoir du Gouvernement grec équivalant à environ 834 000 dollars E.-U. pour un projet en Albanie. Sur la base de l'examen des sommes à recouvrer, une provision pour créances douteuses a été constituée pour un projet qui a été récemment exécuté en Angola et pour lequel la recouvrabilité des sommes dues par le donateur est aujourd'hui incertaine.

90. L'Administration suit régulièrement avec les donateurs la question des sommes à recevoir. Des retards se produisent lorsque les donateurs exigent un rapport détaillé et/ou une vérification des comptes, ou lorsqu'ils mettent du temps à examiner le rapport et à donner leur accord.

91. Le tableau suivant récapitule les sommes à recevoir et les provisions pour créances douteuses correspondantes.

	2009 dollars E.-U.	2008 dollars E.-U.
Créances à court terme		
Contributions assignées	2 337 927	2 227 272
Contributions volontaires – donateurs	111 937 684	86 136 960
Autres	42 192 032	32 395 248
Intérêts courus	89 271	128 007
Total partiel : créances à court terme	156 556 913	120 887 487
Créances à long terme		
Contributions assignées	4 746 700	4 522 037
Contributions volontaires – donateurs	10 398 583	8 001 794
Autres – dépôts de garantie	202 200	29 598
Total partiel : créances à long terme	15 347 482	12 553 429
A déduire : provisions pour créances douteuses		
Contributions assignées	(5 555 940)	(5 358 215)
Contributions volontaires	(311 218)	0
Total partiel : créances douteuses	(5 867 158)	(5 358 215)
Total des créances	166 037 237	128 082 701

NOTE 5 : BIENS – BATIMENTS**Bâtiments à usage de bureaux des structures hors Siège**

92. L'Organisation possède cinq bâtiments à usage de bureaux en Argentine, en Australie, en Bolivie, au Chili et au Pérou. Trois de ces bâtiments sont entièrement amortis. Les deux autres (au Chili et en Australie) sont amortis au taux de 5 % par an.

	2009 dollars E.-U.	2008 dollars E.-U.
Bâtiments à usage de bureaux des structures hors Siège au prix coûtant	1 839 751	1 839 751
Amortissement cumulé	(1 535 712)	(1 451 712)
Valeur comptable nette	304 039	388 039

Bâtiment du Siège

93. Le bâtiment du Siège à Genève a été acquis en 1984 pour un coût de 18 millions de francs suisses. Il est situé sur un terrain loué au Canton de Genève sur une période de 99 ans pour un coût nominal de 1 franc suisse. L'achat du bâtiment est entièrement financé au moyen d'un prêt accordé par le Gouvernement suisse qui ne porte plus d'intérêts depuis le 1^{er} janvier 1996. Ce prêt est remboursable sur 50 ans, soit jusqu'en 2033. Le remboursement pour 2009 a été de 368 600 francs suisses (comme en 2008). Le bâtiment est amorti sur la période du prêt, l'amortissement annuel étant équivalent aux remboursements de capital. Le bâtiment et le prêt correspondant en francs suisses sont convertis en dollars E.-U. au taux de change en vigueur en fin d'année, comme indiqué dans le tableau suivant.

NOTE 5 : BIENS – BATIMENTS (suite)

	2009 francs suisses	2008 francs suisses
Bâtiment au prix coûtant	18 000 000	18 000 000
Amortissement cumulé	(9 153 572)	(8 784 972)
Valeur comptable nette en francs suisses	8 846 428	9 215 028
Valeur comptable nette en dollars E.-U.	8 588 765	8 809 778

94. Pour de plus amples informations sur le prêt correspondant, voir la note 10 – Emprunts.

NOTE 6 : PRODUITS DIFFERES (CONTRIBUTIONS REÇUES D'AVANCE)

95. Les contributions reçues des donateurs, des migrants et des personnes couvrant leurs propres dépenses avant l'exécution ou la remise au titre des programmes d'opérations se sont élevées à 421 753 060 dollars E.-U.. Les contributions assignées reçues d'Etats Membres avant que ne prenne effet le barème des quotes-parts de l'année suivante au titre du programme administratif se sont élevées à 216 675 dollars E.-U., comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Les Etats Membres ci-après ont réglé d'avance leurs contributions assignées :

Etat Membre	francs suisses
Bénin	35 638
Colombie	825
Congo	987
Costa Rica	5 050
Israël	173 591
Kazakhstan	184
Mali	1 574
Maurice	4 607
Tadjikistan	719
Total des produits différés – contributions assignées – francs suisses	223 175
Total des produits différés – contributions assignées – dollars E.-U. (au taux de 1,03)	216 675

NOTE 7 : SOMMES DUES AU TITRE DES PRESTATIONS VERSEES AU PERSONNEL

96. Les paiements dus aux membres du personnel à la cessation de service sont la somme des indemnités qui leur reviennent en application du contrat d'emploi ou tel que précisé dans le Statut et Règlement du personnel, et qui doivent leur être versées lorsqu'ils quittent l'Organisation. Ces paiements englobent : a) les indemnités de départ ou de licenciement, selon le cas ; b) la compensation financière des congés annuels non pris ; c) la part des primes d'assurance maladie du personnel à la retraite à la charge de l'OIM ; et d) d'autres indemnités dues, telles que la prime de rapatriement et l'indemnité pour frais de voyage pour les fonctionnaires.

97. Pour le personnel relevant de la partie administrative du budget, le Conseil a adopté à sa soixante-douzième session en novembre 1996 une méthode budgétaire de financement des indemnités dues au personnel à la cessation de service, selon laquelle les paiements dus à la cessation de service doivent être financés moyennant une allocation annuelle dans la partie administrative du budget qui est calculée sur la base d'une estimation des indemnités dues au personnel appelé à quitter l'Organisation au cours de l'année suivante. Pour 2009, le budget alloué au titre des indemnités pour cessation de service s'est élevé à 650 000 francs suisses, alors que les indemnités effectivement versées se sont élevées à 425 513 francs suisses (contre 737 205 francs suisses en 2008). Il n'est pas possible de prévoir avec précision, lors de l'établissement du budget, le nombre de membres du personnel qui quitteront l'Organisation au cours de l'année suivante, ainsi que les indemnités à leur verser. Au 31 décembre 2009, le total estimatif des engagements de paiement au titre des indemnités de départ et autres prestations dues aux membres du personnel lors d'un départ à la retraite ou d'une cessation de service s'élèverait, s'il était calculé sur la même base que les programmes d'opérations, à 10 274 365 dollars E.-U. (contre 9 075 383 dollars E.-U. en 2008).

NOTE 7 : SOMMES DUES AU TITRE DES PRESTATIONS VERSEES AU PERSONNEL (suite)

98. Pour les programmes d'opérations, le total des besoins s'est élevé à 56 856 311 dollars E.-U. (contre 48 757 685 dollars E.-U. en 2008). La réserve de 58 626 381 dollars E.-U. constituée au 31 décembre 2009 (contre 49 354 447 dollars E.-U. en 2008) est donc jugée suffisante pour couvrir la charge à payer au titre des indemnités dues à la cessation de service.

99. La dernière évaluation actuarielle en date concernant la CCPPNU avait été effectuée au 31 décembre 2007. En cas de passif actuariel, l'OIM serait tenue de s'acquitter de sa part. Les cotisations dues par l'OIM et les membres du personnel à la CCPPNU s'élèvent respectivement à 15,8 % et à 7,9 % de la rémunération considérée aux fins de la pension. Les cotisations prélevées au cours d'un mois sont dues à la CCPPNU au début du mois suivant.

100. Tous montants dus à/par un membre du personnel sont enregistrés lorsqu'ils sont exigibles (traitements et prestations non versés, remboursement des frais médicaux, etc.) ou à recevoir (avances de traitement, indemnités journalières, etc.).

101. Les sommes dues au titre des prestations versées au personnel sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	2009 dollars E.-U.	2008 dollars E.-U.
Sommes dues à court terme		
Paiements dus à la cessation de service – opérations	5 276 374	4 441 900
CCPPNU	23 891	2 102 836
Autres sommes à payer au personnel	2 068 262	527 155
Total partiel : sommes dues à court terme	7 368 527	7 071 892
Sommes dues à long terme		
Paiements dus à la cessation de service – opérations	53 350 007	44 912 547
Total partiel : sommes dues à long terme	53 350 007	44 912 547
Total des sommes dues au titre des prestations versées au personnel	60 718 534	51 984 439

NOTE 8 : MONTANTS A VERSER AUX FOURNISSEURS, AUX PARTENAIRES D'EXECUTION, AUX RESERVES DE CERTAINS ETATS MEMBRES, ETC.

102. Les montants dus aux fournisseurs, aux partenaires d'exécution, aux réserves de certains Etats Membres, etc., sont résumés dans le tableau ci-dessous.

	2009 dollars E.-U.	2008 dollars E.-U.
Montants à verser à court terme		
Montants à verser sur facture	32 532 394	23 304 575
Charges constatées	1 804 561	3 333 334
Total partiel : montants à verser aux fournisseurs et aux partenaires	34 336 955	26 637 909
Autres – passif à court terme	2 720 876	5 586 540
Total partiel : montants à verser à court terme	37 057 831	32 224 449
Montants à verser à long terme		
Autres – passif à long terme	2 821 244	3 228 998
Total partiel : montants à verser à long terme	2 821 244	3 228 998
Total des montants à verser aux fournisseurs, aux partenaires d'exécution, aux réserves de certains Etats Membres, etc.	39 879 075	35 453 447

NOTE 9 : TRANSFERTS VERS/DEPUIS LE PLAN D'ÉPARGNE

103. Le montant net à verser sur le Plan d'épargne, de 10 614 867 dollars E.-U. (contre 1 557 000 dollars E.-U. en 2008), apparaît dans les comptes du Plan d'épargne comme une somme à recouvrer auprès de l'OIM, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

			dollars E.-U.
Plan d'épargne en dollars E.-U.			8 188 866
Plan d'épargne en francs suisses	CHF	1 951 509	1 579 174
Plan d'épargne en euros	EUR	584 467	846 827
			10 614 867

104. Par sa résolution n° 1130 du 2 décembre 2005, le Conseil a approuvé la demande de l'Organisation d'adhérer à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU). Cette affiliation est devenue effective le 1er janvier 2007 après l'adoption, par l'Assemblée générale des Nations Unies, de la résolution 61/240. Un petit nombre de membres du personnel, qui n'étaient pas tenus de rejoindre la CCPPNU, ont pu continuer à cotiser au Plan d'épargne, dont les comptes vérifiés sont mis à la disposition des membres participants sur demande.

NOTE 10 : EMPRUNTS

105. L'Organisation a emprunté des fonds au Canton de Genève pour acheter le bâtiment du Siège à Genève. Ce prêt ne porte plus d'intérêts, après la décision du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse de ne pas exiger d'intérêts, seul le principal devant être remboursé. L'emprunt initial et les montants restants dus sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

	2009 francs suisses	2008 francs suisses
Prêt du Gouvernement suisse	18 000 000	18 000 000
Remboursements cumulés	(9 153 572)	(8 784 972)
Solde du prêt – francs suisses	8 846 428	9 215 028
Solde du prêt – dollars E.-U.	8 588 765	8 809 778
Remboursements à court terme	357 864	352 390
Remboursements à long terme	8 230 901	8 457 388
Solde du prêt – dollars E.-U.	8 588 765	8 809 778
Taux de change à la clôture de l'exercice (francs suisses/dollars E.-U.)	1.03	1.046

NOTE 11 : FONDS DE DOTATION SASAKAWA

106. Le Fonds de dotation Sasakawa a été créé en 1990 aux fins de promouvoir l'expansion des programmes de transfert de ressources humaines et autres activités de migration pour le développement. En vertu de l'accord de dotation conclu avec la Fondation, le capital du Fonds doit rester intact en tout temps, et seuls les intérêts qu'il produit peuvent être utilisés pour financer des activités.

	2009 dollars E.-U.	2008 dollars E.-U.
Solde de compte en fin d'exercice	2 000 000	2 000 000
Compte de produits		
Intérêts créditeurs produits durant l'exercice	5 200	60 000
<u>Transferts du Fonds de dotation Sasakawa à des projets</u>		
Programme d'aide au retour et à la réintégration d'enfants victimes de la traite en Afrique de l'Ouest	(3 800)	0
Profil migratoire de certains pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale – un outil d'élaboration de stratégies	(1 400)	0
Dialogue et programmes régionaux sur la migration – Asie et Europe	0	(50 000)
Renforcement des capacités en matière de lutte contre la traite pour les fonctionnaires gouvernementaux, les autorités judiciaires, les forces de l'ordre et les ONG en Afrique de l'Ouest	0	(10 000)
Solde du compte en fin d'exercice	0	0

NOTE 12 : RESSOURCES REPORTEES

107. Le résultat net des programmes d'opérations à la fin de l'exercice 2009 est le suivant :

- a) un report de 6 213 121 dollars E.-U. au titre du mécanisme de sécurité du personnel (contre 5 693 277 dollars E.-U en 2008) ;
- b) une augmentation de la réserve de revenus discrétionnaires de 1 009 280 dollars E.-U. (contre 101 462 dollars E.-U en 2008).

108. Les ressources reportées sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	dollars E.-U.		
	2009	2008	(augmentation)/ diminution)
Ressources reportées – excédent/(déficit)			
Programme administratif			
Ressources des exercices précédents	433 074	433 074	0
Ressources de l'exercice en cours	(86 349)	4 245	90 594
Mécanisme de sécurité du personnel	6 213 121	5 693 277	(519 844)
Programme d'opérations – Revenus discrétionnaires	0	2 000 000	2 000 000
Programme d'opérations – Réserve de revenus discrétionnaires	1 110 742	101 462	(1 009 280)
Total des ressources reportées	7 670 588	8 232 058	561 470

NOTE 13 : FONDS DE REPONSE RAPIDE POUR LES TRANSPORTS

109. Une note d'orientation a été signée le 31 mai 2000 entre l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur la coopération dans le domaine des transports. Pour permettre à l'OIM d'assumer ses responsabilités telles que précisées dans cette note d'orientation, le Fonds de réponse rapide pour les transports (RRT) a été établi en conformité avec le Bulletin général de l'OIM n° 1277 du 27 décembre 2000.

110. Il sera fait appel à ce Fonds dans les situations d'urgence, lorsque le besoin se fera clairement sentir d'une évaluation immédiate et de l'engagement de dépenses aux fins du transport de personnes avant l'arrivée de fonds en provenance de bailleurs. Le HCR peut être amené à demander l'assistance de l'OIM en vue d'effectuer des transports lors d'opérations de rapatriement volontaire, de retour d'émigrés, de réinstallation de réfugiés et, dans des cas particuliers, d'évacuations organisées. L'OIM assumera la responsabilité d'organiser en temps opportun les transports par voie aérienne, maritime ou terrestre des réfugiés et autres personnes relevant du mandat du HCR.

111. Toute utilisation dûment autorisée du RRT sera considérée comme une avance sur le financement des activités spécifiques exigeant une aide au transport. Tous les fonds avancés par le RRT seront intégralement remboursés avant l'achèvement des opérations, au plus tard dans les six mois qui suivent l'autorisation.

	2009 dollars E.-U.	2008 dollars E.-U.
Solde d'ouverture du Fonds en début d'exercice	2 237 195	2 522 691
<u>Contributions au Fonds</u>		
Intérêts créditeurs	5 240	69 806
Total des contributions au Fonds	5 240	69 806
<u>Transferts du Fonds aux projets suivants :</u>		
Rapatriement volontaire de la Zambie	(420 000)	
Réinstallation du Moyen-Orient aux Etats-Unis	(31 000)	
Transport et assistance logistique pour le retour des Soudanais déplacés		(310 302)
Transport des personnes ayant un besoin urgent de protection au Centre de premiers secours de Timisoara, Roumanie		(45 000)
Total des transferts du Fonds à des projets	(451 000)	355 302
<u>Remboursement des projets suivants au Fonds :</u>		
Transport des personnes ayant un besoin urgent de protection au Centre de premiers secours de Timisoara, Roumanie	45 000	
Rapatriement volontaire de la Zambie	420 000	
Réinstallation du Moyen-Orient aux Etats-Unis	31 000	
Total des remboursements de projets au Fonds	496 000	0
Solde de clôture du Fonds en fin d'exercice	2 287 435	2 237 195

NOTE 14 : EMPRUNTS CONTRACTES AUPRES DES ETATS MEMBRES

112. Une réserve de caisse de 1 680 000 dollars E.-U., obtenue à l'aide de prêts sans intérêt consentis par les gouvernements des Etats Membres, a été constituée en vertu de la résolution n° 70 du 30 avril 1954. Les prêts ainsi consentis ont pour but de fournir à l'Organisation une réserve de caisse devant lui permettre de parer à d'éventuels problèmes temporaires de liquidités dans le cadre des programmes administratif ou d'opérations. La réserve de caisse est régie par l'article 14 du Règlement financier.

NOTE 15 : RESERVE POUR IMPREVUS

113. L'utilisation de la réserve pour imprévus, d'un montant de 1 000 000 dollars E.-U., est régie par la résolution du Conseil n° 413 du 17 novembre 1967.

NOTE 16 : COMPTE D'OPERATIONS D'URGENCE

114. Le compte d'opérations d'urgence (Emergency Preparedness Account – (EPA)) a été créé le 30 août 1993 en accord avec le Bulletin général n° 1054 de l'OIM. L'EPA doit servir dans les situations d'urgence où une évaluation immédiate et d'autres dépenses d'opérations s'imposent manifestement dans l'attente de fonds en provenance de l'extérieur. Tout usage autorisé de l'EPA est à considérer comme un prêt consenti sur l'opération pour laquelle il est mis à contribution, et toutes les dépenses effectuées à l'aide de ce compte doivent être intégralement remboursées aussitôt que possible, dès que l'opération en question est assurée d'un soutien financier.

	2009 dollars E.-U.	2008 dollars E.-U.
Solde d'ouverture de l'EPA en début d'exercice	390 605	510 605
Transferts de l'EPA à divers projets :		
Intervention à la suite du typhon/de la tempête tropicale – Philippines	(75 000)	
Aide d'urgence aux déplacés internes – Sri Lanka		(60 000)
Interventions dans le nord de l'Ouganda suite aux inondations		(75 000)
Appui aux opérations d'aide au CPK – Kosovo sous administration des Nations Unies ¹		(45 000)
Total des transferts de l'EPA à divers projets	(75 000)	(180 000)
Remboursements de divers projets à l'EPA :		
Aide d'urgence aux déplacés internes – Sri Lanka		60 000
Evaluation de l'élaboration de projets dans la partie Sud du centre de la Somalie et au Puntland	23 000	
Intervention à la suite du typhon/de la tempête tropicale – Philippines	75 000	
Total des remboursements de divers projets à l'EPA	98 000	60 000
Bilan de clôture de l'EPA en fin d'exercice	413 605	390 605

¹ Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

NOTE 17 : RESERVE DE CONVERSION MONETAIRE

115. La réserve de conversion monétaire, de 15 470 562 dollars E.-U. (contre 12 954 187 dollars E.-U. en 2008), est reportée et reflétée dans l'actif/capitaux propres. Ce montant représente la réévaluation cumulée non réalisée des actifs et des passifs monétaires en devises étrangères convertis en dollars E.-U., ainsi que les éventuels profits et pertes de change réalisés lors du règlement des montants à verser et à recevoir et de l'achèvement des projets enregistrés dans une devise autre que le dollar E.-U..

116. L'augmentation de cette réserve est principalement due aux différences de taux de change entre l'enregistrement des montants à recevoir et à verser et leur règlement et liquidation au cours des mois qui suivent. Elle a été en partie contrebalancée par une moins-value latente sur des liquidités détenues dans des monnaies autres que le dollar E.-U. (par exemple, dollars canadiens, livres sterling, yens japonais, francs suisses) qui se sont dépréciées face au dollar E.-U. à la clôture de l'exercice.

NOTE 18 : PASSIF EVENTUEL ET AUTRES INFORMATIONS**Passif éventuel**

- Imposition sur le revenu par les autorités françaises

117. Il est rappelé qu'à la troisième session du Comité permanent des programmes et des finances (novembre 2008), la délégation française avait fait savoir que le Ministère français des finances avait confirmé la suspension des mesures prises à l'encontre des membres du personnel résidant en France voisine. Des signaux positifs ont été reçus par la suite. Des mesures sont actuellement prises dans le sens d'un accord satisfaisant. A ce jour, il n'est pas possible de savoir s'il en résultera un passif pour l'OIM.

Autres informations

- Cofinancement

118. Certains bailleurs de fonds, et notamment l'Union européenne, s'engagent à financer uniquement un pourcentage fixe des dépenses totales de projet et exigent spécifiquement un cofinancement par d'autres sources pour couvrir le pourcentage restant de dépenses. L'OIM a signé des accords sans avoir eu d'emblée confirmation du cofinancement dans son intégralité, mais elle s'est engagée à assurer ce cofinancement en cours de projet. A ce jour, elle a réussi à assurer ce cofinancement principalement en recourant à un financement externe, notamment en mettant certaines propositions relevant du Fonds 1035 en accord avec ces besoins de cofinancement et, si nécessaire, en réduisant ou en mettant fin à certaines activités de projet. Cependant, ces engagements de cofinancement ont été dénoncés comme un risque pour l'OIM et ont été portés à l'attention des Etats Membres dans le document IC/2006/2, "Mécanisme de cofinancement", de même que lors des consultations informelles sur les questions budgétaires et administratives, le 22 juin 2006. En outre, diverses mesures ont été mises en place au plan interne pour faire face à ce problème. Le groupe chargé de la question du cofinancement (CFG) a été créé, constitué de membres du personnel du Siège et de Bruxelles, pour passer en revue la situation sur le plan des engagements pris, ainsi que les moyens permettant de financer ces engagements. Au 31 décembre 2009, l'OIM avait conclu 19 projets avec cette condition du cofinancement. Parmi ceux-ci, une confirmation de cofinancement intégral se faisait attendre pour 14 projets, ce qui représentait un engagement maximal de 1,4 million de dollars E.-U.. Les chargés de projet responsables de ces projets doivent activement rechercher des solutions pour satisfaire à l'exigence de cofinancement pendant la période de mise en œuvre du projet en question.

- Comptes gelés au Guatemala

119. Deux comptes du FONAPAZ et deux comptes de l'OIM ont été gelés durant l'exercice 2008 en attendant le règlement d'un litige avec Tradeco, une société de construction basée au Mexique, à propos des projets du Gouvernement guatémaltèque mis en œuvre par l'OIM pour le compte de FONAPAZ (voir l'appendice 9). Des discussions sur les modalités d'un règlement de ce litige de longue date sont actuellement en cours à un niveau politique élevé entre les Gouvernements du Guatemala et du Mexique, avec des hauts responsables du Siège de l'OIM et des bureaux extérieurs. Aux taux de change en fin d'exercice, le montant correspondant aux comptes de l'OIM s'élevait à l'équivalent de 467 350 dollars E.-U. environ.

**PROGRAMME ADMINISTRATIF
CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2009**

	2009 francs suisses	2008 francs suisses
ETATS MEMBRES		
Afghanistan	425	9 892
Albanie	2 472	9 892
Algérie	35 220	35 001
Angola	1 236	9 892
Argentine	134 625	132 777
Arménie	811	9 892
Australie	740 321	729 703
Autriche	367 457	362 188
Azerbaïdjan	2 085	9 892
Bahamas	6 642	9 892
Bangladesh	4 132	9 892
Bélarus	8 303	9 892
Belgique	456 512	450 072
Belize	425	9 892
Bénin	425	9 892
Bolivie (Etat plurinational de)	2 472	9 892
Bosnie-Herzégovine	2 472	9 892
Brésil	362 900	357 623
Bulgarie	8 303	9 892
Burkina Faso	811	9 892
Burundi	425	
Cambodge	425	9 892
Cameroun	3 746	9 892
Canada	1 233 289	1 215 538
Cap-Vert	425	9 892
Chili	66 695	65 818
Colombie	43 485	42 991
Congo	425	9 892
Costa Rica	13 246	13 316
Côte d'Ivoire	3 746	9 892
Croatie	20 700	20 544
Chypre	18 228	18 262
République tchèque	116 397	114 896
République démocratique du Congo	1 236	9 892
Danemark	306 131	301 697
République dominicaine	9 925	9 892
Equateur	8 689	9 892
Egypte	36 456	36 143
El Salvador	8 303	9 892
Estonie	6 642	9 892
Finlande	233 643	230 553
France	2 610 318	2 572 220
Gabon	3 321	9 892
Gambie	425	9 892
Géorgie	1 236	9 892
Allemagne	3 553 193	3 501 659
Ghana	1 661	9 892
Grèce	246 890	243 488
Guatemala	13 246	13 316
Guinée	425	9 892
Guinée-Bissau	425	9 892
Haïti	811	9 892
Honduras	2 085	9 892
Hongrie	101 065	99 678
Inde	186 413	

PROGRAMME ADMINISTRATIF
CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2009 (suite)

	2009 francs suisses	2008 francs suisses
ETATS MEMBRES (suite)		
Iran (République islamique d')	74 573	73 807
Irlande	184 366	181 855
Israël	173 591	171 203
Italie	2 104 065	2 073 452
Jamaïque	4 132	9 892
Japon	6 886 801	6 324 596
Jordanie	4 982	9 892
Kazakhstan	12 010	12 174
Kenya	4 132	9 892
Kirghizistan	425	9 892
Lettonie	7 453	9 892
Libéria	425	9 892
Jamahiriya arabe libyenne	25 681	25 490
Lituanie	12 860	12 935
Luxembourg	35 220	35 001
Madagascar	811	9 892
Mali	425	9 892
Malte	7 029	9 892
Mauritanie	425	9 892
Maurice	4 557	9 892
Mexique	934 998	921 450
Mongolie	425	
Monténégro	425	9 892
Maroc	17 417	17 501
Népal	1 236	9 892
Pays-Bas	775 928	764 705
Nouvelle-Zélande	106 047	104 624
Nicaragua	811	9 892
Niger	425	9 892
Nigéria	19 889	19 783
Norvège	323 973	319 578
Pakistan	24 446	24 349
Panama	9 539	9 892
Paraguay	2 085	9 892
Pérou	32 324	31 958
Philippines	32 324	31 958
Pologne	207 537	204 682
Portugal	218 312	215 335
République de Corée	900 203	826 718
République de Moldova	425	9 892
Roumanie	29 003	28 914
Rwanda	425	9 892
Sénégal	1 661	9 892
Serbie	8 689	9 892
Sierra Leone	425	9 892
Slovaquie	26 106	25 871
Slovénie	39 777	39 567
Somalie	425	
Afrique du Sud	120 143	118 700
Espagne	1 229 543	1 211 733
Sri Lanka	6 642	9 892
Soudan	4 132	9 892
Suède	443 691	437 518

PROGRAMME ADMINISTRATIF

CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2009 (suite)

	2009 francs suisses	2008 francs suisses
ETATS MEMBRES (suite)		
Suisse	503 743	496 487
Tadjikistan	425	9 892
Thaïlande	77 044	76 090
Togo	425	9 892
Tunisie	12 860	12 935
Turquie	157 835	155 604
Ouganda	1 236	9 892
Ukraine	18 653	18 642
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2 751 585	2 711 465
République-Unie de Tanzanie	2 472	9 892
Etats-Unis d'Amérique	9 113 905	9 044 811
Uruguay	11 199	11 033
Venezuela (République bolivarienne du)	82 837	81 797
Viet Nam	9 925	
Yémen	2 896	9 892
Zambie	425	9 892
Zimbabwe	3 321	9 892
Total partiel : Etats Membres – francs suisses	38 806 000	38 045 000
Total partiel : Etats Membres – dollars E.-U.	37 099 070	33 372 807

	2009 francs suisses	2008 francs suisses
NOUVEAUX ETATS MEMBRES		
Burundi ¹		9 892
Viet Nam ¹		9 892
Mongolie ²		5 324
Inde ²		98 907
Somalie ²		5 324
Trinité-et-Tobago ³	5 707	
Namibie ³	1 260	
Total partiel : nouveaux Etats Membres – francs suisses	6 967	129 339
Total partiel : nouveaux Etats Membres – dollars E.-U.	6 960	118 039

TOTAL – francs suisses	38 812 967	38 174 339
TOTAL – dollars E.-U.	37 106 030	33 490 846

Remarque : A la fin de 2009, l'OIM comptait 127 Etats Membres (contre 125 à la fin de 2008).

- 1 Le Burundi et le Viet Nam ont été admis en qualité de Membres, respectivement en vertu des résolutions nos 1152 et 1153 adoptées par le Conseil le 27 novembre 2007.
- 2 La Mongolie, l'Inde et la Somalie ont été admises en qualité de Membres, respectivement en vertu des résolutions nos 1164, 1165 et 1166 adoptées par le Conseil le 18 juin 2008.
- 3 La Trinité-et-Tobago et la Namibie ont été admises en qualité de Membres, respectivement en vertu des résolutions nos 1180 et 1181 adoptées par le Conseil le 29 juin 2009.

PROGRAMME ADMINISTRATIF
CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2009

Etats Membres	2008	2007	Exercices précédents	Total	2009	Total général
	francs suisses	francs suisses	francs suisses	francs suisses	francs suisses	francs suisses
Algérie					35 220	35 220
Argentine ¹			988 960	988 960		988 960
Arménie ²			55 518	55 518		55 518
Belize	9 892			9 892	425	10 317
Bolivie (Etat plurinational de) ²			302 480	302 480		302 480
Brésil*	357 623	607 899	1 240 654	2 206 176	362 900	2 569 076
Burkina Faso*	9 892	12 779	36 735	59 406	811	60 217
Burundi	9 892			9 892	425	10 317
Cameroun					3 746	3 746
Cap-Vert*	9 892	12 779	69 132	91 803	425	92 228
Chili					5 550	5 550
Côte d'Ivoire*	9 892	12 779	40 447	63 118	3 746	66 864
République dém. du Congo	8 268			8 268	1 236	9 504
République dominicaine	9 892	2 658	495 213	507 763	9 925	517 688
El Salvador	9 892	11 662		21 554	8 303	29 857
Gabon*	9 892	12 779	20 144	42 815	3 321	46 136
Gambie*	9 892	12 779	77 996	100 667	425	101 092
Géorgie ²			33 346	33 346		33 346
Ghana					1 661	1 661
Grèce					246 890	246 890
Guatemala					217	217
Guinée*	9 892	12 779	96 629	119 300	425	119 725
Guinée-Bissau*	9 892	12 779	120 994	143 665	425	144 090
Haïti					811	811
Hongrie					101 065	101 065
Inde					186 413	186 413
Iran (Rép. islamique d')	12 878			12 878	74 573	87 451
Jamaïque					4 132	4 132
Jordanie	9 892			9 892	4 982	14 874
Kenya	9 843			9 843	4 132	13 975
Kirghizistan ³			26 324	26 324		26 324
Libéria ¹			218 916	218 916	425	219 341
Jamahiriya arabe libyenne	6 640			6 640	25 681	32 321
Madagascar	1 899			1 899	811	2 710
Mauritanie	8 929			8 929	425	9 354
Monténégro	9 892			9 892	425	10 317
Nicaragua ²			27 773	27 773		27 773
Niger*	9 892	12 779	34 233	56 904	425	57 329
Nigéria	19 783			19 783	19 889	39 672
Pakistan					11 512	11 512
Panama	79			79	9 539	9 618
Pérou ¹			68 042	68 042	32 324	100 366
Pologne					207 537	207 537
Rwanda					425	425
Sénégal	9 892	12 327		22 219	1 661	23 880
Sierra Leone*	9 892	12 779	79 292	101 963	425	102 388
Somalie	5 324			5 324	425	5 749
Afrique du Sud					120 143	120 143
Soudan ¹			16 898	16 898	4 132	21 030

PROGRAMME ADMINISTRATIF
CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2009 (suite)

Etats Membres	2008	2007	Exercices précédents	Total	2009	Total général
	francs suisses	francs suisses	francs suisses	francs suisses	francs suisses	francs suisses
Togo	9 892	4 063		13 955	425	14 380
Ouganda*	9 892	12 779	163 795	186 466	1 236	187 702
Ukraine	6 507			6 507	18 653	25 160
Uruguay					11 199	11 199
Venezuela (République bolivarienne du)					44 540	44 540
Yémen					106	106
Zambie ³			126 869	126 869		126 869
Total en francs suisses	615 829	766 399	4 340 390	5 722 618	1 574 547	7 297 165
Total en dollars E.-U. (au taux de 1,03)	597 892	744 077	4 213 971	5 555 940	1 528 686	7 084 626

* Etats Membres tombant sous le coup de l'article 4 de la Constitution (nombre total : 11)

- 1 Etats Membres ayant conclu un plan de remboursement mais ne satisfaisant pas aux obligations convenues (nombre total : 5).
- 2 Etats Membres ayant conclu un plan de remboursement et satisfaisant aux obligations convenues (nombre total : 4).
- 3 Etats Membres ayant conclu un plan de remboursement et honorant les obligations convenues en avance sur le calendrier (nombre total : 2).

Provision pour créances douteuses

Conformément à la politique de l'OIM, une provision complète pour créances douteuses est constituée aux fins de couvrir les contributions assignées restant dues depuis deux ans ou plus. Une somme de 5 722 618 francs suisses (5 555 940 dollars E.-U.) a donc été réservée pour servir de provision en considération des créances correspondant aux contributions assignées restant dues pour 2008 et les années précédentes.

	francs suisses	dollars E.-U.
Provision au 1^{er} janvier 2008 (A)	5 387 524	4 725 898
Contributions assignées restant dues de 2007 au 1 ^{er} janvier 2008 (B)	2 497 542	2 190 826
Paiements reçus en 2008 au titre des contributions assignées restant dues pour 2007 et les années précédentes (C)	(2 280 373)	(1 992 860)
Augmentation de la provision par suite du défaut de paiement de certains Etats Membres (B-C)	217 169	197 966
Fluctuation du taux de change durant l'exercice (D)		434 351
Provision au 31 décembre 2008 (A+B-C+D)	5 604 693	5 358 215

	francs suisses	dollars E.-U.
Provision au 1^{er} janvier 2009 (E)	5 604 693	5 358 215
Contributions assignées restant dues de 2008 au 1 ^{er} janvier 2009 (F)	1 455 084	1 391 094
Paiements reçus en 2009 au titre des contributions assignées restant dues pour 2008 et les années précédentes (G)	(1 337 159)	(1 273 287)
Augmentation de la provision par suite du défaut de paiement de certains Etats Membres (F-G)	117 925	117 807
Fluctuation du taux de change durant l'exercice (H)		79 918
Provision au 31 décembre 2009 (E+F-G+H)	5 722 618	5 555 940

PROGRAMMES D'OPERATIONS
ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE PAR SERVICE POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2009 (en dollars E.-U.)

PROGRAMMES D'OPERATIONS
ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE PAR SERVICE POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2009
(en dollars E.-U.)

	Migration et développement	Migration et santé	Politiques migratoires et recherche	Programmes de réparation	Migration assistée	Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise	Migration régulée	Appui aux programmes de caractère général	Programme administratif	Total
PRODUITS										
Contributions à affectation spéciale										
Contributions volontaires à affectation spéciale	102 975 404	38 221 136	3 595 971	5 608 544	20 515 273	504 199 234	239 022 028	13 383 431	37 106 030	927 521 022
Contributions assignées		17 857 834			19 716 102	23 613 407	795 470	1 152 514		63 135 326
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, etc.								71 112		71 112
Contributions en nature										
Différences de change nettes										
Total partiel - contributions à affectation spéciale	102 975 404	56 078 970	3 595 971	5 608 544	40 231 375	527 812 641	239 817 498	14 607 057	35 906 381	1 026 633 841
Contributions sans affectation spéciale										
Produits financiers et autres produits (nets) sans affectation spéciale										
Contributions volontaires sans affectation spéciale										
Total partiel - contributions sans affectation spéciale										5 443 937
TOTAL DES PRODUITS	102 975 404	56 078 970	3 595 971	5 608 544	40 231 375	527 812 641	239 817 498	22 394 994	35 906 381	1 034 421 778
CHARGES										
Aide au transport	1 230 587	3 202 684	219 592	143 458	16 698 542	136 731 678	31 903 829	1 342 281		191 472 652
Assistance médicale	11 637	7 775 639	204	8 922	587 082	3 997 216	806 712	30 311		13 217 724
Aide directe aux bénéficiaires	5 224 238	1 141 516	82 440	31 860	1 801 956	79 842 547	64 806 354	1 568 241		154 499 152
Transferts des partenaires d'exécution	3 922 647	1 391 923	3 871	2 655 028	811 122	51 225 171	9 448 281	176 319		69 634 362
Services contractuels	84 397 612	5 962 077	951 865	733 700	4 685 681	92 632 995	47 964 337	8 602 140	1 219 400	247 149 807
Traitements et prestations dus au personnel	5 705 501	24 613 251	1 581 662	1 581 994	10 054 064	95 925 973	52 618 838	28 922 515	28 536 453	249 540 251
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	601 298	2 054 010	249 676	86 215	1 489 051	8 621 890	5 194 389	2 610 086	1 048 993	21 955 609
Fournitures et produits de consommation	1 575 624	6 412 988	302 066	337 689	2 631 426	37 648 089	18 435 691	6 833 893	4 660 224	78 837 690
Provision pour créances douteuses								311 218	117 807	429 025
Autres charges	306 259	3 524 882	204 595	29 676	1 472 451	21 187 082	8 639 066	(35 224 410)	414 098	553 699
TOTAL DES CHARGES	102 975 404	56 078 970	3 595 971	5 608 544	40 231 375	527 812 641	239 817 498	15 172 593	35 996 975	1 027 289 971

PROGRAMMES D'OPERATIONS
ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE PAR REGION POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2009 (en dollars E.-U.)

PROGRAMMES D'OPERATIONS
ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE PAR REGION POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2009
(en dollars E.-U.)

	Asie et Océanie	Europe	Afrique	Amérique latine et Caraïbes	Moyen-Orient	Amérique du Nord	Activités d'envergure mondiale	Programme administratif	Total
PRODUITS									
Contributions à affectation spéciale									
Contributions volontaires à affectation spéciale	231 786 549	1 71 273 146	162 053 383	259 397 773	56 353 310	13 558 721	33 098 141	37 106 030	927 521 022
Contributions assignées									
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, etc.	13 570 890	7 529 913	8 901 257	6 618 160	4 172 387	20 483 522	1 859 196		63 135 326
Contributions en nature							71 112	(1 199 649)	71 112
Différences de change nettes									(1 199 649)
Total partiel - contributions à affectation spéciale	245 357 439	1 78 803 059	170 954 640	266 015 933	60 525 697	34 042 243	35 028 449	35 906 381	1 026 633 841
Contributions sans affectation spéciale									
Produits financiers et autres produits (nets) sans affectation spéciale									5 443 937
Contributions volontaires sans affectation spéciale									2 344 000
Total partiel - contributions sans affectation spéciale	245 357 439	1 78 803 059	170 954 640	266 015 933	60 525 697	34 042 243	42 816 386	35 906 381	7 787 937
CHARGES									
Aide au transport	52 757 859	39 506 957	28 196 878	15 433 029	20 630 070	24 979 021	9 968 838		191 472 652
Assistance médicale	3 860 960	1 081 348	1 884 856	1 193 024	693 738	36 338	4 467 460		13 217 724
Aide directe aux bénéficiaires	58 583 241	42 259 494	22 395 209	15 663 999	7 381 023	91 890	8 124 296		154 499 152
Transferts des partenaires d'exécution	24 393 353	6 127 192	7 397 097	30 153 686	1 040 178	189 298	333 558		69 634 362
Services contractuels	22 930 983	14 658 540	25 465 688	159 471 480	13 618 052	547 162	9 238 502	1 219 400	247 149 807
Traitements et prestations dus au personnel	51 787 415	51 911 626	48 094 427	24 746 700	10 263 766	5 998 756	28 201 109	28 536 452	249 540 251
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	4 326 757	4 290 761	6 334 374	2 260 602	1 112 002	336 192	2 245 929	1 048 993	21 955 609
Fournitures et produits de consommation	16 482 701	12 536 993	22 735 458	11 326 894	3 464 629	941 234	6 689 556	4 660 224	78 837 690
Provision pour créances douteuses							311 218	117 807	429 025
Autres charges	10 234 169	6 430 147	8 450 653	5 766 521	2 322 239	922 353	(33 986 481)	414 098	553 699
TOTAL DES CHARGES	245 357 439	1 78 803 059	170 954 640	266 015 933	60 525 697	34 042 243	35 593 984	35 996 975	1 027 289 971

Note : L'appendice 3 récapitule les dépenses par projet au sein de chaque région. L'appendice 5 récapitule les dépenses par pays/lieu où elles sont encourues. Etant donné que les projets peuvent s'étendre sur plusieurs pays/lieux, la ventilation des dépenses dans ces deux appendices n'est pas comparable.

SOURCES ET APPLICATION DES REVENUS DISCRETIONNAIRES POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2009

I. GENERAL

		Budget révisé pour 2009 dollars E.-U.	Revenu réel dollars E.-U.	Ecart dollars E.-U.
RD reportés de 2008 (général)	(a)	2 000 000	2 000 000	
RD reportés de 2008 (sécurité du personnel)	(b)		5 693 277	
SOURCES EN 2009				
Commission pour frais d'administration liés aux projets				
Frais généraux	(c)	25 031 000	29 304 156	(4 273 156)
Frais généraux destinés à assurer la sécurité du personnel	(d)	6 300 000	7 224 221	(924 221)
Total de la commission pour frais d'administration liés aux projets		31 331 000	36 528 377	(5 197 377)
Revenus divers				
Contributions sans affectation spéciale		2 669 000	2 344 000	325 000
Intérêts créditeurs et autres		5 000 000	5 443 937	(443 937)
Total des revenus divers	(e)	7 669 000	7 787 937	(118 937)
TOTAL		41 000 000	44 316 313	(3 316 313)
APPLICATIONS EN 2009				
Application de la commission pour frais d'administration liés aux projets				
Personnel et services au Siège		6 268 500	5 862 480	406 020
Personnel et services des missions à fonctions régionales		7 721 100	8 074 836	(353 736)
Personnel et services du Centre administratif de Manille		3 741 400	3 702 139	39 261
Personnel et services du Centre administratif de Panama		667 800	650 957	16 843
Personnel et services des missions spéciales de liaison		1 480 500	1 620 826	(140 326)
Centre africain de renforcement de capacités		442 000	386 179	55 821
Spécialistes de la santé dans le contexte migratoire et experts techniques		450 000	450 043	(43)
Spécialistes de la coopération technique		350 000	497 358	(147 358)
Activités et appuis à l'échelle mondiale		1 091 000	1 123 284	(32 284)
PRISM		3 118 700	4 443 655	(1 324 955)
Rotation		1 200 000	1 200 000	
Activités et structures non inscrites au budget (voir para. 19)		500 000	500 000	
Application de la commission pour frais d'administration liés aux projets, à l'exclusion de la sécurité du personnel	(f)	27 031 000	28 511 758	(1 480 758)
Sécurité du personnel	(g)	6 300 000	6 704 377	(404 377)
Application de la commission pour frais d'administration liés aux projets		33 331 000	35 216 135	(1 885 135)
Application des revenus divers				
Personnel et services des missions de pays		2 954 000	2 618 517	335 483
Fonds 1035 - première ligne de crédit		1 400 000	1 400 000	
Fonds 1035 - deuxième ligne de crédit		3 050 000	4 148 023	(1 098 023)
Activités et appuis à l'échelle mondiale		265 000	320 349	(55 349)
Activités et structures non inscrites au budget (voir para. 19)			1 084 166	(1 084 166)
Application des revenus divers	(h)	7 669 000	9 571 055	(1 902 055)
TOTAL		41 000 000	44 787 190	(3 787 190)

REPORTS SUR 2010

Réserve de revenus discrétionnaires (a + c + e - f - h) ¹	1 009 280
Sécurité du personnel (b + d - g)	6 213 121
Total des reports	7 222 401

¹ La réserve de revenus discrétionnaires s'élève désormais à 1 110 742 dollars E.-U. (soit 101 462 dollars E.-U. de 2008, plus la somme additionnelle de 1 009 280 dollars E.-U.).

II. MECANISME DE SECURITE DU PERSONNEL

La résolution du Conseil n° 1076 du 4 décembre 2002 a eu pour effet de modifier le taux de la commission pour frais d'administration liés à des projets qui, de 9,5 % est passée à 12 %, en commençant par tous les projets et programmes spéciaux entrepris après l'adoption de ladite résolution, avec une période de transition raisonnable pour l'application du nouveau taux aux projets en cours et aux programmes spéciaux ayant été soit élargis soit prorogés. Les recettes provenant de cette augmentation du taux de la commission pour frais généraux sont destinées à financer les obligations financières de l'Organisation au titre de sa participation au Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (DSS). La même résolution demandait en outre au Directeur général de mettre sur pied un mécanisme chargé de surveiller les recettes découlant de cette augmentation de 2,5 % de la commission pour frais généraux liés aux projets, ainsi que les paiements effectués, et d'en rendre compte au CPPF.

La résolution du Conseil n° 1111 du 3 décembre 2004 précise que cette augmentation de 2,5 % des recettes de frais d'administration liés à des projets doit être utilisée pour couvrir les frais de participation au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité (UNSECOORD) ou à tout mécanisme des Nations Unies devant prendre le relais de ce dernier et, dans les limites des ressources disponibles, la mise en conformité avec les Normes minimales de sécurité opérationnelle (MOSS), ainsi que les autres dépenses de sécurité du personnel.

La résolution du Conseil n° 1129 du 2 décembre 2005 a révisé le pourcentage des recettes provenant de la commission pour frais d'administration liés à des projets et qui devaient être utilisées pour financer les dépenses de sécurité du personnel, lequel pourcentage a été ramené à 1% du nouveau taux de la commission, qui est à présent de 5 % sur l'ensemble des dépenses.

Etat financier du mécanisme de sécurité du personnel pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2009

	2009 dollars E.-U.	2008 dollars E.-U.
Bilan initial reporté en début d'exercice	5 693 277	4 242 962
Produits		
Commission de (2,5 et 1%) pour frais d'administration liés aux projets	7 224 221	7 109 670
Total des contributions au Fonds	12 917 498	11 352 632
Charges		
Redevance du DSS		
Assurance contre les actes de malveillance	325 120	441 972
Dépenses sur le terrain	5 457 658	3 267 383
Ajustement à la redevance du DSS de l'exercice précédent	(754 576)	0
Redevance totale du DSS	5 028 202	3 709 355
Exigences MOSS et autres dépenses de sécurité du personnel	1 676 175	1 950 000
Total des charges	6 704 377	5 659 355
Bilan de clôture reporté en fin d'exercice	6 213 121	5 693 277

III. FONDS 1035 – SOUTIEN AUX ETATS MEMBRES EN DEVELOPPEMENT ET A CEUX DONT L’ECONOMIE EST EN TRANSITION

Ce mécanisme de financement, mis en place en 2000 par la résolution n° 1035 du Conseil, prévoit que soient alloués des revenus discrétionnaires à l’élaboration de projets migratoires en faveur des Etats Membres en développement et de ceux dont l’économie est en transition. Depuis 2001, un montant de 1,4 million de dollars E.-U. prélevé sur les revenus discrétionnaires a été alloué chaque année à ce mécanisme (appelé désormais première ligne de crédit du Fonds 1035).

En réponse à la demande des Etats Membres concernant un financement plus important pour le Fonds 1035, ce mécanisme de financement a été élargi par le Conseil à sa quatre-vingt-treizième session (extraordinaire) de juin 2007, avec l’adoption de la résolution n° 1150. Cette résolution approuve le document de stratégie de l’OIM proposant qu’“un apport supplémentaire de 25% des revenus discrétionnaires (non compris l’allocation pour les dépenses de sécurité) au-delà de l’estimation de 20,5 millions de dollars E.-U. contenue dans le Programme et Budget pour 2007 sera réservée au Fonds 1035 élargi qui sera instauré à compter de 2008” (appelée deuxième ligne de crédit du Fonds 1035).

Sur la base des revenus discrétionnaires de 2009, qui s’élevaient à 37,1 millions de dollars E.-U. (38,7 millions de dollars E.-U. en 2008), 4,15 millions de dollars E.-U. supplémentaires (4,56 millions de dollars E.-U. en 2008) ont été alloués à la deuxième ligne de crédit du Fonds en 2010. Cette somme vient s’ajouter à celle de 1,4 million de dollars allouée chaque année à la première ligne de crédit.

			2009 dollars E.-U.
Première ligne de crédit			1 400 000
Deuxième ligne de crédit	Revenus discrétionnaires réels en 2009	37 092 092	
	Base des revenus discrétionnaires en 2008	20 500 000	
	Différence	16 592 092	
Allocation à la deuxième ligne de crédit (25% de 16 592 092 dollars E.-U.) pour utilisation en 2010			4 148 023
Allocation totale des revenus discrétionnaires de 2009			5 548 023

DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2009 (en dollars E.-U.)

	Programmes d'opérations dollars E.-U.	Programme administratif dollars E.-U.	Total dollars E.-U.
AFRIQUE			
Angola	3 269 639		3 269 639
Cameroun	174 591		174 591
Tchad	382 326		382 326
Congo	140 301		140 301
Côte d'Ivoire	1 913 884		1 913 884
République démocratique du Congo	14 010 052	3 183	14 013 235
Ethiopie - MSL	10 377 910		10 377 910
Gambie	65 915		65 915
Ghana	6 263 774		6 263 774
Guinée	2 114 233		2 114 233
Kenya - MFR	38 408 727	333 716	38 742 443
Libéria	740 689		740 689
Mali	380 806		380 806
Mauritanie	53 411		53 411
Maroc	4 679 447		4 679 447
Mozambique	1 115 243		1 115 243
Niger	577 272		577 272
Nigéria	2 759 533		2 759 533
Sénégal - MFR	3 232 915	264 830	3 497 745
Sierra Leone	4 295 630		4 295 630
Somalie	1 478 946		1 478 946
Afrique du Sud - MFR	8 120 474	250 824	8 371 297
Soudan	31 548 761		31 548 761
Tunisie	791 230		791 230
Ouganda	3 956 173		3 956 173
République-Unie de Tanzanie	3 942 402		3 942 402
Zambie	2 999 810		2 999 810
Zimbabwe	13 817 890		13 817 890
TOTAL AFRIQUE	161 611 985	852 553	162 464 538
MOYEN-ORIENT			
Egypte - MFR	5 946 206	253 686	6 199 891
Iraq	40 353 734		40 353 734
Jordanie	16 987 178		16 987 178
Koweït	470 530		470 530
Liban	2 154 238		2 154 238
Jamahiriya arabe libyenne	2 223 783		2 223 783
Arabie saoudite	133 855		133 855
République arabe syrienne	15 803 596		15 803 596
Emirats arabes unis	16 686		16 686
Yémen	2 069 065		2 069 065
TOTAL MOYEN-ORIENT	86 158 871	253 686	86 412 556
AMERIQUE DU NORD			
Canada	306 756		306 756
Etats-Unis - Chicago	2 217 801		2 217 801
Etats-Unis - JFK	3 315 257		3 315 257
Etats-Unis - Los Angeles	2 985 581		2 985 581
Etats-Unis - Miami	3 124 575		3 124 575
Etats-Unis - Newark	1 109 316		1 109 316
Etats-Unis - New York - MSL	12 482 642	223 418	12 706 060
Etats-Unis - Comté d'Orange	792 867		792 867
Etats-Unis - Washington D.C. - MFR	3 514 093	380 592	3 894 684
TOTAL AMERIQUE DU NORD	29 848 888	604 010	30 452 898

DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2009 (en dollars E.-U.) (suite)

	Programmes d'opérations dollars E.-U.	Programme administratif dollars E.-U.	Total dollars E.-U.
AMERIQUE LATINE ET CARAIBES			
Argentine - MFR	9 116 993	481 229	9 598 222
Bahamas	74 315		74 315
Bolivie (Etat plurinational de)	71 474		71 474
Chili	1 887 075		1 887 075
Colombie	72 931 195		72 931 195
Costa Rica - MFR	2 121 742	357 720	2 479 461
République dominicaine	937 197		937 197
Equateur	9 518 416		9 518 416
El Salvador	427 906		427 906
Guatemala	22 266 862		22 266 862
Guyana	195 288		195 288
Haïti	37 473 327		37 473 327
Honduras	3 113 936		3 113 936
Jamaïque	444 664		444 664
Mexique	1 323 059		1 323 059
Nicaragua	562 278		562 278
Panama - CAP	1 029 363	236 830	1 266 194
Paraguay	161 170		161 170
Pérou- MFR	91 443 073	235 733	91 678 806
Trinité-et-Tobago	26 424		26 424
Uruguay	1 089 111		1 089 111
Venezuela (République bolivarienne du)	427 592		427 592
TOTAL AMERIQUE LATINE ET CARAIBES	256 642 460	1 311 512	257 953 972
ASIE ET OCEANIE			
Afghanistan	47 623 717		47 623 717
Australie - MFR	3 881 996	314 458	4 196 454
Bangladesh - MFR	5 729 404	222 725	5 952 129
Cambodge	2 547 781		2 547 781
Chine	977 674		977 674
Hong Kong (région administrative spéciale)	266 645		266 645
Inde	289 134		289 134
Indonésie	33 825 226		33 825 226
Iran (République islamique d')	1 849 303		1 849 303
Japon - MSL	2 040 740	317 759	2 358 499
Kazakhstan	1 189 280		1 189 280
Kirghizistan	1 572 031		1 572 031
République démocratique lao	37 668		37 668
Malaisie	7 679 253		7 679 253
Myanmar	9 685 968		9 685 968
Nauru	4 347		4 347
Népal	29 480 697		29 480 697
Pakistan - MFR	25 622 528	317 311	25 939 839
Papouasie-Nouvelle-Guinée	509 991		509 991
Philippines - CAM	8 440 484	1 395 788	9 836 272
Philippines - MFR	5 594 942	275 268	5 870 210
République de Corée	476 136		476 136
Iles Salomon	64 390		64 390
Sri Lanka	21 253 170		21 253 170
Tadjikistan	1 685 121		1 685 121
Thaïlande - MFR	29 565 532	401 987	29 967 519
Timor-Leste	4 603 222		4 603 222
Turkménistan	304 838		304 838
Ouzbékistan	413 538		413 538
Viet Nam	6 565 627		6 565 627
TOTAL ASIE ET OCEANIE	253 780 384	3 245 296	257 025 681

DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2009 (en dollars E.-U.) (suite)

	Programmes d'opérations dollars E.-U.	Programme administratif dollars E.-U.	Total dollars E.-U.
EUROPE			
Albanie	1 332 439		1 332 439
Arménie	276 880		276 880
Autriche – MSL	8 513 802	263 835	8 777 638
Azerbaïdjan	1 971 484		1 971 484
Bosnie-Herzégovine	4 268 979		4 268 979
Bélarus	1 763 574		1 763 574
Belgique– MFR	19 720 813	556 586	20 277 400
Bulgarie	658 068		658 068
Croatie	524 512		524 512
République tchèque	3 845 470		3 845 470
Danemark	115 736		115 736
Estonie	118 866		118 866
Finlande – MFR	3 420 298	324 038	3 744 337
France – MSL	874 693	201 793	1 076 486
Allemagne – MSL	8 031 652	242 180	8 273 832
Géorgie	1 646 943		1 646 943
Grèce	931 283		931 283
Hongrie – MFR	1 539 180	379 265	1 918 445
Irlande	1 544 887		1 544 887
Italie– MFR	6 394 947	563 484	6 958 432
Lettonie	334 696		334 696
Lituanie	569 336		569 336
Malte	377 173		377 173
Monténégro	640 002		640 002
Pays-Bas	14 605 281		14 605 281
Norvège	4 774 711		4 774 711
Pologne	1 397 451		1 397 451
Portugal	1 186 384		1 186 384
République de Moldova	4 133 232		4 133 232
Roumanie	1 368 454		1 368 454
Fédération de Russie	11 552 517		11 552 517
Serbie	4 948 225		4 948 225
Kosovo sous administration des Nations Unies (Résolution 1244 du Conseil de sécurité)	3 653 462		3 653 462
Slovaquie	1 565 967		1 565 967
Slovénie	82 970		82 970
Espagne	2 997 080		2 997 080
Suisse – Berne	3 515 651		3 515 651
Ex-République yougoslave de Macédoine	652 834		652 834
Turquie	8 948 289		8 948 289
Ukraine	8 456 816		8 456 816
Royaume-Uni – MSL	32 612 148	72 444	32 684 592
TOTAL EUROPE	175 867 185	2 603 627	178 470 811
TOTAL BUREAUX EXTERIEURS	963 909 773	8 870 683	972 780 456
TOTAL SIEGE DE GENEVE ¹	27 383 223	27 126 292	54 509 515
TOTAL GENERAL	991 292 996	35 996 975	1 027 289 971

¹ Le total pour le Siège de Genève englobe les activités de projet entreprises à Genève.

FONDS DE PRET AUX REFUGIES

Instauration et raison d'être du Fonds

Le Fonds de prêt aux réfugiés, créé en application de la résolution n° 210 du 12 mai 1960, permet le financement, en tout ou partie, des coûts de transport des réfugiés et des services connexes, sous la forme de prêts sans intérêt accordés à ceux qui ont besoin d'une assistance financière pour émigrer vers des lieux où ils pourront se réinstaller. Le remboursement de ces prêts est assuré par des billets à ordre signés par les réfugiés ou leurs répondants.

Autrefois, il existait deux fonds. A sa 61^e session, le 28 novembre 1990, le Conseil a approuvé la fusion, à compter du 1^{er} janvier 1991, du Fonds de prêt aux réfugiés et du Fonds de prêt aux réfugiés hors d'Europe.

En 2009, 85 466 mouvements (contre 65 054 en 2008) ont eu lieu grâce au Fonds de prêt aux réfugiés.

Etat du Fonds pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2009

	2009 dollars E.-U.	2008 dollars E.-U.
Solde d'ouverture en début d'exercice		
Solde des fonds du Gouvernement des Etats-Unis	2 089 446	4 121 339
Solde du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	311 553	456 536
Solde d'ouverture en début d'exercice	2 400 999	4 577 875
Contributions au Fonds		
Contributions du Gouvernement des Etats-Unis	146 804 804	122 901 867
Contributions de migrants russes et ukrainiens	60 032	71 757
Remboursements des billets à ordre	26 593 979	22 639 612
Intérêts créditeurs	0	13 556
Recettes diverses	92 226	19 072
Total des contributions au Fonds	173 551 041	145 645 864
Transferts du Fonds en faveur de projets d'opérations		
Afrique	(45 702 520)	(38 449 069)
Moyen-Orient	(27 609 197)	(20 165 729)
Amérique latine	(3 841 340)	(3 275 198)
Amérique du Nord	(1 136 476)	(931 003)
Asie et Océanie	(71 160 868)	(63 971 994)
Europe	(21 767 629)	(21 016 191)
Total des transferts du Fonds en faveur de projets d'opérations	(171 218 030)	(147 809 184)
Intérêts versés au Gouvernement des Etats-Unis	0	(13 556)
Solde de clôture en fin d'exercice	4 734 010	2 400 999
Solde de clôture en fin d'exercice		
Solde des fonds versés par le Gouvernement des Etats-Unis	4 422 457	2 089 446
Solde des fonds en provenance du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	311 553	311 553
TOTAL	4 734 010	2 400 999

FONDS DE PRET AUX REFUGIES (suite)

Comptabilité et évaluation des billets à ordre

On attend des réfugiés bénéficiant du Fonds de prêt qu'ils contribuent ultérieurement aux frais de leur transport. Le coût total de transport est dans un premier temps entièrement pris en charge par l'Organisation, qui prélève le montant nécessaire sur le Fonds, mais chaque réfugié (ou unité familiale) doit signer une promesse de remboursement correspondant à ce coût. Lorsque les réfugiés sont réinstallés, on attend d'eux qu'ils honorent leur promesse de remboursement.

Le recouvrement, par l'OIM agissant sur mandat du Gouvernement des Etats-Unis, des sommes dues indiquées sur les billets à ordre est effectué par diverses agences bénévoles, qui sont autorisées à prélever 25 % de ces sommes pour couvrir leurs propres dépenses. Le solde de 75 % est transféré à l'OIM et crédité au compte du Fonds de prêt.

La valeur totale des futurs recouvrements de billets à ordre représente un montant important pour le Fonds de prêt et sa valeur doit donc être évaluée pour pouvoir être prise en compte dans le rapport financier. Une évaluation exacte n'est pas possible, car les recouvrements futurs dépendent des efforts soutenus de collecte, lesquels peuvent aussi subir les influences des événements politiques ou économiques.

La méthode pratique et prudente d'évaluer la valeur future des recouvrements de billets à ordre consiste à faire une estimation sur la base des recouvrements antérieurs. Un calcul du taux moyen de recouvrement réalisé au 31 décembre 2009 pour les prêts émis en 2001 et les années précédentes a donné un taux de 70 %. Ce taux a servi à prévoir la valeur des recouvrements des nouveaux billets à ordre émis en 2009 dans le relevé ci-après. La valeur des recouvrements des billets à ordre émis auparavant n'a pas été révisée de manière significative.

	2009 dollars E.-U.	2008 dollars E.-U.
Valeur estimative des recouvrements au début de l'exercice	58 000 000	44 500 000
Value estimative des nouveaux billets à ordre émis durant l'exercice	45 658 781	35 800 000
Révision de la valeur estimative des recouvrements	235 198	339 612
Recouvrements perçus durant l'exercice	(26 593 979)	(22 639 612)
Valeur estimative des recouvrements à la fin de l'exercice*	77 300 000	58 000 000

* Valeur estimative des recouvrements pour le Gouvernement des Etats-Unis.

A titre de rappel, il convient de noter que le taux moyen de recouvrement des prêts remboursables depuis cinq ans ou plus a constamment augmenté ces dernières années, passant d'une moyenne de 44 % en 1996 à 72 % en 2009. L'amélioration du taux de recouvrement reflète les activités de collecte du Comté d'Orange aux Etats-Unis et les meilleures techniques de recouvrement de dettes appliquées par les agences spécialisées.

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR - PROGRAMMES D'OPERATIONS

	Contributions sans affectation spéciale dollars E.-U.	Contributions à affectation spéciale			Total dollars E.-U.
		Remboursables* dollars E.-U.	Autres dollars E.-U.	Total dollars E.-U.	
ETATS MEMBRES					
Angola			44 826	44 826	44 826
Argentine			10 422 598	10 422 598	10 422 598
Australie	10 403 113		33 406 078	43 809 191	43 809 191
Autriche			3 917 141	3 917 141	3 917 141
Azerbaïdjan			10 000	10 000	10 000
Belgique	844 000	54 985	9 320 057	9 375 042	10 219 042
Brésil			100 000	100 000	100 000
Bulgarie			103 030	103 030	103 030
Canada		16 356 640	13 600 862	29 957 502	29 957 502
Chili			358 000	358 000	358 000
Colombie			55 742 211	55 742 211	55 742 211
Costa Rica			6 568	6 568	6 568
Croatie			39 767	39 767	39 767
République tchèque		54 969	4 165 712	4 220 681	4 220 681
Danemark		750 939	1 831 091	2 582 030	2 582 030
République dominicaine			17 948	17 948	17 948
Equateur			45 745	45 745	45 745
El Salvador			10 000	10 000	10 000
Estonie			104 760	104 760	104 760
Finlande		2 763 383	2 165 549	4 928 933	4 928 933
France		1 276 987	1 060 348	2 337 335	2 337 335
Allemagne		1 672 023	18 339 651	20 011 674	20 011 674
Grèce			1 513 692	1 513 692	1 513 692
Guatemala			23 077 986	23 077 986	23 077 986
Haïti			213 939	213 939	213 939
Honduras			745 820	745 820	745 820
Hongrie			225 762	225 762	225 762
Inde			108 220	108 220	108 220
Irlande		195 472	1 767 870	1 963 342	1 963 342
Italie			9 722 991	9 722 991	9 722 991
Japon			68 272 157	68 272 157	68 272 157
Lettonie			99 609	99 609	99 609
Lituanie			432 313	432 313	432 313
Luxembourg			162 831	162 831	162 831
Malte			56 458	56 458	56 458
Mexique			765 521	765 521	765 521
Pays-Bas		460 356	22 259 784	22 720 140	22 720 140
Nouvelle-Zélande		956 705	96 349	1 053 054	1 053 054
Nicaragua			9 255	9 255	9 255
Norvège		1 500 000	10 683 133	12 183 133	12 183 133
Paraguay			28 327	28 327	28 327
Pérou			129 589 214	129 589 214	129 589 214
Philippines			24 872	24 872	24 872
Pologne			1 006 096	1 006 096	1 006 096
Portugal			1 193 880	1 193 880	1 193 880
République de Corée			3 576	3 576	3 576
Roumanie			398 881	398 881	398 881
Slovaquie			1 003 829	1 003 829	1 003 829
Slovénie			8 211	8 211	8 211
Espagne			7 230 121	7 230 121	7 230 121
Sri Lanka			153 153	153 153	153 153
Suède		2 905 373	19 112 104	22 017 478	22 017 478
Suisse		729 142	8 962 744	9 691 886	9 691 886
Trinité-et-Togabo			20 500	20 500	20 500
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord			37 712 613	37 712 613	37 712 613
Etats-Unis d'Amérique	1 500 000	144 523 663	147 032 936	291 556 599	293 056 599
Uruguay			188 739	188 739	188 739
Total des Etats Membres	2 344 000	184 603 751	648 695 430	833 299 181	835 643 181
ETATS NON MEMBRES, AGENCES ET AUTRES					
Etats non membres			3 528 873	3 528 873	3 528 873
Commission européenne			63 874 806	63 874 806	63 874 806
Nations Unies et autres organisations internationales			77 511 541	77 511 541	77 511 541
Secteur privé			4 525 644	4 525 644	4 525 644
Autres organisations			7 721 307	7 721 307	7 721 307
Total des Etats non membres, agences et autres			157 162 171	157 162 171	157 162 171
Remboursements de billets à ordre			26 593 979	26 593 979	26 593 979
Intérêts nets	5 443 937		788 772	788 772	6 232 709
Réfugiés, migrants, répondants et autres			35 752 575	35 752 575	35 752 575
Réajustements comptables nets en fin d'exercice			(62 869 218)	(62 869 218)	(62 869 218)
TOTAL GENERAL DES CONTRIBUTIONS	7 787 937	184 603 751	806 123 709	990 727 460	998 515 397

* Remboursements ou préparations essentiellement dans le cadre des programmes de transport aux fins de réinstallation.

Note : Les contributions des Etats membres de l'Union européenne et de la Commission européenne se sont élevées à 219 875 111 dollars E.-U.

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009**

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
MEMBER STATES		
ANGOLA		
Prevention of HIV/AIDS and malaria in the Kuando Kubango province - Angola		44 826
Total: Angola - Earmarked		44 826
ARGENTINA		
Administrative and technical assistance to government programmes - Argentina		5 026 122
Technical assistance to secretariat of science, technology and productive innovation		3 452 581
Technical cooperation among developing countries		1 424 337
Assistance to small producers in the province of Río Negro - Argentina		519 558
Total: Argentina - Earmarked		10 422 598
AUSTRALIA		
Care and voluntary return of irregular migrants - Indonesia		6 063 466
Reinforcing management of irregular migration in Indonesia		3 519 688
Health assessment for Australian-bound migrants visa class 200 to 204		2 572 134
Reintegration assistance to returnees in Iraq		2 312 122
Pre-departure medical screening for Australian government-funded cases		1 696 904
Community rehabilitation and socio-economic support for conflict transformation - Sri Lanka		1 642 580
Enhanced migration management for Timor-Leste (phase II)		1 590 290
Immigration information and counselling services in Australia		1 443 869
Emergency support for return and resettlement of displaced persons in Sri Lanka (ESRR)		1 392 758
Ausco-Australian culture orientation in Cairo		1 387 208
Cooperative efforts of Indonesia and Australia in combating people trafficking and irregular migration		1 353 638
Humanitarian response/early recovery in Sri Lanka		1 177 394
Australian support for demining activities in Sri Lanka		855 747
Effectively manage of Iraqi migration flows and protect migrants in Egypt, Lebanon and Turkey		835 000
Psychosocial needs of Iraqi children and youth displaced in Jordan and their host communities		684 936
Sustainable return for Afghans through livelihood assistance		650 160
Solomon Islands border strengthening programme		559 353
Transportation support for humanitarian supplies in Sri Lanka		537 273
Assistance programme for displaced Burmese nationals in Bangladesh		470 114
Capacity-building in migration management programme for the Government of Iraq (phase III)		436 681
Disaster risk management in Timor-Leste		393 180
Partnership in migration management and border control in Papua New Guinea		358 596
International border checkpoint project in Cambodia		320 231
Bali ministerial conference on people smuggling, trafficking in persons and related transnational crime		235 943
Development of materials to assist in people smuggling operations and investigations		183 888
Information campaign to curb irregular migration and people smuggling from Indonesia to Australia		150 418
Information campaign against irregular migration from Sri Lanka to Australia		93 924
Needs assessment for the introduction of biometrics to the Sri Lankan passport issuance process		86 957
Enhanced migration management for Timor-Leste		83 112
Strategic review of Bureau of Immigration information management system project - Philippines		82 016
World Migration Report 2010 - Geneva		55 000
Migration and development: cooperation between IOM and the World Bank		50 000
Facilitated migration - documents verifications (service fee) - Jordan		28 991
Support for the provision of document examination training for Afghan officials		27 357
Trafficking and exploitation of migrants: ensuring protection of human rights		25 000
Health assessments of Australian government-funded cases		22 774
Pre-departure health assessments for Australian government-funded cases		21 119
Pre-consular support service - Damascus		12 233
Enhancing capacity of immigration officials to combat irregular migration in Bangladesh - refund		(5 977)
Reimbursable transportation and other costs		10 403 113
Total: Australia - Earmarked		43 809 191
AUSTRIA		
Earmarked for projects in Austria		325 000
Voluntary repatriation from Austria (VOLREP)		1 992 385
Return and reintegration assistance for voluntary returnees to UNSC resolution 1244-administered Kosovo		569 523
Development of guidelines for the collection of data on trafficking - Austria		213 345
Assisted voluntary return and reintegration in Chechnya (AVRR)		201 678
Associate expert - Geneva		160 126
Coordination of the return and reintegration assistance for voluntary returnees to the Republic of Moldova		152 994
European migration network: establishment and launching of the national contact point in Austria		130 496
1035 Facility		124 000
Associate expert - Geneva		22 931

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
AUSTRIA (continued)		
Funds received in 2009 - to be allocated		14 725
Processing of requests for country-specific information on health care		9 939
Total: Austria - Earmarked		3 917 141
AZERBAIJAN		
Capacity-building in migration management project for Azerbaijan		10 000
Total: Azerbaijan - Earmarked		10 000
BELGIUM		
Unearmarked	844 000	
Return assistance from Belgium (REAB 2009)		5 398 887
Migration for development in Africa (MIDA) - Great Lakes IV		1 470 676
REAB 2009 - Reintegration fund		499 406
Assisted voluntary return and reintegration for irregular migrants in Morocco		368 906
Capacity-building for border management in the Syrian Arab Republic (phase II)		172 596
Staff and office expenses - Brussels		168 000
Mental health and psychosocial capacity-building in the Democratic Republic of the Congo		156 118
Reintegration support in the countries of return to remove migrants with special needs		147 610
Information campaign on the prevention of trafficking in the Russian Federation		144 753
Strengthening capacity of Nigeria to detect travel document fraud and irregular migration		134 931
Capacity-building and information campaign against irregular migration - UNSC resolution 1244-administered Kosovo		92 349
Return and emigration of asylum-seekers from Belgium - reintegration fund (REAB 2008)		86 746
Funds received in 2009 - to be allocated		85 821
Prevention of economic exploitation and trafficking of Brazilians in Belgium (ICBM)		79 942
Capacity-building for border control management - Syrian Arab Republic		69 334
Sensitization campaign on irregular migration - Democratic Republic of the Congo (SCIM)		60 055
Return and emigration of asylum-seekers from Belgium (REAB 08)		42 151
Repatriation and social reinsertion of (street) children at risk - Costa Rica		34 416
Associate expert - Rabat		30 664
Operational networking in fighting trafficking in human beings in EU countries (SONE III)		24 698
Administrative support to the Philippine Government - travel assistance		18 926
Information campaign on clandestine immigration in Cameroon		18 524
Information campaign in Punjab on risks of irregular migration to Belgium		14 545
Reimbursable transportation and other costs		54 985
Total: Belgium - Earmarked	844 000	9 375 042
BRAZIL		
Immediate support to earthquake-affected communities in West Sumatra - Indonesia		100 000
Total: Brazil - Earmarked		100 000
BULGARIA		
Creation of a network of information centres for immigrants in Bulgaria		103 030
Total: Bulgaria - Earmarked		103 030
CANADA		
Rehabilitation of border facilities and strengthening of PNH presence in Haiti		3 064 147
Construction of a prison in Croix-des-Bouquets, Port-au-Prince		2 278 076
Capacity-building in migration management (CBMM) (phase II)		2 246 187
Basic infrastructure and livelihood support to highly impacted communities of return in south Sudan		1 702 521
Canadian orientation abroad		1 553 520
Canadian medical examination and pre-departure medical screening of Bhutanese in Nepal		490 830
Addressing protection needs of the most vulnerable population communities in Zimbabwe		459 559
Support to conflict-affected communities in Aceh, Indonesia		397 939
Construction of a slipway and workshop at the Killick coast guard facility in Haiti		347 473
Development of guidelines and policies on health, HIV/AIDS and trafficking in Nigeria		249 949
The process of land seizures in one subregion of Colombia and its affect during armed violence		222 019
Refurbishment of Haitian national police academy training quarters - Port-au-Prince		216 349
Pre-departure malaria protocol		92 240
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration		78 000
Enhancing border control and migration management in Bangladesh		75 319
Security enhancement through consular capacity-building in Cambodia		69 144
Quebec promotion and recruitment campaign in the Russian Federation		51 700
Administrative and logistical support services in Kyiv		34 640
Administrative and logistical support services for the Quebec immigration campaign in the Republic of Moldova		33 645
Rehabilitation of a border post in Malpasse		25 855

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009**

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
CANADA (continued)		
Cultural profile and survey of 1,000 Bhutanese bound for resettlement to Canada - Nepal		21 417
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico		15 000
Improving migration management in Mexico's southern border		13 034
Pre-departure medical screening of Rohingya refugees resettling in Canada		7 080
Pre-consular support services for Alberta province, Canada		6 962
Funds received in 2009 - to be allocated		6 146
Provision of services in Albania between IOM and Citizenship and Immigration Canada		4 433
CIC migrant training project survey		4 026
Facilitated migration - documents verifications (service fee) - Jordan		3 750
Inter-institutional capacity-building - Colombia - refund		(14 748)
Combating trafficking in persons within, through and from Haiti - refund		(16 510)
Shelter and non-food items - Honduras flash appeal 2008 - refund		(138 839)
Reimbursable transportation and other costs		16 356 640
Total: Canada - Earmarked		29 957 502
CHILE		
Towards a migratory policy in Chile		358 000
Total: Chile - Earmarked		358 000
COLOMBIA		
Protection and restitution of rights to prevent the recruitment from illegal groups - Colombia		14 601 723
Educational infrastructures affected by natural disasters or conflict		10 870 532
Family welfare to support internally displaced persons - Colombia		7 582 195
Construction of new infrastructure in fourteen municipalities of the department of Choco		6 842 123
Improving the living standards of children - Colombia		6 243 846
School infrastructure and study of educative needs in border zones - Colombia		3 912 224
Provide access to displaced women and their families to programmes in Colombia		3 391 152
Protection of land and property of the internally displaced in Colombia		1 382 840
Support assistance to internally displaced persons in Colombia		1 165 470
Construction of centres for children and families of fourteen municipalities - Colombia		900 948
Funds received in 2009 - to be allocated		460 647
Development of a programme for prevention of child recruitment by illegal armed groups - Colombia		443 287
Development of a programme for prevention of child recruitment by illegal armed groups (phase II)		420 207
Strengthening and entrepreneurship programmes focused on female heads of families - Colombia		333 161
Decentralization of the Colombian public policy against trafficking in persons in Colombia		227 837
Integral protection and public policy - Colombia		154 401
Supporting education for displaced and vulnerable persons in Colombia		129 509
Youngsters coexist for Bogota (phase II)		97 206
Income generation project in Bogota, Colombia		92 785
Horizontal cooperation early childhood in Bogota - Colombia		82 592
Agreement of cooperation for strengthening the district project "bienvenido casa" (welcome home)		72 464
Promoting peace and reconciliation in violence affected communities in Colombia		72 324
Implementation of networks of Colombians living abroad		62 836
Replication and consolidation of TCLM model through local government participation - Colombia		60 167
Implementing actions for life improvement for youth in vulnerability conditions		51 046
Support for land titling process in fourteen municipalities of the northern Santander Department		43 085
Replication and consolidation of TCLM model through local government participation - Colombia		41 237
Technical cooperation among developing countries		30 000
Evaluate open and flexible educational programmes - Colombia		21 231
Temporary and circular labour migration (TCLM) model - Colombia		12 463
Temporary and circular labour migration (TCLM) between Colombia and Spain - refund		(2 668)
Construction of three coexistence centres in Colombia - refund		(10 438)
Strengthening prevention and assistance activities in sexual and reproductive health - Colombia - refund		(18 709)
Attention, prevention and threat strategies against youngsters' rights violation - Colombia - refund		(19 818)
Temporary and circular labour migration (TCLM) model - Colombia - refund		(33 370)
Decentralization of the Colombian public policy against trafficking in persons in Colombia - refund		(38 205)
Humanitarian assistance to displaced persons and families with special focus on children in Colombia - refund		(375 185)
Income-generating assistance for internally displaced populations - Colombia - refund		(414 206)
Post-emergency attention to displaced persons in Colombia - refund		(505 924)
Attention, prevention and threat strategies against youngsters' rights violation - Colombia - refund		(2 640 802)
Total: Colombia - Earmarked		55 742 211

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
COSTA RICA		
Establishment of the technical support unit (TSU) of the regional conference on migration		6 568
Total: Costa Rica - Earmarked		6 568
CROATIA		
Capacity-building on HIV/AIDS and Croatian migrant workers		36 330
Construction of Zhar Shakh basic health clinic in Afghanistan		3 437
Total: Croatia - Earmarked		39 767
CZECH REPUBLIC		
Assisted voluntary returns in the Czech Republic		2 898 864
Visa support services for MFA Czech Republic (pilot project)		162 071
Quick-impact assistance to under-assisted conflict affected populations in Georgia		122 836
Funds received in 2009 - to be allocated		78 170
Re-integration and stabilization activities of the Czech Republic in Mongolia (RSA) (phase I)		78 006
Assistance in creation of migration and asylum infrastructure in Bosnia and Herzegovina		76 531
Support for migration management in South Caucasus - 2009		75 115
Capacity-building in migration management in Iraq - national travel documents database		72 909
Reintegration support for populations vulnerable to migration and capacity-building for Georgia		62 384
Support for the migration management in Georgia and the Republic of Moldova - 2008		57 737
Support for migration management in Central Asia - 2009: returns and reintegration		54 511
Reintegration of Moldovan migrants		52 716
Support for migration management in the Republic of Moldova with emphasis on labour migration (phase II)		51 556
Support for migration management in Central Asia - 2008		49 076
Support for the reintegration system in the Georgian labour market		45 249
Funds received in 2009 - to be allocated		40 868
Support for migration management in Georgia - 2009		35 864
Support for migration management in Central Asia		35 260
Support for migration management in the Republic of Moldova with emphasis on labour migration - 2008		33 937
Summer school on migration studies		23 738
Assistance in creation of migration and asylum infrastructure in Bosnia and Herzegovina		19 813
Verification of documents in the Czech pilot project selection of qualified foreign workers - Ukraine		17 423
Support for reintegration mechanisms in Georgia and prevention of irregular migration from Georgia		7 752
Migration and border management support in Georgia and the Republic of Moldova		7 502
Harmonizing standards for the voluntary return of irregular migrants in Central European Member States		4 657
Establishment of the job counselling and referral centre in Tbilisi, Georgia		1 168
Reimbursable transportation and other costs		54 969
Total: Czech Republic - Earmarked		4 220 681
DENMARK		
Programme against human trafficking in Eastern and south-eastern Europe		1 141 959
Promoting human, refugee and migrants' rights in Central Asia		335 867
Capacity-building and awareness-raising to combat trafficking and irregular migration in Ghana		298 054
Associate expert - Addis Ababa		228 963
Assistance to the Ministry of Education reform implementation management unit - Afghanistan		222 523
Capacity-building for migration management: enhancing migration coordination and safety in Kenya		197 063
Voluntary return assistance from Denmark		4 824
Capacity-building in migration management (IDCU), Afghanistan (phase II) - refund		(36 154)
Reception and reintegration support for returnees from Denmark to Iraq - refund		(98 585)
Return of qualified Afghans from neighbouring countries - refund		(128 458)
Programme against human trafficking in Eastern and south-eastern Europe - refund		(334 966)
Reimbursable transportation and other costs		750 939
Total: Denmark - Earmarked		2 582 030
DOMINICAN REPUBLIC		
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration		17 948
Total: Dominican Republic - Earmarked		17 948
ECUADOR		
Support to implement Ecuador's migration		45 745
Total: Ecuador - Earmarked		45 745
EL SALVADOR		
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration		10 000
Total: El Salvador - Earmarked		10 000

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009**

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
ESTONIA		
Minimum standards for reception, protection and qualification of asylum-seekers in Estonia		104 760
Total: Estonia - Earmarked		104 760
FINLAND		
Improving protection of vulnerable groups travelling through Somaliland and Puntland to the Gulf States		715 308
Prevention of trafficking in Cambodia		433 422
Staff and office costs - Helsinki Office		304 402
Return and reintegration of rejected asylum-seekers from Finland		178 531
Associate expert - Chisinau		145 605
Capacity-building on migration management for the Afghan national assembly and civil service		139 470
Prevention and improved assistance to victims of trafficking in the Kaliningrad oblast (PIAVKO) - Russian Federation		123 377
Mapping vulnerability to natural hazards in Mondulkiri province, Cambodia		51 760
Cultural orientation for Finland-bound quota refugees from Thailand		35 310
Country of origin information for the Finnish immigration service III (COIF III)		26 937
Cultural orientation for Congolese and Iraqi refugees resettling in Finland		11 429
Reimbursable transportation and other costs		2 763 383
Total: Finland - Earmarked		4 928 933
FRANCE		
Reintegration and assistance return programme - France		777 133
Associate expert - Geneva		145 000
Analysing remittances of Cambodian migrant workers in Thailand and local communities in Cambodia		72 674
Regional technical assistance on issues related to trafficking in human beings in the Balkans		65 541
Reimbursable transportation and other costs		1 276 987
Total: France - Earmarked		2 337 335
GERMANY		
REAG - GARP 2009		6 293 037
Support for the comprehensive disengagement plan for North and South Kivu (COMDIS)		5 198 120
Human security and stabilization in Iraq		4 928 715
Individual assistance to unabsorbed conflict-affected women and girls in Lofa county - Liberia		740 061
Technical assistance to the National Commission for Social Action in Sierra Leone		483 662
Associate expert - Nairobi		122 797
Associate expert - Brussels		117 985
Counselling individual return-related inquiries		102 000
Prevention of irregular migration and trafficking in persons - Republic of Moldova		71 031
Prevention of and fight against trafficking in persons in Bavaria and Europe (CTWB)		66 171
Promoting voluntary return through intensive counselling and country factsheets (Phase IV) - Germany		58 674
IOM centre for returnee information and counselling in cooperation with Berlin		57 418
Berlin alliance against trafficking for labour exploitation (BAAT)		47 537
Reintegration of victims of trafficking: strengthening of national supporters - Germany		32 326
Pandemic preparedness among migrant populations in Latin America		32 047
REAG - GARP 2008		20 069
Integrated experts programme (GAPPO)		14 486
Promoting voluntary return through intensive counselling and country factsheets (Phase II) - Germany		8 315
Associate expert - Geneva		4 265
Associate expert - Nairobi - refund		(23 697)
Migration management dialogue on irregular and transit migration from Western Africa - refund		(35 369)
Reimbursable transportation and other costs		1 672 023
Total: Germany - Earmarked		20 011 674
GREECE		
Sustainable readmission agreements between Albania, the EC and concerned third countries		952 336
Trafficking in human beings - voluntary return		251 046
Trafficking in human beings in Greece - voluntary return		163 265
Humanitarian needs of Haiti for the damage caused by tropical storms Gustav and Hanna		39 683
Combating exploitation creating perspective - Greece		36 575
Intervention for migrants, refugees and repatriated Greeks in five municipalities - Greece		34 711
Raising awareness among young persons on CT in three cities - Greece		15 345
Equal - "new approach"		12 822
Assisted voluntary return of Afghan asylum-seekers from Greece		12 307
Assisted voluntary returns from Greece - refund		(4 398)
Total: Greece - Earmarked		1 513 692

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
GUATEMALA		
Port infrastructure in the port of Champerico - Guatemala		22 463 269
Return of Guatemalan vulnerable migrants		335 757
FONAPAZ project		147 845
Urban and rural community support programme - Guatemala		131 114
Total: Guatemala - Earmarked		23 077 986
HAITI		
Rehabilitation of a border post in Malpasse		213 939
Total: Haiti - Earmarked		213 939
HONDURAS		
Institutional strengthening - Honduras		745 820
Total: Honduras - Earmarked		745 820
HUNGARY		
Hungarian assisted return and reintegration programme II (HARRP II)		56 644
Hungarian assisted return and information programme III (HARIP III)		44 895
Website and hotline for assisted voluntary returnees - Hungary		42 186
Exchange of best practices on integration through implementation of study tour		34 926
Assessment of AVR programmes - Hungary		17 171
Information programme for assisted voluntary returns - Hungary		16 104
National counter-trafficking pilot project with Hungarian interchurch aid - Hungary		7 262
Expert programme under the European return fund 2008		4 447
Hungarian Government - programme development and implementation (PDI)		2 128
Total: Hungary - Earmarked		225 762
INDIA		
Developing a labour market assessment in selected European countries - India		108 220
Total: India - Earmarked		108 220
IRELAND		
Assisted voluntary return programme - Ireland		1 684 055
"Train the trainer" training on human trafficking in Ireland		52 711
Strengthening capacity of Nigeria to detect travel document fraud and irregular migration		26 350
VARRP for irregular vulnerable Nigerians in Ireland and the Netherlands		4 754
Reimbursable transportation and other costs		195 472
Total: Ireland - Earmarked		1 963 342
ITALY		
Socio-economic reintegration of returnees, internally displaced persons and vulnerable Afghans		4 668 675
Institutional support for the activities of the central service (ISA) - Italy		1 139 042
Voluntary return and reintegration from Italy		563 620
Family-tracing activities and assisted voluntary returns of unaccompanied foreign minors - Italy		428 080
International cooperation in the country of origin of victims of trafficking and humanitarian cases		373 544
Funds received in 2009 - to be allocated		278 940
Consolidating reception capacities of migration flows in strategic points of southern Italy		243 590
Institutional support for the voluntary return measures of the national asylum programme		177 711
Associate expert - Geneva		171 571
Repatriation of non-European Union citizens from Italy		149 986
AD PERSONAM - Italy		139 050
Information campaign to address the problem of irregular migration of Egyptian minors to Italy		129 506
Consolidating reception capacities of migration flows in strategic points of southern Italy		129 349
Associate expert - Geneva		125 909
EVASP - towards effective reception of vulnerable asylum-seekers in Europe		118 343
Projects of intervention for a modular strategy for AIDS: foreigners - Italy		116 141
Associate expert - Tripoli		111 963
Family-tracing activities and assisted voluntary returns of unaccompanied foreign minors - Italy		105 615
Integrarsi local networks for AS&R integration in Italy		103 839
Consolidation of systems for a shared management of migration - Italy and Tunisia		93 118
Tuberculosis among migrants in Italy: applied research		83 682
Assisted voluntary return and reintegration of victims of trafficking from Italy		47 893
Preparatory actions for family tracing of Afghan unaccompanied minors in Italy		44 137
International dialogue on migration (IDM) 2009 intersessional workshops		36 337
Analysis of the role of local authorities in the development of reception and integration policies - Italy		32 457
Pilot programme for the promotion of development of emigration zones in Tunisia (PROCHE)		30 450
Analysis and data processing on Chinese immigration in Italy		27 636

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009**

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
ITALY (continued)		
Institutional support to AVR – convention IOM/ANCI		27 211
Mapping of the social-health services within the PSASR in Rome		26 543
RACINE mappatura		8 423
RACINE – informare		7 770
Associate expert – Cairo - refund		(17 141)
Total: Italy - Earmarked		9 722 991
JAPAN		
Support programme to facilitate school education for foreign children in Japan		39 013 131
Programme for shelter and livelihoods for peace and reconciliation in Kenya		6 850 716
Integrated response to food insecurity among vulnerable families in Kenya		5 000 000
Providing assistance to mobile populations (PAMP) affected by the food crisis in Afghanistan		5 000 000
Livelihood approaches to food aid dependency and environmental degradation in southern Sudan		4 000 000
Improving protection of vulnerable groups travelling through Somaliland and Puntland to Yemen		3 000 000
Developing an environmentally sustainable response to livelihood challenges in Darfur		2 500 000
Rural community approach in fighting human trafficking in the United Republic of Tanzania		1 000 000
Emergency assistance for the people of Sri Lanka		1 000 000
Counter-trafficking prevention and community support project in the flooded areas of Mozambique		500 000
Return and reintegration assistance for trafficked victims in Japan		254 000
Associate expert – Harare		98 310
Preparation for the pilot refugee resettlement to Japan		46 000
Bali ministerial conference on people smuggling, trafficking in persons and related transnational crime		10 000
Total: Japan - Earmarked		68 272 157
LATVIA		
Funds received in 2009 - to be allocated		62 741
Preparation of voluntary return and reintegration system in Latvia		23 895
Integration of the new members of the Latvian society (INMLS)		9 290
Integration of new members of Latvian society (phase II)		3 683
Total: Latvia - Earmarked		99 609
LITHUANIA		
Organization of a job fair in Ireland		262 918
European migration network – national contact point for Lithuania - 2009		41 421
European migration network (EMN): national contact point for Lithuania		30 356
Return Home (RH)		27 125
Improvement of diversity management and intercultural competence in Lithuania		20 061
Effective return mechanism - capacity-building for officials (ERMO)		14 544
Accessible information – guarantee of successful integration in Lithuania		12 915
Safe trip home: good practice and development of effective voluntary return model - Lithuania		11 805
Voluntary return for vulnerable persons (VRVP)		5 973
Reintegration - a new opportunity in the homeland (RANOH)		5 195
Total: Lithuania - Earmarked		432 313
LUXEMBOURG		
Assistance voluntary return and reintegration - Luxembourg		130 167
Cooperation on services for refugee resettlement of Iraqi refugees from the Syrian Arab Republic and Jordan		32 664
Total: Luxembourg - Earmarked		162 831
MALTA		
Reintegration assistance to the Ghanaian returnees from Malta		25 829
Coordination and provision of welfare services in closed centres – a pilot project - COPE		10 039
Programmes and strategies in Malta fostering assisted return to and reintegration in third countries		8 876
Enhancement of cooperation avenues with African countries		4 232
Preventing and combating trafficking and enhancing victim protection		4 082
Enhanced and integrated approach on return and reintegration in countries of origin		3 401
Total: Malta - Earmarked		56 458

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
MEXICO		
Assisted voluntary return from Mexico		721 414
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration		33 344
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico		7 080
Improving migration management along Mexico's southern border		3 683
Total: Mexico - Earmarked		765 521
NETHERLANDS		
Return and emigration of aliens from the Netherlands (REAN 2009)		9 980 961
Return and emigration of aliens from the Netherlands (REAN 2008)		4 446 649
Emergency shelter for displaced persons in the north and east of Sri Lanka		2 205 882
Funds received in 2009 - to be allocated		1 778 320
Strengthening the Indonesian national police force through institutional building (phase II)		1 139 970
Temporary return of qualified nationals (TRQN) II		600 545
Strengthening the Indonesian national police through institution building		450 669
REAN UAM project - Netherlands		338 794
Reintegration assistance for Sierra Leonean migrants returned from the Netherlands		208 275
Reception and reintegration of Afghan nationals to Afghanistan - REAN plus		200 000
Combating trafficking in persons in Kazakhstan		135 938
Strengthening integrated border management in the western Balkans and Turkey - Hungary		135 090
Kosovo protection corps (KPC) trust fund programme 2008		101 744
Capacity-building in migration management for the regional immigration training academy in Moshi		100 000
Strengthening civil society to fight human trafficking in Angola		92 505
MIDA Ghana health III		80 893
Institutional strengthening of the national commission of reparation and reconciliation - Colombia		75 466
Return and reintegration of Congolese unaccompanied minor asylum-seekers from the Netherlands		60 575
Establishment of an independent migration information centre in Lithuania		56 286
Supporting efforts to safeguard the rights of temporary contract workers in Kuwait		35 200
Monitoring and assistance for migrants travelling through Somaliland and Puntland to the Gulf States		22 981
Capacity-building on shelter management for victims of trafficking in the Syrian Arab Republic		10 542
Enhancing the role of return migration in fostering development (IDM workshop 2008)		2 500
Reimbursable transportation and other costs		460 356
Total: Netherlands - Earmarked		22 720 140
NEW ZEALAND		
Funds received in 2009 - to be allocated		71 343
Bali ministerial conference on people smuggling, trafficking in persons and related transnational crime		17 518
Improving migration management along Mexico's southern border		7 488
Reimbursable transportation and other costs		956 705
Total: New Zealand - Earmarked		1 053 054
NICARAGUA		
Establishment of the technical support unit (TSU) of the regional conference on migration		5 007
Return of highly vulnerable migrants in Central America and Mexico (RCM)		4 248
Total: Nicaragua - Earmarked		9 255
NORWAY		
Information, return and reintegration of Iraqi nationals to Iraq (IRRINI)		1 414 996
Voluntary return assistance for asylum-seekers		1 205 621
Prevention of human trafficking and protection for victims in Bangladesh		1 129 166
Immediate humanitarian assistance to vulnerable populations in Afghanistan		706 619
Southern Africa counter-trafficking assistance programme		676 353
Assistance for the voluntary return of unsuccessful asylum-seekers from Norway		646 397
Financial support to assisted voluntary returnees		588 800
Strengthening cooperation between the Government and NGOs in combating trafficking in Kazakhstan		518 784
Cultural orientation programme for Norway-bound refugees		489 430
Post-arrival reintegration and assistance to Afghan nationals (PRAN)		458 387
Combating trafficking in persons in Kyrgyzstan		429 338
Funds received in 2009 - to be allocated		423 187
Nigeria - counter-trafficking: social services building and direct assistance		322 562
Measures to reduce irregular migration and trafficking among young Roma in Skopje and Tetovo		228 534
IRRANA I - Information, return and reintegration of Afghan nationals to Afghanistan		215 264
Combating trafficking in persons in Turkmenistan		178 891
Sustainable waste management initiative for a healthier tomorrow in Serbia		162 098
Institutional capacity-building to assist victims of trafficking in Azerbaijan		161 002
Human rights and counter-trafficking training project - Angola		153 473
Counter-trafficking in Kenya: a capacity-building and awareness-raising initiative		127 232

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009**

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
NORWAY (continued)		
Empowering Polish construction workers		118 898
Return and reintegration assistance for victims of trafficking from Norway		104 080
Assisted voluntary return and financial support for Burundi (AVRFSB)		77 700
Support for the perspective programme of the ministry of defense of Bosnia and Herzegovina		54 664
Emergency flood assistance to remote communities in Angola		41 160
Stemming illegal migration flows from Tajikistan (SIMFT)		26 259
Urgent care for boat arrivals - Sabang and East Aceh (phase I)		15 540
Facilitated migration - document verifications - Jordan		8 700
Reimbursable transportation and other costs		1 500 000
Total: Norway - Earmarked		12 183 133
PARAGUAY		
Technical cooperation project in the area of migration (PLACMI)		28 327
Total: Paraguay - Earmarked		28 327
PERU		
Technical support for Lima's town hall work execution services		96 067 162
Technical assistance project for Essalud's work management services - Peru		13 941 810
Programme to reorganize and modernize the public ministry		8 174 098
Strengthening the institutional management of the ministry of education - Lima, Peru		7 068 348
Strengthening the management system of Lima's town hall		3 382 642
Strengthening the institutional management of the national penitentiary institute (INPE) - Lima, Peru		952 080
Strengthening the public ministry - Peru		3 076
Total: Peru - Earmarked		129 589 214
PHILIPPINES		
Administrative support for the global forum for migration and development		24 872
Total: Philippines - Earmarked		24 872
POLAND		
Information, travel and reintegration - assisted voluntary return from Poland (phase I)		288 101
Assistance in voluntary return and reintegration - Poland (phase I)		280 698
Poland assisted voluntary returns programme 2006		114 828
Intercultural school in a multicultural city in Poland		72 993
Harmonizing standards for the voluntary return of irregular migrants in Central European member states		72 509
Campaign to improve medical services for asylum-seekers in Poland		67 902
Active and competent migrants in civil society - Poland		51 466
Small business development and vocational training for displaced persons in Georgia		47 691
Integration by information in Poland		12 390
Trafficking has no limits - photo exhibition in Poland		1 937
Assistance in voluntary return from Poland - refund		(4 419)
Total: Poland - Earmarked		1 006 096
PORTUGAL		
Diaspora for the development of Cape Verde		401 148
Temporary and circular labour migration between Portugal and Ukraine		349 954
Assisting migrants and communities: analysis of social determinants of health inequalities - Europe		142 561
Programme for voluntary return from Portugal		127 098
Strengthening the capacity of Cape Verde to manage labour and return migration		68 128
IPAD-MFA expert in bilateral cooperation, migration and development - Portugal		45 188
Study of the entrepreneurship of immigrant women in Portugal		36 069
Evaluation of the national support centres for immigrants in Lisbon and Porto - CNAI		12 420
Certification and monitoring temporary installation centre (CIT) in Porto		6 346
Mapping migrant communities and their information means in Portugal		4 970
Total: Portugal - Earmarked		1 193 880
REPUBLIC OF KOREA		
Funds received in 2009 - to be allocated		3 576
Total: Republic of Korea - Earmarked		3 576
ROMANIA		
Harmonizing standards for the voluntary return of irregular migrants in Central European member states		45 554
Assisted humanitarian voluntary returns from Romania (AHVR)		9 727
Training of trainers in border management for member states of the Asia-Europe meeting (BMTT)		343 600
Total: Romania - Earmarked		398 881

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009**

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
SLOVAKIA		
Return and reintegration assistance to unsuccessful asylum-seekers and irregular migrants from Slovakia		316 581
Information centre to support social, economic and cultural integration of migrants in Slovakia		235 879
Capacity-building for return and reintegration of trafficked persons - Slovakia		100 301
Capacity-building for integration, labour migration and intercultural dialogue in Slovakia		85 758
Strengthening identification of victims of trafficking among asylum-seekers in Slovakia		59 182
Harmonizing standards on voluntary return of irregular migrants in Central European member states		52 952
Analysis of migration trends and public attitudes on migration issues - Slovakia		41 748
European migration network – national contact point for Slovakia		38 849
Information dissemination on assisted voluntary returns - Slovakia		24 586
Strengthening cooperation for assisted voluntary returns in countries of origin		18 961
Migration information centre to assist migrants in their integration in the labour market		17 039
Contribution towards rent premises – Bratislava, Slovakia		14 368
Voluntary return from Bratislava		10 785
Assistance to organizations on return and reintegration of trafficked persons - Slovakia - refund		(4 651)
Capacity-building for prevention of trafficking among vulnerable social groups in Slovakia - refund		(8 511)
Total: Slovakia - Earmarked		1 003 829
SLOVENIA		
Fostering assisted voluntary return and reintegration in third countries - Slovenia		8 211
Total: Slovenia - Earmarked		8 211
SPAIN		
Programme for managing migratory flows, assisting integration and preventing irregular flows in Spain		1 957 831
Assisted voluntary return programme for 2009 – Spain		1 412 791
Development of social programmes for minors in Beni Mellal and Nador, Morocco		962 753
Continuing emergency support and assistance to mobile and vulnerable populations in Mindanao		753 012
Co-development project for Costa Rica and Nicaragua (CECN)		476 940
Voluntary return of immigrants from Catalonia		437 721
Voluntary return of immigrants from Spain		398 034
Protection of lands and property of the displaced population (phase III) - Colombia		324 800
Co-development project for Costa Rica and Nicaragua		210 060
Mapping vulnerability to natural hazards in Ratanakiri, Cambodia		115 408
Study on mobilizing Senegalese diaspora and their host communities in Spain		59 072
Reinforcement of the awareness-raising activities on the dangers of irregular migration - Dakar		44 471
Improving migration management along Mexico's southern border		39 568
Manual on gender issues in the fight against trafficking in persons		20 000
Repatriation and social reinsertion of trafficked children - Costa Rica		8 789
Funds received in 2009 - to be allocated		4 973
Latin American refugees from Spain		3 899
Total: Spain - Earmarked		7 230 121
SRI LANKA		
Selection, preparation and recruitment of migrant workers bound for Canada, Italy and the Libyan Arab Jamahiriya - Sri Lanka		153 153
Total: Sri Lanka - Earmarked		153 153
SWEDEN		
Reintegration grants to voluntary returnees from Sweden to Afghanistan		7 534 442
Partnership on HIV/AIDS and mobility in Southern Africa (phase II)		1 694 082
Protection of lands and patrimony of internally displaced persons in Colombia		1 482 590
Pre-departure information and reintegration assistance to voluntary returnees from Sweden to Iraq		945 000
Supporting the capacities of law-enforcement and local authorities on victim identification in Turkey		753 055
Strengthening the regional strategy for providing assistance to victims - Colombia		707 968
Emergency assistance, early recovery, food security, income augmentation and peaceful reintegration		687 273
Shelter support for displaced persons accommodated by host families in Pakistan		643 501
Combating trafficking in human beings in Ukraine ("phase out")		583 232
Humanitarian assistance and information to returned migrants and mobile populations in Zimbabwe		525 325
Facilitating safe migration of Zimbabweans to and from South Africa (SMASA)		525 325
Reception and reintegration of Afghan nationals to Afghanistan (Sweden)		442 743
Promoting life-saving sexual and reproductive health within mobile vulnerable settings in Zimbabwe		389 610
Rapid livelihood recovery project in Sri Lanka		386 100
Partnership on HIV and mobility in South Africa (PHAMSA) - Zambia		306 658
IOM trafficking in human beings project in Belarus (phase IV)		212 826
Prevention and protection of youth and children from the risk and realities of trafficking in Zimbabwe		210 130
The Söderköping process - Ukraine		152 953
Towards global EU action against trafficking in human beings - Vienna, Austria		147 914
Medical teams to Bosnia and Herzegovina		145 349

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009**

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
SWEDEN (continued)		
Associate expert - Kampala		142 261
Associate expert - Dar es Salaam		136 480
Associate expert - Harare		116 961
Associate expert - Bogota		116 726
IOM Helsinki Afghan helpline		114 002
Voluntary return assistance from Sweden		74 737
Combatting trafficking: Russian Federation Barents region and Saint Petersburg area		71 488
Funds received in 2009 - to be allocated		28 840
Associate expert - Ankara		8 627
Legal assistance for migrants in Kazakhstan and Central Asia - refund		(44 814)
Combating trafficking in human beings in south-eastern Europe and the Balkan region (phase IV) - refund		(63 218)
Make the right choice: anti-trafficking campaign for youth in the Kaliningrad Oblast, Russian Federation - refund		(66 062)
Reimbursable transportation and other costs		2 905 373
Total: Sweden - Earmarked		22 017 478
SWITZERLAND		
Economic development and income generation in rural communities, Azerbaijan		882 353
Assisted voluntary return from Switzerland to Iraq		800 000
IOM Bern Office costs		759 651
Prevention of human trafficking through social work and community mobilization in Ukraine (phase I)		560 797
Reintegration assistance Switzerland (RAS)		550 045
Voluntary return assistance at the reception centres (REZ)		547 236
Assistance centre for migrants in the Democratic Republic of the Congo (MCE)		492 912
Funds received in 2009 - to be allocated		421 000
Assisted voluntary return for the western Balkans		420 000
Water, sanitation and hygiene promotion for rural and displaced populations in Zimbabwe		399 600
Assisted voluntary return from Switzerland to Nigeria		298 786
Regional assisted voluntary return and reintegration for stranded migrants in the Libyan Arab Jamahiriya and Morocco		263 575
Assisted voluntary return to Georgia		256 941
Secondary school education in Armenia, Azerbaijan and Georgia to prevent trafficking in persons		249 750
Structures for assisted voluntary return and reintegration for stranded migrants, Yemen		239 760
Employment assistance services for returnees from Switzerland to UNSC resolution 1244-administered Kosovo		174 064
Pilot project – assisted voluntary return and reintegration		169 478
Strengthening the national referral system in the Republic of Moldova		167 273
Consolidating assistance for victims of trafficking in Romania		147 264
Improving protection of vulnerable groups travelling through Somaliland and Puntland to the Gulf States		129 199
Malaria, tuberculosis and HIV/AIDS prevention, diagnosis and treatment - Mon State, Myanmar		116 625
Research on migration and substance abuse - Switzerland		103 359
Social rehabilitation and reintegration of former drug users - Georgia		96 863
World Migration Report 2010 - Geneva		96 246
Addressing mixed migration and protecting vulnerable victims of trafficking along the Gulf of Aden route		94 118
Reintegration and protection assistance to victims and witnesses of human trafficking from Bulgaria		93 628
Information services for victims of trafficking from the CIS region		88 478
Assisted voluntary returns from Switzerland to Guinea		80 000
Factsheets and round tables on trafficking in human beings in different countries		74 621
Study on the right of residence for victims of human trafficking		73 182
Malaria, tuberculosis, and HIV/AIDS prevention, diagnosis, and treatment for migrants in Myanmar		65 934
Capacity-building of migration management: Ukraine (phase II)		31 006
Return information fund (RIF)		24 810
Election observation mission in the Plurinational State of Bolivia 2009		22 590
Strengthening the capacity of Kyrgyzstan in emergency situations		18 957
Information, return, reception and reintegration of Afghans		9 346
Capacity-building for HIV/AIDS prevention and care for migration-affected communities in Myanmar		3 929
Assisted voluntary returns from Switzerland to Ethiopia		2 134
Support to the Government of the Syrian Arab Republic developing CT legislation - refund		(23 031)
Organized crime training network for operational managers in south-eastern Europe - refund		(39 737)
Reimbursable transportation and other costs		729 142
Total: Switzerland - Earmarked		9 691 886
TRINIDAD AND TOBAGO		
Maintaining technical cooperation on migration in Trinidad and Tobago (MTCM)		20 500
Total: Trinidad and Tobago - Earmarked		20 500

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009**

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND		
Voluntary assisted return and reintegration programme (VARRP) direct costs 2009-2010		9 819 967
Voluntary return and reintegration for detained migrants (VRR-DM) in the United Kingdom		6 272 776
Voluntary assisted return and reintegration programme (VARRP) 2008-2009 for the United Kingdom		1 910 828
Cross-sectors humanitarian assistance to returning displaced persons to their places of origin (CROHA)		1 669 449
Assisted voluntary return for irregular migrants with a reintegration fund for vulnerable returnees		1 333 134
Pilot enhanced returns scheme - United Kingdom		1 330 171
Global Calais project - France		1 182 767
Emergency assistance to mobile and vulnerable populations in Zimbabwe		1 104 108
Livelihood and shelter recovery in the Ayeyarwady Delta		818 331
Return and rebuild - Iraq and Afghanistan		799 084
Establishment of emergency health clinics in priority locations in northern Sri Lanka		796 178
East Africa route: joint practical initiatives among countries of origin, transit and destination		781 304
The refugee resettlement programme (2)		692 616
Assistance to returned migrants and mobile populations at the Botswana-Zimbabwe border		691 285
Transportation support for humanitarian supplies in Sri Lanka		653 447
Cross border mobility, irregular migration and HIV/AIDS information dissemination in Zimbabwe		624 406
Kosovo protection corps (KPC) trust fund programme 2008		519 184
Registration activities for and relief assistance to displaced persons - Sri Lanka		494 830
Capacity-building to reduce irregular migration in Somaliland		479 763
Reinforcing migration management capacity in the Democratic Republic of the Congo		475 653
Emergency response to the cyclone Aila-affected area in Bangladesh		437 898
Government of Uganda - peace dialogue		368 556
Humanitarian assistance to deported migrants at Beitbridge		367 834
Assistance for returnees to Zimbabwe		339 014
Emergency assistance to vulnerable displaced households in Saada (AVID)		333 890
Emergency support for disengagement and demobilization of foreign and Congolese combatants		333 112
Capacity-building for the migrant resource centre and info-sensitization campaign		306 886
Regional assisted voluntary return and reintegration for stranded migrants in the Libyan Arab Jamahiriya and Morocco		295 415
Enhancing the capacity of the East African community to harmonize migration management		282 137
Building of temporary accommodation, ministry of refugee and repatriation, Kabul		230 081
Information outreach campaign on safe legal migration to the United Kingdom		210 873
Strengthening border management - Sri Lanka		176 875
Capacity-building in migration and border management for Djiboutian immigration authorities		166 320
Funds received in 2009 - to be allocated		164 745
Public awareness campaign on safe migration to the United Kingdom - Argentina		153 486
Technical support to improve border management controls - Sierra Leone		148 902
Demobilization, rehabilitation and reintegration of former combatants in Sri Lanka		143 525
Integrated border management - Croatia and Bosnia and Herzegovina borders		99 175
Border migration management assessment for Malawi and Namibia		84 406
Post-arrival assistance to Afghan nationals (United Kingdom)		81 069
Facilitated migration - documents verifications - Jordan		77 450
Border control and migration management assessment for Zimbabwe		59 550
Strengthening cross-border police cooperation at Croatia-Montenegro border		49 864
Migration management in Angola: training on the essentials of migration management		41 595
Capacity-building and awareness-raising on anti-discrimination legislation		41 520
Skilled Afghan artisans and trade persons project		40 528
Information campaign for the prevention of irregular migration from Malaysia to the United Kingdom		34 173
Consolidating and expanding technical cooperation on migration through Turkey field region		33 924
Capacity-building for government officials to combat trafficking and migrant smuggling in Georgia		31 326
IOM Afghanistan project development		31 218
Integration: a multifaith approach - Europe		28 777
Voluntary assisted return and reintegration programme (VARRP) 2007-2008 - United Kingdom		28 719
The programme for assisted voluntary returns for irregular migrants in Turkey		26 767
Border police cooperation between Bosnia and Herzegovina and Montenegro		22 741
Trafficking prevention assistance in Sri Lanka		22 108
Enhancing national capacities for conflict mapping, analysis and transformation in Sudan		16 334
Information materials for reception centres		16 132
Development of a university education module on cultural awareness in Ukraine		10 885
Capacity-building and increased cross-border cooperation at Croatia-Serbia border (phase II)		10 258
Law-enforcement training on human trafficking		6 510
Capacity-building for the migration management cell (ministry of interior) - Pakistan		4 299
Registration and socio-economic reintegration of former soldiers - UNSC resolution 1244-administered Kosovo		1 500
Study to enhance understanding of and develop interventions in Bangladesh - refund		(4 855)
Research and capacity-building in conflict management and federalism - Ethiopia - refund		(44 313)
Information and outreach work in the Calais area - refund		(47 881)
Total: United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland - Earmarked		37 712 613

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009**

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED STATES OF AMERICA		
Unearmarked	1 500 000	
United States refugee programme		144 500 563
Haiti transition initiative		22 298 001
Afghan civilian assistance programme (ACAP) - Afghanistan		13 684 984
Programme of community-oriented reintegration of former combatants in Colombia		13 445 000
Federally administered tribal areas transition initiative (FTI) in Pakistan		11 873 169
Promoting sustainable socio-economic reintegration of returnees - Iraq		10 000 000
Emergency relief assistance to displaced persons, returnees and host communities in Iraq		8 052 002
Support to conflict-affected communities, Pakistan		6 473 749
Municipal support, infrastructure development and health services programme on the borders of Ecuador		5 672 457
Integrated humanitarian assistance support to displaced persons and other vulnerable groups in Colombia		5 100 000
Construction of health and education facilities (CHEF) - Kabul, Afghanistan		4 255 681
Facilitating sustainable return of displaced persons through the Sudan return programme 2007		3 742 509
Funds received in 2009 - to be allocated		2 568 093
Activity management for migrant operations - Guantanamo Bay		2 042 152
Support for internally displaced and returnee female-headed households - Iraq		2 000 000
Support for children used by illegal armed groups and for preventing the recruitment of minors, Colombia		2 000 000
Immediate support to conflict-affected communities in Indonesia		1 896 276
Emergency assistance programme across the Colombian border with Ecuador, Panama and the Bolivarian Republic of Venezuela		1 500 000
Regional reintegration of returnees to CARICOM countries		1 312 830
Emergency winterization assistance and capacity-building in Afghanistan		1 290 902
Partnership on HIV and mobility in Southern Africa (PHAMSA)		1 234 858
Assistance to Congolese refugees in southern Sudan		1 120 308
Transportation and logistics assistance for the return for Sudanese refugees from Egypt		1 000 000
Support for the improvement and construction of shelters and pre-positioning of supplies in Haiti		775 774
Emergency assistance, early recovery, food security, income augmentation and peaceful reintegration		747 006
Population baselines, population tracking and return assessment in north and south Darfur		741 680
Pre-monsoon shelter recovery in the Irrawady delta - Myanmar		648 892
Combating trafficking in persons in Central Asia		639 524
Counter-trafficking in persons in Ukraine		627 095
Prevention of trafficking in persons in Belarus		617 982
Rapid livelihood recovery for displaced persons - Sri Lanka		603 858
Support programme for former combatant children - Colombia		575 000
Mitigation, relief and reconstruction - Marshall Islands and the Federated States of Micronesia		572 049
Improving overseas health assessment and management of United States-bound refugees		571 125
Emergency assistance to vulnerable populations in Zimbabwe		549 010
Strengthening migration management capacity in the Caribbean		514 107
Up-scaled cholera outbreak response for migrants and MPV settings - Zimbabwe		500 000
Voluntary repatriation of congolese refugees from Zambia 2009		500 000
Repatriation, reception and reintegration of former combatants - Uganda		455 190
Kosovo anti-trafficking programme for UNSC resolution 1244-administered Kosovo		442 136
Emergency relief assistance to flood-affected households in Angola		436 471
Establishment of emergency health-care clinics in priority locations in northern Sri Lanka		424 366
Reintegration support - Indonesia		424 164
Prevention and response to gender-based violence - Colombia, Panama, Bolivarian Republic of Venezuela and Ecuador		395 000
Assistance to victims of trafficking in the United States		380 015
Assistance to vulnerable migrants in Northern Limpopo, South Africa		379 001
Providing protection assistance to Zimbabwean migrants in the Limpopo province in South Africa		300 000
Community revitalization through an information, counselling and referral service in Sri Lanka		296 317
Urgent care for boat arrivals - Indonesia		295 000
Return and integration of trafficked women and children in the Mekong region		290 343
Modernization of the passport issuance process by Honduras		290 319
Improving migration management in Mexico and Guatemala in border areas		290 000
Transportation for a non-food item common pipeline for Darfur and the rest of northern Sudan		280 018
Programme of assistance for the return and reintegration of trafficked children in West Africa		280 000
Strengthening the capacity of criminal justice agencies to combat human trafficking in Indonesia		255 434
Income tax reimbursement		251 879
Training on counter-trafficking for international law-enforcement academies (ILEA)		251 744
Psychosocial support for resettlers from the Democratic People's Republic of Korea in the Republic of Korea		250 000
Combating human trafficking in Viet Nam through capacity-building and technical assistance		228 440
Health and childcare facilities at Nongkhai immigration detention centre - Thailand		228 097
Monitoring of severely destroyed communities and displacement - Irrawady Delta		220 920
Voluntary transfer shelter management project in China (SMP)		220 000
Return and reintegration of unaccompanied minors - pilot project in El Salvador (RR-UAM)		220 000
Technical assistance to the Government of Tajikistan on combating trafficking in persons		209 998
Immediate humanitarian assistance for victims of xenophobic violence in South Africa		200 000

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009**

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)		
Bali ministerial conference on people smuggling, trafficking in persons and related transnational crime		200 000
Enhancing measures and cooperation to effectively combat trafficking in persons in Azerbaijan		199 999
Emergency relief assistance to mobile and vulnerable populations in the border area of South Africa		192 693
Mobile population HIV prevention assessment - southern Africa		188 807
Rapid response humanitarian assistance (RRHA) - Afghanistan		187 000
Improving capacity to reintegrate trafficked persons in Central America - pilot project: Nicaragua		180 000
Building-capacity to manage irregular migration along the Tanzanian borders with Kenya and Malawi		180 000
Preventing trafficking in persons and protecting victims of the trade in Angola		178 640
Koshi flood response in Nepal		173 209
Awareness-raising on migrants and welfare in Thailand		170 053
Assistance to trafficked and undocumented Congolese women and children in Uganda		170 000
Strengthening the capacity of Indonesia to provide assistance to victims of trafficking		163 988
Capacity-building in migration management programme - Georgia		161 329
Caribbean regional seminar on migration management - Washington		160 000
Combating trafficking in persons in Afghanistan - "prevention and prosecution"		159 935
Support for the conference "protection considerations within the context of migration movements"		150 000
Global human trafficking information management system		149 202
Enhancing trafficking in humans judicial capacities (ETHJC) - Libyan Arab Jamahiriya		141 498
Establishment of the technical support unit (TSU) of the regional conference on migration		141 400
Capacity-building for the prevention of trafficking in the Caribbean		140 000
Global human trafficking information management system		134 072
Counter-trafficking training programme for religious personnel - Italy		130 000
Combating trafficking in children and women in Haiti		129 867
Building the capacity of prosecutors and judges to combat trafficking in persons - Kazakhstan		115 000
Counter-trafficking initiative in the United Republic of Tanzania		110 000
Empowering Yemen to address mixed migration and protect vulnerable migrants		110 000
Iraq - internally displaced persons assistance		110 000
Women's memories of war, peace and resistance: case studies in Colombia (1995-2008)		110 000
Emergency assistance to vulnerable displaced persons, returnees and host community members - Iraq		101 132
Counter-trafficking training to migration authorities - Central America and Mexico		100 000
Promoting effective management of labour migration in Indonesia		100 000
Counter-trafficking in persons in Sri Lanka		96 238
Capacity-building for the "one million voices foundation" in Colombia		91 824
Institutional strengthening and counter-trafficking capacity-building for the Chilean Government		90 000
Institutional mechanisms for the protection of and assistance to victims of trafficking in Mexico		90 000
Improving the human security of migrants in Thailand and access to social services		90 000
European Union-complaint training standards of the state border guard service of Ukraine		88 133
Child migration in the Caribbean		83 548
Community enhancement and development programme in UNSC resolution 1244 administered-Kosovo		82 706
Yeji trafficked children - Ghana		80 000
Support to the independent international group of eminent persons (IIGEP) - Sri Lanka		79 300
Technical assistance to international checkpoints: Chaldabar point of entry - Kyrgyzstan		76 592
Southern African counter-trafficking assistance programme (SACTAP)		72 000
Viet Nam national reintegration model - continuation of ongoing activities (VINRM)		70 000
Migration dialogue for southern Africa (MIDSA)		70 000
Regional workshop on irregular migration flows through east and southern Africa		70 000
Counter-trafficking technical assistance and training: a global rapid-response project		69 995
Reception and reinsertion assistance project - Kampala		66 375
Consultation of major regional consultative processes on migration (RCPs)		65 270
Halt exploitation and learn to prosecute (HELP) (phase II) - Timor-Leste		60 749
Improvement of facilities at the Bangkok immigration and detention centre - Thailand		60 309
Stop trafficking campaign - operationalizing the Ouagadougou action plan, Africa		60 000
Emergency support to flood-affected population in Haiti		59 310
Research assessment of trafficking in men between the East and the Horn of Africa and South Africa		55 930
Support to conflict-affected displaced persons in Pakistan		53 308
Capacity-building for law enforcement in Zambia		51 502
Continuation of training on counter-trafficking at international law-enforcement academies (ILEA)		51 167
Prevention of human trafficking in vulnerable provinces of Afghanistan		50 000
Strengthening and institutionalization of public policies for trafficked victim protection in El Salvador		50 000
Promoting peace and reconciliation in violence-affected communities in Colombia		50 000
Halt exploitation and learn to prosecute (HELP) (phase III) Timor-Leste		46 949
Extending support to the Government of the Syrian Arab Republic in developing counter-trafficking legislation		46 519
Counter-trafficking in the United Republic of Tanzania - preventive measures, protection and victim assistance		45 209
Trafficking of men in the fishing industry and other high-risk employment sectors - Greater Mekong		43 181
Preventing trafficking by providing information on counselling services - Ethiopia		32 676
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico		31 500

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009**

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)		
Capacity-building to combat human trafficking in Dhaka		30 502
Migration dialogue for West Africa: actions to better understand mixed migration flows		30 000
Emergency assistance to mobile and vulnerable populations in Zimbabwe		29 826
Training facilities for police in five regional centres in Georgia (TFPG)		28 169
Combating trafficking in persons in Kazakhstan: capacity-building for law enforcement		28 077
Assistance to victims of trafficking in persons between Argentina, Brazil and Paraguay		27 984
Protection of and assistance to victims of trafficking in Mexico		22 155
Training on counter-trafficking for international law-enforcement academies (ILEA)		21 824
Partnership project to support trafficked children in Ghana		20 303
Training for counter-trafficking activities with a pilot in the Caribbean		20 000
Fourth South American conference on migration		20 000
Migrant health project - Tak and Chiang Rai, Thailand		19 852
Bicol core permanent shelter and community revitalization assistance project (BCRS)		19 494
Capacity-building of the South African civil society to combat human trafficking		14 439
Improving migration management along Mexico's southern border		11 228
Creation of counter-trafficking district taskforces - Pakistan		10 650
Health assessment in the former Soviet Union, except Ukraine		9 253
Sponsorship of 200 trafficked children in Ghana		8 915
Sponsorship of trafficked children in Ghana		8 092
Prevention, protection and prosecution for victims of trafficking in Bangladesh		7 787
Permanent shelter and community revitalization assistance project - Philippines		7 396
Capacity-building on combating trafficking in persons in Kyrgyzstan		6 492
Multiagency model of cooperation for combating trafficking in human beings in Bulgaria		6 161
Gender and disasters workshops in Latin America and the Caribbean		4 638
Health assessment in Ukraine		4 190
Humanitarian internship programme - Zimbabwe		3 794
Combating human trafficking in the Caribbean: regional model legislation		3 736
Immediate support to earthquake-affected communities in west Sumatra - Indonesia		3 600
Combating trafficking in Ukraine - enhancing victim and witness protection and capacity-building		1 605
Capacity-building and support for the return and reintegration of victims of trafficking in the Plurinational State of Bolivia		1 543
Public media educational campaign - Haiti stabilization initiative - refund		(2 434)
Raising awareness and capacity-building on trafficking in Kazakhstan - refund		(8 820)
Provincial reconstruction - quick impact projects - Afghanistan - refund		(246 556)
Reimbursable transportation and other costs		23 100
Total: United States of America - Earmarked	1 500 000	291 556 599
URUGUAY		
Decentralized programme for young persons with labour problems in Uruguay (YLUR)		188 739
Total: Uruguay - Earmarked		188 739
Subtotal: Member States	2 344 000	833 299 181
NON-MEMBER STATES		
CHINA		
Joint counter-trafficking training and workshop - Macao		25 026
Total: China - Earmarked		25 026
KUWAIT		
Kuwait initiative: IOM Kuwait Office and operations		200 000
Total: Kuwait - Earmarked		200 000
SAUDI ARABIA		
IOM Pakistan post-earthquake response - supporting shelter needs for the urban displaced		1 632 000
Construction of an exemplary housing city in Sri Lanka		890 080
Total: Saudi Arabia - Earmarked		2 522 080
UNITED ARAB EMIRATES		
Temporary contractual employment from India and the Philippines to the United Arab Emirates		766 882
Counter-trafficking training seminar in Abu Dhabi (CTTS)		14 885
Total: United Arab Emirates - Earmarked		781 767
Subtotal: Non-Member States		3 528 873

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009**

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
EUROPEAN COMMISSION		
Durable shelter and livelihood solutions for displaced persons in cyclone-affected areas in Myanmar		5 081 474
Support for the reform and management of the Congolese national police		4 077 528
European Union election observation mission in the Plurinational State of Bolivia 2009		3 860 893
European Union election observation mission to Ecuador 2009		3 441 470
Community livelihood support project in the Ampara district		3 407 297
Integrated return programming in southern Sudan and southern Kordofan, Sudan		2 696 027
Poverty alleviation in marginalized municipalities (PAMM) - UNSC resolution 1244-administered Kosovo		2 151 480
Regional assisted voluntary return and reintegration for stranded migrants - Libyan Arab Jamahiriya and Morocco		2 046 035
Locating, assessing and assisting returnees and emergency displaced persons in southern Kordofan, Sudan		1 947 674
Support for national police reform in Nanggroe Aceh Darussalam (NAD), Indonesia		1 871 109
Support for combating human trafficking and promoting access to justice for all trafficked persons -Turkey		1 741 985
Technical assistance on migration issues - Mauritania		1 301 968
Support for the Indonesian national action plan on human rights (RAN HAM)		1 300 051
Capacity-building for migration management in China		1 290 840
West Sumatra earthquakes - emergency disaster response, Indonesia		1 270 804
Prevention of human trafficking in the Russian Federation		1 257 557
Migration profiles in selected countries in West and Central Africa		1 189 627
Protection monitoring of returnees and displaced persons registration in Darfur - Sudan		1 179 495
Assistance to refugees from the Democratic Republic of the Congo voluntarily returning from Zambia		1 151 079
Central Asian labour migration programme (CALM)		1 084 780
Technical assistance for the EU-Philippine justice support programme		993 976
Strengthening integrated border management in the western Balkans and Turkey - Hungary		938 726
Independent network of labour migration and integration experts (LISNET) - Belgium		901 381
Capacity-building, information and awareness-raising in the western Balkans		847 881
Shelter support and psychosocial assistance to earthquak- affected communities in west Java		839 110
Facilitating a coherent migration management approach in Ghana, Nigeria, Senegal and the Libyan Arab Jamahiriya		791 055
Establishing a framework for readmission agreements - Russian Federation		755 618
EU election observation mission in Timor-Leste 2007		738 571
Migration and development component of the European Union-Republic of Moldova mobility partnership		728 566
Emergency humanitarian relief assistance to typhoon-affected communities - Philippines		722 892
Multisector displaced persons support and response coordination in conflict-affected provinces - Philippines		686 695
Provision of housing and income-generation support to refugees and displaced persons in Serbia		669 827
Supporting regional integration through improved migration management in Central America		653 541
Improving knowledge of remittance corridors - South-East Asia and Europe		585 123
Separated asylum-seeker children in European Union Member States		564 488
Supporting migration management in Montenegro		509 727
Reinforcing the state border guard service of Ukraine		509 638
Migration management dialogue on irregular and transit migration - western Africa		458 381
Capacity-building to enhance migration and border management in Jordan		454 865
Establishment of integrated border management (IBM) model in Azerbaijan		452 094
Cholera emergency surveillance and response in ten affected border areas		442 383
Regional programme and dialogue on facilitating safe and legal migration from South Asia		421 075
Emergency relief operations for displaced persons and returnees in the national capital region - Philippines		418 605
Promotion of resettlement in the EU		404 491
Emergency relief to war-affected populations in the north and east of Sri Lanka		368 201
Return and reintegration assistance for voluntary returnees to UNSC resolution 1244-administered Kosovo		367 841
Capacity-building to prevent and combat trafficking in human beings in Colombia		364 715
Raising awareness on unaccompanied minors (UAMs) rights		356 259
Support programme to Serbia's institutions dealing with refugees and displaced persons		355 859
European migration network national contact point for Austria		335 286
Mobility of health professionals		321 345
Technical assistance to improve capacities to fight against human trafficking - Skopje (the former Yugoslav Republic of Macedonia)		303 457
HIV prevention among labour migrants in the Central Asia region - Kazakstan		300 100
Protection, assistance and sustainable return and reintegration of displaced persons in Timor-Leste		291 364
Preparation of voluntary return and reintegration system in Latvia		287 954
Assisted voluntary return from detention centres in the Netherlands		274 094
Enhancement of management of the RF border checkpoints		258 993
Programme for the enhancement of transit and irregular migration management in the Libyan Arab Jamahiriya (TRIM)		258 488
Integrated approach regarding information on return and reintegration in countries of origin		255 934
Towards effective reception of vulnerable asylum-seekers in Europe		234 708
Harmonizing standards for the voluntary return of irregular migrants in central European member states		213 594
Support for readmission of migrants in the Russian Federation		203 170
Humanitarian assistance to families affected by the floods and landslides in El Salvador		180 723
Support for the stabilization of communities in UNSC resolution 1244-administered Kosovo		179 343
Capacity-building of migration management - Ukraine		176 936
Increasing public health safety alongside the new Eastern European border line (PHBLM)		162 512

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009**

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
EUROPEAN COMMISSION (continued)		
Counselling, return and reintegration of unaccompanied minor migrants - the Netherlands		160 079
Displacement and return: support for displaced persons and host communities in war-affected areas in Sri Lanka		158 284
Survey of internationally practised pre-integration measures and recommendations - Germany		147 464
Technical cooperation and capacity-building in Ukraine and the Republic of Moldova - readmission agreements		145 349
Verification and monitoring of displaced persons movement in Darfur, Sudan		144 791
Return and reintegration assistance for voluntary returnees to the Republic of Moldova (phase II)		137 122
Study of the situation and status of Russian nationals receiving basic welfare support		136 694
Provision of durable solutions for the displaced in Serbia (PDSD)		118 180
European migration network - national contact point for Lithuania		111 933
European migration network - national contact point for Slovakia		108 777
Improving health conditions of migrants in selected districts in Thailand		104 403
Assisting migrants and communities: analysis of social determinants of health inequalities - Europe		102 302
Return initiative for irregular migrants residing in the main cities of the European Union - the Netherlands		84 703
Support for Afghanistan provincial governance		79 704
Rehabilitation of health centres and construction of first aid posts in post-flood Mozambique		70 763
Return and reintegration assistance for returnees to the Republic of Moldova		60 800
Improvement of diversity management and intercultural competence in Lithuania		60 183
Strengthening the capacity of migration management in the Democratic Republic of the Congo		59 657
Assisted voluntary returns and reintegration of unsuccessful asylum-seekers in Poland (phase II)		54 918
Transport and logistics assistance to refugees returning from Zambia		53 067
Integration of new members of Latvian society (phase II)		44 387
Effective return mechanism - capacity-building for officials (ERMO)		43 633
Operational networking in fighting trafficking in European Union countries		42 741
Election observation mission 2007 in Bangladesh		41 093
Integration: a multifaith approach - Europe		39 683
Accessible information - guarantee of successful integration in Lithuania		38 745
Support to the independent international group of eminent persons (IIGEP II) - Sri Lanka		36 975
Improve HIV data comparability in migrant populations and ethnic minorities - Belgium		31 627
Assisted voluntary returns from Greece		30 691
Election observation mission to Rwanda		29 235
A rights-based approach to empowering migrant women affected by violence - Viet Nam		26 343
Capacity-building of migration management: Ukraine (phase II)		20 996
Voluntary return for vulnerable persons (VRVP)		17 920
Implementation of the European convention on mutual assistance into Ukrainian law		17 827
Enhancement of cooperation avenues with African countries		16 384
Reintegration - a new opportunity in the homeland (RANOH)		15 584
One-stop-shop: a new answer for immigrant integration - Europe		10 976
A comparative study of the laws in the 27 European Union Member States		9 495
Election observation mission to Ecuador 2008		6 757
Directory on return for asylum-seekers in Ireland		3 415
Not just numbers: teaching toolkit on migration and asylum in the European Union		2 277
Migration management and assistance to returning labour migrants - Sri Lanka		1 536
Impact of remittances and promoting legal migration in rural communities in Tajikistan		1 518
Research and publications		1 434
Establishment of the network in fighting human trafficking into the European Union		1 262
Unaccompanied minors and aged-out minors worldwide - refund		(6 631)
VARRP for irregular vulnerable Nigerians in Ireland and the Netherlands - refund		(19 071)
Livelihood support in conflict-affected communities in Aceh - refund		(47 825)
Harmonizing standards for the voluntary return of irregular migrants in Central Europe - refund		(226 316)
Election observation mission to Pakistan 2008 - refund		(825 970)
Election observation mission to Nepal 2007 - refund		(887 833)
Assessment of the Lebanon contingency programme - refund		(1 632 006)
Subtotal: European Commission - Earmarked		63 874 806

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED NATIONS AND OTHER INTERNATIONAL ORGANIZATIONS		
CENTRAL EMERGENCY RESPONSE FUND		
Humanitarian assistance to refugees in Kenya		2 609 156
Non-food items common pipeline operation: transportation, Sudan		1 241 595
Multisectoral emergency support for mobile and vulnerable populations in the Philippines		991 743
Emergency shelter support and non-food items - the Philippines		776 693
Emergency water, sanitation and hygiene for displaced families in Sri Lanka		760 010
Supporting children's rights to education in mobile and vulnerable communities - Zimbabwe		739 850
Consolidating emergency community and environmental health in Zimbabwe		697 426
Disaster response and humanitarian assistance to displaced persons, Yemen		680 000
Emergency shelter for displaced persons in the north and east of Sri Lanka		499 999
Fuel provision for vulnerable families in winter (II) - Afghanistan		495 089
Provision of emergency shelters in La Mojana region and Choco in Colombia		466 418
Camp coordination and camp management support - Manila, the Philippines		447 102
Rapid humanitarian support to displaced communities affected by the floods in Angola		445 000
Comprehensive protection and emergency assistance to displaced persons - Zimbabwe		409 030
Emergency water, sanitation and hygiene for displaced families in Sri Lanka		354 887
Emergency shelter for displaced persons in the north and east of Sri Lanka		312 452
Consolidating emergency community and environmental health - Zimbabwe		300 028
Emergency provision of safe drinking water and sanitation in Sudan		259 496
Provision for non-food items in Nicaragua		232 265
Non-food items support to the displaced population - Sudan		222 560
Public hygiene facilities in Pariaman and Agam districts in Indonesia		203 809
Emergency shelter assistance for earthquake-affected families in west Sumatra - Indonesia		203 809
Restoration of peaceful cohabitation and social cohesion in host communities in Cote d'Ivoire		200 000
Emergency response to cholera and dysentery outbreaks in the most affected districts - Kenya		176 015
Addressing protection needs of the most vulnerable groups in Zimbabwe		138 700
Assistance for highly vulnerable households among displaced and returned communities - Haiti		103 041
Improving the management of temporary collective centres - El Salvador		100 008
Emergency response to cholera outbreaks in Kenya		89 237
Koshi flood response in Nepal - UN CERF - refund		(21 977)
Emergency shelter kit procurement and distribution in Pakistan - refund		(24 487)
Provision of shelter and non-food items - Honduras - refund		(50 369)
Rapid-response humanitarian assistance for displaced persons - Afghanistan - refund		(161 858)
Total: Central Emergency Response Fund - Earmarked		13 896 727
COMMON HUMANITARIAN FUND FOR SUDAN		
Safe drinking water and improved sanitary conditions in areas of high return - Sudan		1 000 000
Emergency response for non-food items (NFIs) in south Sudan		850 000
Joint NGO/IO compound repairs project - Sudan		695 000
Tracking of spontaneous returnees in Sudan		625 000
Displaced persons return monitoring north/south Darfur		564 500
Facilitating sustainable return for displaced persons - south Sudan 2009		500 000
Displaced persons registration and return data management and mapping in all Darfur states		200 000
Population baselines, population tracking and village assessments in Darfur		200 000
Transportation for the non-food item common pipeline - Sudan		200 000
Common transport and logistical support in Sudan, south Kordofan and Abyei		80 000
Humanitarian common transport services in Abyei, south Kordofan and northern states		50 000
Support to the newly displaced and displaced persons returns in north and south Darfur		50 000
Total: Common Humanitarian Fund For Sudan - Earmarked		5 014 500
JOINT UNITED NATIONS PROGRAMME ON HIV/AIDS IN UGANDA		
AIDS in Uganda, 2008		168 044
Total: Joint United Nations Programme on HIV/AIDS In Uganda - Earmarked		168 044
JOINT UNITED NATIONS PROGRAMME ON HIV/AIDS		
HIV prevention, treatment and care services - South Africa		147 000
Support to Zimbabwean cross-border migrants and Zambian host populations		125 000
Joint programme of support on AIDS in Kenya		107 000
Assessment of modes of service delivery - Kampala, Uganda		106 000
Assessment and programme model development - migrant female sex workers, Nairobi		98 000
Study on women's vulnerability to HIV/AIDS in migration areas in Senegal (SWV)		72 169
Pastoralism and HIV/AIDS in the Horn of Africa		45 225
Research on HIV and irregular migrants in humanitarian emergencies		39 744
HIV preventive education and services for labour migrants (phase I) - Bangladesh		22 671
The global partnership on HIV and mobile workers in the maritime sector - Geneva		14 642

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009**

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
JOINT UNITED NATIONS PROGRAMME ON HIV/AIDS (continued)		
HIV in emergency preparedness and response training for humanitarian actors - Angola		11 435
Court of women on trafficking and HIV - Indonesia		9 837
Rational policies regarding entry and residence in relation to health		8 510
Migration and HIV/AIDS in Thailand		5 873
Migration health research		5 000
Total: Joint United Nations Programme on HIV/AIDS - Earmarked		818 106
INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION		
Seconded staff		226 967
Strengthening anti-trafficking responses in Armenia, Azerbaijan and Georgia (SCATR)		131 950
Total: International Labour Organization - Earmarked		358 917
MDG ACHIEVEMENT FUND		
Conflict prevention, social cohesion and institutional capacity-building (CPSC-HT)		1 136 370
Alternatives to migration: decent jobs for Filipino youth		867 460
Conflict prevention and peace-building		545 312
Creating opportunities for youth employment in Sudan		439 984
Support for national efforts for the promotion of youth employment and migration management		377 521
Urban and peri-urban water and sanitation joint programme management, Angola		350 000
Funds received in 2009 - to be allocated		332 780
Human development for youth: overcoming the challenges of migration through employment		283 917
Youth, employment and migration to reduce inequality in Ecuador		239 801
Engaging Tunisian youth		221 105
Youth, labour and migration: a one-stop-shop for youth employment in Costa Rica		206 271
Promotion of employment - youth labour migration		191 530
Social inclusion and conflict transformation in war-affected areas of Croatia		149 300
Valuation of the forest ecosystem in Senegal		114 337
Youth employment programme in Antalya, Turkey		23 540
Total: MDG Achievement Fund - Earmarked		5 479 228
OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS		
Funds received in 2009 - to be allocated		1 033 460
Facilitating the voluntary return of stranded irregular Ethiopians migrants detained in the United Republic of Tanzania		699 998
Support to urban older people in Addis Ababa		615 117
Rehabilitation of the Kitchanga and Pinga bridges - Democratic Republic of the Congo		352 298
Emergency humanitarian support to victims of political violence, Harare		200 000
Life saving assistance to conflict-induced displaced persons in Gambella		150 567
Flood protection - Haiti		118 083
Rehabilitation of the Katanga bridge, Democratic Republic of the Congo		87 580
Emergency project to prevent flooding - Haiti		78 183
Assessment of older people's vulnerability to crises and emergencies in Addis Ababa, Ethiopia		49 974
Total: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs - Earmarked		3 385 261
ONE UN FUND FOR CAPE VERDE		
Maison des migrations au Cap-Vert		142 283
Total: One United Nations Fund for Cape Verde - Earmarked		142 283
ONE UN COHERENCE FUND FOR URUGUAY		
Support for public management modernization processes - Uruguay		144 932
Total: One United Nations Coherence Fund for Uruguay - Earmarked		144 932
ONE UN FUND FOR MOZAMBIQUE		
Strengthening disaster risk reduction and emergency preparedness - Mozambique		631 000
Total: One United Nations Fund for Mozambique - Earmarked		631 000
UNITED NATIONS ASSISTANCE MISSION FOR IRAQ		
Security awareness induction training - Iraq		1 299 469
Total: United Nations Assistance Mission for Iraq - Earmarked		1 299 469
UNITED NATIONS CENTRAL FUND FOR INFLUENZA ACTION		
Humanitarian pandemic preparedness, mitigation and response in Egypt, Cambodia and the Lao People's Democratic Republic (HPPAR 2)		495 000
Pandemic preparedness among migrant populations in Latin America		304 950
Total: United Nations Central Fund for Influenza Action - Earmarked		799 950

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009**

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND		
Support to child-friendly environments in Port-au-Prince, Haiti		786 946
Support to child-friendly environments in Port-au-Prince, Haiti (phase II)		740 595
Management of the decommissioning of selected temporary living centres - Indonesia		459 931
Support for the Government of Zambia for action against human trafficking (PNAHT)		140 013
Improvement of childcare services and facilities at the Bangkok immigration detention centre (phase VII)		47 777
Internally displaced persons return and reintegration assistance in Huambo and Kuanza - Angola		37 094
Multilateral cooperation with institutions - Guatemala		29 926
Lebanon emergency intervention		14 700
Improvement of childcare services and facilities at the Bangkok immigration detention centre (phase VI)		14 398
Improving sanitary and hygiene conditions		2 480
Total: United Nations Children's Fund - Earmarked		2 273 859
UNITED NATIONS DEMOCRACY FUND		
Support for the establishment and functioning of the Lebanese national youth parliament (LNYP)		180 000
Total: United Nations Democracy Fund - Earmarked		180 000
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME		
Multi-donor rapid mechanism in the Democratic Republic of the Congo		6 285 626
Support for the voter registration update in Afghanistan		6 110 427
Funds received in 2009 - to be allocated		4 173 036
Enhancing national capacities for conflict mapping, analysis and transformation in Sudan (ENCS)		2 002 188
UNDP procurement support - Afghanistan		837 810
Integrated strategy for the prevention, care and elimination of gender-based violence in Colombia		833 344
Somali institution development project (displaced persons) QUEST-MIDA		752 000
Reintegration project for former combatants and members of self-defence groups - Cote d'Ivoire		658 986
Community-based reintegration in northern Uganda		520 000
Reinforcement of human security, Democratic Republic of the Congo (RHSI)		509 960
Support to elections and democratic processes - Sudan		1 261 994
Early recovery programme in Gonaives, Haiti		399 814
Electoral support to the Republic of Moldova (OCV)		364 069
Cleaning up the city of Gonaives, Haiti		350 617
Community mobilization and HIV/AIDS prevention in Tajikistan (phase V)		309 846
Rapid impact emergency project in southern Sudan		300 000
Rapid impact emergency project in southern Sudan (Bentiu, Unity State)		300 000
Support for human security in eastern Sudan (phase I)		218 892
Migration for development in Ethiopia (MIDEth) programme - extension		205 717
Joint United Nations programme: towards gender parity in Pakistan		203 835
Emergency assistance to boat arrivals in Indonesia		178 130
Transition from humanitarian assistance to sustainable development in north-western United Republic of Tanzania		138 000
Return home (RH)		81 376
Cleaning of Raboteau and Descahos district - Gonaives		61 326
Evacuation of garbage in Gonaives		50 000
MRF Islamabad development project		50 000
Identification and assessment of diaspora groups from target countries		35 377
Preparatory assistance for the development of a programme on safe mobility and HIV - India		25 790
Organization of study tour for a Tajik delegation in the Russian Federation		22 463
Post-return protection monitoring for displaced persons in Timor-Leste		20 471
Support for an inter-agency review of protection from sexual exploitation and abuse (PSEA)		20 000
Publications systems		15 507
Addressing problems of HIV/AIDS among migrants in Iran		14 700
Further capacity-building and public awareness for labour migrant support points - Armenia		12 096
Viet Nam joint programme on gender		10 002
Better communication and coordination of labour migration issues in Tajikistan		9 771
Provision of focal point services in Egypt, Georgia, Sri Lanka and Tunisia		5 250
Provision of focal point services in Egypt, Georgia, Sri Lanka and Tunisia - (PFPS-Tunisia)		4 500
Provision of focal point services in Egypt, Georgia, Sri Lanka and Tunisia - (PFPS-Sri Lanka)		4 500
Provision of focal point services in Egypt, Georgia, Sri Lanka and Tunisia - (PFPS-Egypt)		4 500
Total: United Nations Development Programme - Earmarked		27 361 920
FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS		
Rehabilitation and development of the national vegetable seed industry in Iraq		40 000
A rapid situation assessment on agriculture and migration in Nepal		16 695
Total: Food and Agriculture Organization of the United Nations - Earmarked		56 695

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009**

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES		
Voluntary repatriation of individual refugees from Yemen		257 169
Protection of lands and property of the displaced population (phase III) - Colombia		236 085
Protection within broader migration flows - Angola		222 376
Voluntary repatriation of refugees from South Africa		202 093
Assisted voluntary return programme in Belarus		70 224
Voluntary repatriation of refugees of various origins		64 820
Assisted voluntary return and re-integration support - Tunisia		40 000
Municipal support, infrastructure development and health services programme - Ecuador		35 000
Repatriation of Sudanese refugees from western Ethiopia to southern Sudan (2009)		29 559
Cross-border cooperation process in Ukraine		6 394
Voluntary repatriation of refugees from the Russian Federation		5 144
Protection of lands and property of the displaced population (phase III) - Colombia - refund		(2 087)
Repatriation from Kenya - refund		(17 983)
Reimbursable transportation and other costs - refund		(19 018)
Pilot project for the voluntary repatriation of refugees from Yemen - refund		(24 130)
Voluntary repatriation of Sudanese from Kakuma - refund		(382 189)
Reimbursable transportation and other costs		438 777
Total: Office of the United Nations High Commissioner for Refugees - Earmarked		1 162 233
UNITED NATIONS HUMAN SETTLEMENTS PROGRAMME		
Seconded staff		29 612
Provision for housing reconstruction centre and field-based operation - Pakistan - refund		(9 400)
Total: United Nations Human Settlements Programme - Earmarked		20 212
UNITED NATIONS INSTITUTE FOR TRAINING AND RESEARCH		
Workshop on migration, mobility and employment		17 518
Total: United Nations Institute for Training and Research - Earmarked		17 518
UNITED NATIONS OFFICE FOR PROJECT SERVICES		
Malaria, tuberculosis and HIV/AIDS prevention, diagnosis and treatment for migrants - Mon State		634 632
Malaria, tuberculosis, and HIV/AIDS prevention, diagnosis and treatment for migrants - Myanmar		118 872
Total: United Nations Office for Project Services - Earmarked		753 504
UNITED NATIONS PEACEBUILDING FUND		
Capacity-building for Sierra Leone		700 000
Return, relocation and reintegration support for displaced persons and displaced persons affected communities in Timor-Leste		450 341
Strengthening the capacity of civil society organizations - Sierra Leone		140 000
Attitudinal and behavioural change in Sierra Leone		140 000
Promoting regional cooperation in the Makona river basin - Sierra Leone		130 000
Special initiative to promote community women's participation in the security sector reform - Sierra Leone		45 261
Total: United Nations Peacebuilding Fund - Earmarked		1 605 602
UNITED NATIONS POPULATION FUND		
Strengthening regional institutions to conduct relevant research on regional and national agendas		140 122
Training modules on irregular migration and trafficking in Morocco		30 000
Support of an inter-agency review of protection from sexual exploitation and abuse (PSEA)		25 000
Sexual and gender-based violence vulnerability assessment - Somaliland		15 000
HIV/AIDS hot spot mapping and situation analysis along the Kampala-Juba transport route		2 592
Total: United Nations Population Fund - Earmarked		212 714
UNITED NATIONS STABILIZATION MISSION IN HAITI		
Haiti transition initiative		20 000
Rehabilitation of infrastructures and improving urban environment (phase II) - Haiti		643 421
Rehabilitation of infrastructures and improving urban environment - Haiti		609 921
Total: United Nations Stabilization Mission in Haiti - Earmarked		1 273 343
UNITED NATIONS TRUST FUND FOR HUMAN SECURITY		
Protection and empowerment of victims of human trafficking - Republic of Moldova		341 152
Total: United Nations Trust Fund for Human Security - Earmarked		341 152

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009**

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
WORLD FOOD PROGRAMME		
IOM's support for food assistance to mobile and vulnerable populations - Zimbabwe		585 008
Inter-agency river transport service in Equateur--Mbandaka, Democratic Republic of the Congo		150 000
Humanitarian assistance for the returned migrants from South Africa through the Beitbridge border post		76 649
Timor-Leste project development and support activities		61 551
Support for an inter-agency review of protection from sexual exploitation and abuse (PSEA)		25 000
Nutritional support for vulnerable HIV and tuberculosis patients - Mon State, Myanmar		20 186
Nutritional support for vulnerable HIV and tuberculosis patients - Mon State, Myanmar		18 177
Humanitarian assistance for returned migrants from Botswana		14 738
Humanitarian assistance for returned migrants from Botswana		7 763
Funds received in 2009 - to be allocated		3 371
Emergency humanitarian assistance to mobile and vulnerable populations		1 697
Total: World Food Programme - Earmarked		964 139
WORLD HEALTH ORGANIZATION		
Improvement of health conditions of migrants in Ranong and Samutsakorn provinces in Thailand		264 155
Sustainable waste management initiative for a healthier tomorrow in Serbia		101 934
Provision of mental health emergency services - Balochistan, Pakistan		36 349
Migration dialogue for southern Africa (MIDSA)		10 000
Migration health research		4 000
Total: World Health Organization - Earmarked		416 438
WORLD INTELLECTUAL PROPERTY ORGANIZATION		
Seconded staff		48 559
Total: World Intellectual Property Organization - Earmarked		48 559
NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION		
Trust fund for Bosnia and Herzegovina		3 165 478
Assistance for redundant military personnel within the scope of defence sector reform - Serbia		2 266 156
Seconded staff		100 000
IOM Afghanistan development project		100 000
Total: North Atlantic Treaty Organization - Earmarked		5 631 634
WORLD BANK		
Earthquake-affected microenterprises and small enterprises project - Yogyakarta and central Java		1 702 798
Direct health and psychosocial assistance programme in Indonesia (extension phase)		1 201 788
Preventing and eradicating child labor in migrant families - Argentina		59 045
Implementing the free movement of skills - Caribbean		50 000
Health and highly mobile populations - Costa Rica		39 968
Total: World Bank - Earmarked		3 053 600
Subtotal: United Nations and other international organizations		77 511 541
PRIVATE SECTOR		
Valentim Amoes Group - Integrate rehabilitation of socio-infrastructures - Angola		574 386
Americares Foundation - Improving child, maternal and community health - Indonesia		535 286
Argos Foundation - Reintegration and community development programme in Colombia (RCDP)		459 418
Maple Leaf Foods - Labour migration of Honduran temporary workers - Canada (LMHTW)		314 103
Fiduciaria de Occide - Labour profiles for former combatants in Colombia (LFEC)		293 386
University of Uruguay - Cooperation agreement		288 558
Emerging Markets Group - improved utilization, tracking and understanding of remittances - Bangladesh		200 483
Toyota Foundation - Facilitation of sustainable migration		174 289
Colegio Euroamericano - Transfer of qualified human resources and humanitarian mobilization		139 924
Family Online Safety Institute (FOSI) - Colombia's justice and peace law		128 000
First for Women Trust - Support and assistance to victims of trafficking in South Africa		114 865
Support for regional policies for combating trafficking in women - Athens, Pristina and Sarajevo		96 882
Amadeus - Incentive - global		89 980
GRM international limited - Agricultural inputs support to MVP - Zimbabwe		85 794
Capacity-building programme for medical and psychosocial victims of trafficking - Republic of Moldova		80 765
Selection, preparation and mobilization of migrant workers for companies - Quebec, Canada		72 061
Minimizing the social exclusion of MVPs in Zimbabwe		68 225
Assistance to the internally displaced people (IDRF) - Iraq		64 979
GRM International limited - funds received in 2009 - to be allocated		63 691
Partnership project to support trafficked children in Ghana		51 600
Sustainable development programme for Nariño's coffee growers - Colombia		51 046
Foundation for Central European forum for migration research - Warsaw		47 073

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009**

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
PRIVATE SECTOR (continued)		
New immigration destinations in Mediterranean and Eastern European countries		46 493
Direct assistance to victims of trafficking - Republic of Moldova		45 698
Facilitated labour migration of low-skilled workers from Honduras to El Dorado farms in Canada		39 414
Preventing and eradicating child labour in migrant families - Argentina		35 226
Study concerning political migrants and legislative frameworks of migration matters in Africa		33 448
Combating trafficking in persons - Ukraine		30 042
Italian networking for repatriate voluntary assistance - Italy		29 361
RHK project management - mobile shelter assist, Indonesia		28 566
The Rockefeller Foundation - Migration and the environment research: a state of the art review		27 500
Situational study on protection of orphans and vulnerable children		25 000
Facilitated labour migration of low-skilled workers from El Salvador to Maple Leaf Foods in Canada		21 802
International Transport Workers' Federation - Global partnership on HIV in the maritime sector		20 000
MacArthur Foundation - Assessment of principal regional consultative processes on migration (RCPs)		20 000
International Dutch Oven Society (IDOS) - Assistance to the internally displaced people in Iraq		19 048
Facilitated labour migration of low-skilled workers from Honduras to Fruits Queralt in Spain (FLMHS)		16 148
Renovation of the mother and children friendly wing of the Chisinau rehabilitation centre		14 985
University of Amsterdam - Central European forum for migration research - Warsaw		13 175
Foundation Moncalme - Recreational and counselling centre for families in Baalbeck (DARI)		12 798
Titan Corporation - Capacity-building in migration management programme - Georgia		10 986
Private donations - sponsoring of trafficked children in Ghana		10 874
University of Liverpool - Central European forum for migration research - Warsaw		8 355
German school - Service fees from return and transit assistance provided by IOM Tripoli		8 333
FEXCO - funds received in 2009 - to be allocated		6 970
Private donations - Counter-trafficking programme in the Republic of Moldova		6 718
ARD - Capacity-building in the migration management programme - Georgia		6 000
Lakeside Packers - Selection, preparation and mobilization of migrant workers - Brooks, Canada		5 791
Facilitated labour migration of low-skilled workers from Mauritius to Calgary, Alberta, Canada		5 000
Facilitated labour migration of low-skilled workers from Mauritius to Maple Leaf in Canada		2 300
Unienon Fagforening - Empowering Polish construction workers		2 135
Prevention and support activities for victims of trafficking in Albania (PSAVT)		1 247
Private donations - Sponsorship of trafficked children in Ghana		1 214
Private donations - Assistance to the victims of trafficking in the United States		1 000
Civil society, NGO and victims group's efforts to preserve memories of the conflict - Colombia - refund		(2 222)
Assistance to migrant women and unaccompanied minors who are victims of violence in Mexico - refund		(22 559)
Subtotal: Private Sector		4 525 644
OTHER ORGANIZATIONS		
American Red Cross - community water and sanitation in Aceh, Indonesia		1 423 473
Swedish Red Cross - Family reunification resettlement cases to Sweden		1 144 381
Asian Development Bank - Construction of a booster pump station in Seunedon, Banda Aceh, Indonesia		658 616
American Red Cross - Continued and extended assistance in tsunami-affected areas in Sri Lanka		487 255
Asian Development Bank - Improvement of infrastructure in Labuy - Indonesia (IRIL)		476 000
CARE - Durable shelter reconstruction project - Indonesia		455 272
Danish Refugee Council - Support to individuals, state and non-state actors to Somalia/Yemen gap		271 084
Save the Children - Capacity-building for health-care staff - Biruen, Indonesia		222 112
Hyogo Prefectural - Rehabilitation of sub-rural health centres affected by cyclones - Myanmar (RSRH)		216 555
Red Cross-Croix-Rouge Genevoise - Assisted voluntary return and reintegration IOM Bern and Croix-Rouge Genevoise		211 574
Soroptimist International - Prevention of trafficking in women in the Republic of Moldova		132 195
AECOM International-CORE - livelihood development for vulnerable populations in Sri Lanka (CORE 1)		127 464
Suchasnyk - Strengthening national mechanisms and the capacities of trafficked children in Ukraine (ETCU)		114 469
Organization of American States (OAS) - Technical cooperation among developing countries		112 705
Fedesmeraldas - Improvement of living conditions for communities - Colombia		110 010
United Methodist Communications - Shelter and WATSAN provision for Vanni displaced persons (SHARE)		100 000
Asian Development Bank - Programme support for HIV activities and infrastructure projects - Viet Nam		92 410
International Trust Fund (ITF) - Socio-economic reintegration programme for mine victims in Azerbaijan		88 184
International Trust Fund (ITF) - Socio-economic reintegration programme for mine victims in Armenia		81 596
International Trust Fund (ITF) - Socio-economic reintegration programme for mine victims in Georgia		75 301
CARE - Building resilience: enhancing the health, safety and livelihoods in southern Zimbabwe (FLICT)		58 628
American Red Cross - Prevention and response to gender-based violence - Colombia, the Bolivarian Republic of Venezuela and Ecuador (PRGBV)		53 340
Asian Development Bank - Behaviour change campaigns for HIV prevention - Lao People's Democratic Republic		52 542
Chemonics International - Belle fontaine ravine treatment - Haiti		52 107
Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE) - Strengthening migration management - Belarus and the Republic of Moldova		50 527
Asian Development Bank - Integrating human trafficking and safe migration into regional cooperation (IHTSM)		46 447
Nexus Institute - Combating human trafficking		46 396

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT - OPERATIONAL PROGRAMMES
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009**

	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
OTHER ORGANIZATIONS (continued)		
Lutheran World Federation - Camp coordination and camp management for natural disasters worldwide		44 810
Norwegian Refugee Council (NRC) - Provision of effective humanitarian emergency assistance to Colombians - Bolivarian Republic of Venezuela		43 746
Family Health International - IOM capacity-building of law-enforcement project in Dhaka		42 490
International Agency for Source Country Information (IASCI) - Maximizing the development impact: Bosnia and Herzegovina		39 555
International Centre for Migration Policy Development (ICMPD) - Linking emigrant communities		36 337
Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE) - Prevention of trafficking in persons in Belarus		34 144
Center for International Migration - Migration management capacity-building - Israel		33 213
Norwegian Refugee Council - EU election observation mission to Nepal (2007)		32 596
Asian Development Bank - Study on the economic, demographic and labour migration in Mekong subregion		30 000
Oxfam International - Permanent shelter reconstruction project - Indonesia		26 903
Ethno Medical Center - AIDS and mobility in Europe 2007-2010		26 562
CIDIS ONLUS Centro di Informazione Docum - Legal entrance and social inclusion of women - Ukraine		24 458
Korean Centre for UN Human Rights Policy - Pre-departure orientation for Korea-bound marriage - Cambodia and Mongolia		23 692
IDOS (Dossier Statistics) - Migrant's integration territorial index (MITI)		23 590
International Trust Fund (ITF) - Community-based small business for Azerbaijan mine survivors		23 092
Norwegian Refugee Council - EU elections observation mission in the Plurinational State of Bolivia 2009		22 590
Red Cross St Galler Flüchtling - Reimbursable transportation and other costs		21 298
Creadel-DARI - Recreational and counselling centre for families in Baalbeck (DARI 2010)		20 000
Caritas - Reimbursable movements from/to Switzerland		18 740
International Centre for Migration Policy Development (ICMPD) - Promoting comparative quantitative - Europe		18 369
Caritas - Reimbursable transportation and other costs		16 080
Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE) - Global movements unit (GMU), IOM Moscow		12 349
Hungarian Interchurch Aid - Integration through civic education - Finland		10 432
Korgau-Astana - Raising awareness and capacity-building on trafficking in Kazakhstan		10 000
Zurcher Beratungsste - Reimbursable transportation and other costs		9 851
Norwegian Refugee Council - Funds received in 2009 - to be allocated		8 163
Empowering Women in all Areas (EWAA) - Counter-trafficking hotline in Abu Dhabi		7 916
Red Cross Sion - Reimbursable transportation and other costs		7 674
International Centre for Migration Policy Development (ICMPD) - Combating human trafficking		7 482
Electricians Without Borders - Emergency assistance programme for Colombians		7 374
Norwegian Refugee Council - EU election observation mission to Ghana		7 029
Swiss Red Cross Bienne - Reimbursable transportation and other costs		6 252
Red Cross Cantonale - Reimbursable transportation and other costs		5 664
Caritas - Reimbursable transportation and other costs		5 335
Net income transferred to projects from Sasakawa Endowment Fund		5 200
Jewish Agency for Israel - Operation exodus		5 115
Secretaría General Iberoamericana (SEGIB) - Establishment of the technical support unit		5 000
Asian Development Bank - funds received in 2009 - to be allocated		4 847
Regional Sozialdienst Prättigau - Reimbursable movements from and to Switzerland		4 412
Hungarian Interchurch Aid - Staff and office expenses - Budapest		4 347
Swiss Interchurch Aid - funds received in 2009 - to be allocated		4 022
Caritas - Reimbursable transportation and other costs		3 662
Holocaust Victim Assets Programme (HVAP) - settlement fund - holocaust victim (swiss banks)		3 153
The Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF) - funds received in 2009 - to be allocated		2 641
Soccorso Operaio Svizzero (SOS) - Reimbursable transportation and other costs		2 639
Swiss Red Cross - funds received in 2009 - to be allocated		2 379
Swiss Red Cross Zuri - Reimbursable transportation and other costs		2 214
Caritas - Reimbursement for movements in Switzerland		1 830
British Council Ukraine - Eliminating racial and ethnic discrimination		1 419
Subtotal: other organizations - Earmarked		7 721 307
Promissory note repayments		26 593 979
Net interest and other income	5 443 937	788 772
Refugee, migrants, sponsors and others		35 752 575
Year-end net accrual adjustments		(62 869 218)
Total: unearmarked and earmarked revenue	7 787 937	990 727 460
Unearmarked revenue		7 787 937
TOTAL REVENUE - CONTRIBUTIONS AND OTHERS		998 515 397

GOUVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRE DU GUATEMALA
Etats des produits et des charges pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2009

Le Fonds fiduciaire du Guatemala relève d'un système comptable distinct et n'apparaît pas dans les états financiers de l'OIM.

	2009 dollars E.-U.	2008 dollars E.-U.
PRODUITS		
FONAPAZ		
PROSABIE	0	64 851
Programmes de développement intégré pour les communautés – PRODIC	152	42 172
Enseignants pour la paix – EDUCADORES PARA LA PAZ	(4 197)	15 950
Questions administratives – FUNCIONAMIENTO	312 484	769 398
Programmes techniques - exécutif I – PTV	2 993	1 271 039
Programmes techniques - exécutif II – PTP	2 135 364	8 288 668
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique – PRODESFRO	223 524	21 341 912
Supervision – SUPERVISION	0	(1 169 337)
	2 670 320	30 624 653
SCEP		
Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales – SCEP	113 197	5 930 840
Ministère public – MINISTERIO PUBLICO	0	65 086
Système pénitentiaire – SISTEMA PENITENCIARIO	0	(17)
	113 197	5 995 909
Réévaluation du taux de change du solde reporté	(53 011)	110 496
TOTAL DES PRODUITS	2 730 506	36 731 058
CHARGES		
FONAPAZ		
PROSABIE	(71 515)	313 615
Programmes de développement intégré pour les communautés – PRODIC	7 549	628 001
Enseignants pour la paix – EDUCADORES PARA LA PAZ	(4 197)	1 371
Questions administratives – FUNCIONAMIENTO	182 663	964 015
Programmes techniques - exécutif I – PTV	217 273	1 183 456
Programmes techniques - exécutif II – PTP	2 578 544	6 902 071
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique – PRODESFRO	(16 198)	153 256
Supervision – SUPERVISION	615	250 041
	2 894 734	10 395 826
SCEP		
Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales – SCEP	(524 259)	11 590 872
Ministère public – MINISTERIO PUBLICO	0	(156 129)
Système pénitentiaire – SISTEMA PENITENCIARIO	0	5
	(524 259)	11 434 748
TOTAL DES CHARGES	2 370 475	21 830 574
Excédent de charges pour l'exercice	360 031	14 900 484
Ressources reportées en début d'exercice		
FONAPAZ	1 571 571	(18 767 752)
SCEP	(869 803)	4 569 036
	701 768	(14 198 716)
Ressources reportées en fin d'exercice		
FONAPAZ	1 294 146	1 571 571
SCEP	(232 347)	(869 803)
	1 061 801	701 768

GOVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRE DU GUATEMALA (suite)
Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 2009

	2009 dollars E.-U.	2008 dollars E.-U.
ACTIF		
Avoirs bancaires et liquidités	12 457 165	14 362 798
Sommes à recevoir	6 921 810	7 170 199
TOTAL ACTIF	19 378 975	21 532 997
PASSIF ET FONDS		
Sommes à payer	18 317 174	20 831 229
Produits reportés en fin d'exercice	1 061 801	701 768
TOTAL DU PASSIF ET DES FONDS	19 378 975	21 532 997

Remarque générale

Sous l'égide du Gouvernement guatémaltèque et du FONAPAZ (Fonds national pour la paix), l'OIM agit en qualité de partenaire d'exécution pour tout un ensemble d'activités destinées à améliorer les conditions de vie de la population guatémaltèque, notamment dans les zones de retour et de réinsertion, et dans les zones voisines. Suite à un échange de correspondance entre l'OIM et le Gouvernement guatémaltèque en 1997, il a été convenu que le financement de ces activités se ferait sous la forme d'un fonds fiduciaire. Les termes de cette relation fiduciaire ont été officialisés dans un accord daté du 4 juin 1998 et actualisés dans un protocole d'accord daté du 12 décembre 2000. Cet accord précise que le but du Fonds est d'administrer les projets dans lesquels l'OIM est engagée, en coopération avec le Gouvernement guatémaltèque et le FONAPAZ. Les dépenses du fonds fiduciaire sont autorisées par des représentants du Gouvernement et font l'objet de procédures comptables de la part de l'OIM, conformément à son Règlement financier.

Le Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales est financé par le Secrétaire à la coordination exécutive de la présidence (SCEP), une institution qui recueille les demandes d'investissement social soumises par les communautés urbaines et rurales en accord avec les dispositions du décret no 35-04 du Congrès guatémaltèque et du Budget d'Etat général pour les rentrées et les dépenses (année fiscale 2005). Plus précisément, ce programme comprend les éléments ci-après : construction de routes locales ; fourniture d'eau potable et de structures d'assainissement ; construction d'écoles ; infrastructures, services sanitaires et assistance sociale ; exécution de programmes productifs ; ainsi que d'autres éléments destinés à améliorer le niveau de vie des populations vivant dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté partout dans le pays. L'OIM fournira une assistance technique et administrative à la mise en œuvre et au fonctionnement du Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales encouragé par la présidence du Guatemala au travers du SCEP. Ce programme prend appui sur la longue expérience de l'OIM dans l'exécution fructueuse de projets complets de développement dans le cadre du FONAPAZ.

Politiques comptables

Les états financiers ont été établis sur la base comptable du rééchelonnement des dépenses. En conséquence, les produits sont comptabilisés non pas lorsqu'ils sont acquis, mais lorsqu'ils sont reçus, tandis que les charges sont comptabilisées lorsqu'elles ont été réglées et/ou lorsque l'obligation est acquise. Les charges pourraient par conséquent excéder temporairement les produits enregistrés pour une catégorie donnée de projets.

Les produits et les charges du Fonds fiduciaire sont présentés par catégorie de projet. Les transactions sous-jacentes et les écritures comptables sont exprimées en quetzales guatémaltèques. L'état financier résumé est donné en dollars E.-U., après conversion au taux de 8,34 au 31 décembre 2009 (contre 7,71 au 31 décembre 2008).